

3.

Distribution de produits et services financiers

- 3.1 Avis et communiqués
 - 3.2 Réglementation
 - 3.3 Autres consultations
 - 3.4 Retraits aux registres des représentants
 - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
 - 3.6 Avis d'audiences
 - 3.7 Décisions administratives et disciplinaires
 - 3.8 Autres décisions
-

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

3.2 RÉGLEMENTATION

3.2.1 Consultation

Aucune information.

3.2.2 Publication

DÉCISION N° 2023-PDG-0054

Règlement sur le traitement des plaintes et le règlement des différends dans le secteur financier

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le *Règlement sur le traitement des plaintes et le règlement des différends dans le secteur financier* (le « Règlement »), conformément aux articles 38, 66, et 73 de la *Loi sur les agents d'évaluation du crédit*, RLRQ, c. A-8.2 (la « LAEC »), au paragraphe 1 de l'article 485 et à l'article 496 de la *Loi sur les assureurs*, RLRQ, c. A-32.1 (la « LA »), aux articles 601.1 et 601.9 de la *Loi sur les coopératives de service financiers*, RLRQ, c. C-67.3 (la « LCSF »), à l'article 216.1 et aux paragraphes 8°, 11°, 12° et 13.1° de l'article 223 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, RLRQ, c. D-9.2 (la « LDPSF »), au paragraphe *u* de l'article 43 et à l'article 45.9 de la *Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts*, RLRQ, c. I-13.2.2 (la « LIDPD »), aux paragraphes 13°, 16°, 19.1° et 29° du premier alinéa de l'article 175 de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01 (la « LID »), aux articles 277 et 286 de la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, RLRQ, c. S-29.02 (la « LSFSE »), et conformément aux paragraphes 8°, 11°, 26° et 27.0.4° de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM »).

Vu le pouvoir de l'Autorité prévu à la LAEC, à la LA, à la LCSF, à la LDPSF, à la LIDPD, à la LID, à la LSFSE et à la LVM, de prendre un règlement, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 9 septembre 2021 [(2021) B.A.M.F., vol. 18, n° 36, section 3.2] du projet de Règlement, accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, RLRQ, c. R-18.1, conformément au troisième alinéa de l'article 67 de la LAEC, au troisième alinéa de l'article 486 de la LA, au troisième alinéa de l'article 601.2 de la LCSF, aux premier et deuxième alinéas de l'article 194 de la LDPSF, au troisième alinéa de l'article 45 de la LIDPD, au quatrième alinéa de l'article 175 de la LID, au troisième alinéa de l'article 278 de la LSFSE, et conformément au troisième alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu les modifications apportées au projet de Règlement à la suite de cette première consultation;

Vu la seconde publication pour consultation au Bulletin le 8 décembre 2022 [(2022) B.A.M.F., vol. 19, n° 48, section 3.2] du projet de Règlement, accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, RLRQ, c. R-18.1, conformément au troisième alinéa de l'article 67 de la LAEC, au troisième alinéa de l'article 486 de la LA, au troisième alinéa de l'article 601.2 de la LCSF, aux premier et deuxième alinéas de l'article 194 de la LDPSF, au troisième alinéa de l'article 45 de la LIDPD, au quatrième alinéa de l'article 175 de la LID, au troisième alinéa de l'article 278 de la LSFSE, et conformément au troisième alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu les modifications apportées au projet de Règlement à la suite de cette seconde consultation;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu des articles 38, 66 et 73 de la LAEC, du paragraphe 1° de l'article 485 et de l'article 496 de la LA, des articles 601.1 et 601.9 de la LCSF, de l'article 216.1 et des paragraphes 8°, 11°, 12° et 13.1° de l'article 223 de la LDPSF, du paragraphe *u* de

l'article 43 et de l'article 45.9 de LIDPD, des paragraphes 13°, 16°, 19.1° et 29° du premier alinéa de l'article 175 de la LID, des articles 277 et 286 de la LSFSE, et en vertu des paragraphes 8°, 11°, 26° et 27.0.4 de l'article 331.1 de la LVM au ministre des Finances (le « Ministre »), qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au premier alinéa de l'article 67 de la LAEC, premier alinéa de l'article 486 de la LA, au premier alinéa de l'article 601.2 de la LCSF, au premier alinéa de l'article 217 de la LDPSF, au premier alinéa de l'article 45 de la LIDPD, au deuxième alinéa de l'article 175 de la LID, au premier alinéa de l'article 278 de la LSFSE, et conformément au premier alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu le projet de Règlement présenté par la Direction principale des politiques d'encadrement de la distribution ainsi que la recommandation du surintendant de l'assistance aux clientèles et de l'encadrement de la distribution de prendre le Règlement et d'autoriser sa transmission au Ministre pour approbation;

En conséquence :

L'Autorité prend le *Règlement sur le traitement des plaintes et le règlement des différends dans le secteur financier*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la transmission au Ministre pour approbation.

Fait le 13 novembre 2023.

Yves Ouellet
Président-directeur général

Règlement sur le traitement des plaintes et le règlement des différends dans le secteur financier¹

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie, en version française et anglaise, le règlement suivant :

- *Règlement sur le traitement des plaintes et le règlement des différends dans le secteur financier.*

Avis de publication

Le règlement a été pris par l'Autorité le 14 novembre 2023, a reçu l'approbation ministérielle requise et entrera en vigueur le **1^{er} juillet 2025**.

L'arrêté ministériel approuvant le règlement a été publié dans la Gazette officielle du Québec, en date du 14 février 2024 et est reproduit ci-dessous.

Le 15 février 2024

¹ Diffusion autorisée par Les Publications du Québec.

A.M., 2024-01**Arrêté numéro 2024-01 du ministre des Finances en date du 23 janvier 2024**

Loi sur les agents d'évaluation du crédit
(chapitre A-8.2)

Loi sur les assureurs
(chapitre A-32.1)

Loi sur les coopératives de services financiers
(chapitre C-67.3)

Loi sur la distribution de produits et services financiers
(chapitre D-9.2)

Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts
(chapitre I-13.2.2)

Loi sur les instruments dérivés
(chapitre I-14.01)

Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne
(chapitre S-29.02)

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1)

CONCERNANT le Règlement sur le traitement des plaintes et le règlement des différends dans le secteur financier

VU QUE l'article 38 de la Loi sur les agents d'évaluation du crédit (chapitre A-8.2) prévoit que l'Autorité des marchés financiers peut, par règlement, déterminer la politique que les agents d'évaluation du crédit doivent suivre conformément au paragraphe 3^o du deuxième alinéa de l'article 35 de cette loi ou des éléments de cette politique;

VU QUE l'article 66 de cette loi prévoit qu'en plus des autres règlements qu'elle peut prendre en vertu de cette loi, l'Autorité des marchés financiers peut, par règlement, déterminer les normes applicables aux agents d'évaluation du crédit relativement à leurs pratiques commerciales et à leurs pratiques de gestion;

VU QUE l'article 73 de cette loi prévoit qu'un règlement pris en vertu de cette loi peut prévoir qu'un manquement à l'une de ses dispositions peut donner lieu à une sanction administrative pécuniaire et que ce règlement peut prévoir des conditions d'application de la sanction et déterminer les montants ou leur mode de calcul, lesquels peuvent notamment varier selon la gravité du manquement, sans toutefois excéder les montants maximaux prévus à l'article 72 de cette loi;

VU QUE le paragraphe 1^o de l'article 485 de la Loi sur les assureurs (chapitre A-32.1) prévoit qu'en plus des autres règlements qu'elle peut prendre en vertu de cette loi, l'Autorité des marchés financiers peut, par règlement, déterminer les normes applicables aux assureurs autorisés relativement à leurs pratiques commerciales et à leurs pratiques de gestion;

VU QUE l'article 496 de cette loi prévoit notamment que l'Autorité des marchés financiers peut, dans un règlement pris en vertu de cette loi, prévoir qu'un manquement à l'une de ses dispositions peut donner lieu à une sanction administrative pécuniaire et que ce règlement peut prévoir des conditions d'application de la sanction et déterminer les montants ou leur mode de calcul, lesquels peuvent notamment varier selon la gravité du manquement, sans toutefois excéder les montants maximums prévus à l'article 494 de cette loi;

VU QUE l'article 601.1 de la Loi sur les coopératives de services financiers (chapitre C-67.3) prévoit que l'Autorité des marchés financiers peut, par règlement, déterminer les normes applicables aux coopératives de services financiers relativement à leurs pratiques commerciales et à leurs pratiques de gestion;

VU QUE l'article 601.9 de cette loi prévoit notamment que l'Autorité des marchés financiers peut, dans un règlement pris en vertu de cette loi, prévoir qu'un manquement à l'une de ses dispositions peut donner lieu à une sanction administrative pécuniaire et que ce règlement peut prévoir des conditions d'application de la sanction et déterminer les montants ou leur mode de calcul, lesquels peuvent notamment varier selon la gravité du manquement, sans toutefois excéder les montants maximums prévus à l'article 601.7 de cette loi;

VU QUE l'article 216.1 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) prévoit que l'Autorité des marchés financiers peut, par règlement, déterminer la politique que les cabinets doivent suivre conformément à l'article 103 de cette loi, celle que les représentants autonomes doivent suivre conformément au premier alinéa de l'article 146 et à l'article 103 de cette loi et celle que les sociétés autonomes doivent suivre conformément au deuxième alinéa de l'article 146 et à l'article 103 de cette loi ou des éléments de ces politiques;

VU QUE les paragraphes 8^o, 11^o, 12^o et 13.1^o de l'article 223 de cette loi prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut, pour chaque discipline, déterminer respectivement par règlement les règles relatives à la tenue des dossiers et du registre des commissions, la nature, la forme et la teneur des livres et des autres registres qu'un cabinet ou un représentant ou une société autonome doit tenir, les règles relatives à l'utilisation, à la conservation

et à la destruction des dossiers, livres et registres qu'un cabinet, un représentant autonome ou une société autonome doit tenir et les autres règles concernant l'exercice des activités d'un cabinet, d'un représentant autonome ou d'une société autonome;

VU QUE le paragraphe *u* de l'article 43 de la Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts (chapitre I-13.2.2) prévoit qu'en outre des pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par cette loi, l'Autorité des marchés financiers peut faire des règlements pour déterminer les normes applicables aux institutions de dépôts autorisées relativement à leurs pratiques commerciales et à leurs pratiques de gestion;

VU QUE l'article 45.9 de cette loi prévoit notamment que l'Autorité des marchés financiers peut, dans un règlement pris en vertu de cette loi, prévoir qu'un manquement à l'une de ses dispositions peut donner lieu à une sanction administrative pécuniaire et que ce règlement peut prévoir des conditions d'application de la sanction et déterminer les montants ou leur mode de calcul, lesquels peuvent notamment varier selon la gravité du manquement, sans toutefois excéder les montants maximums prévus à l'article 45.7 de cette loi;

VU QUE les paragraphes 13°, 16°, 19.1° et 29° de l'article 175 de la Loi sur les instruments dérivés (chapitre I-14.01) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut, respectivement, par règlement, établir les règles de gestion qu'un courtier, un conseiller ou un représentant doit observer en vue de sauvegarder l'intérêt de son client, établir les catégories d'inscription, les conditions que doit remplir un candidat, la durée de validité de l'inscription et les règles concernant l'activité d'un courtier, d'un conseiller ou d'un représentant, déterminer la politique qu'un courtier ou un conseiller doit adopter conformément à l'article 74 de cette loi, ou des éléments de cette politique et dispenser, avec ou sans condition, un groupement de personnes, de dérivés ou d'opérations de tout ou partie des obligations résultant de cette loi;

VU QUE l'article 277 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (chapitre S-29.02) prévoit qu'en plus des autres règlements qu'elle peut prendre en vertu de cette loi, l'Autorité des marchés financiers peut, par règlement, déterminer les normes applicables aux sociétés de fiducie autorisées relativement à leurs pratiques commerciales et leurs pratiques de gestion;

VU QUE l'article 286 de cette loi prévoit notamment que l'Autorité des marchés financiers peut, dans un règlement pris en vertu de cette loi, prévoir qu'un manquement à l'une de ses dispositions peut donner lieu à une sanction administrative pécuniaire et que ce règlement peut prévoir des conditions d'application de la sanction et

déterminer les montants ou leur mode de calcul, lesquels peuvent notamment varier selon la gravité du manquement, sans toutefois excéder les montants maximums prévus à l'article 284 de cette loi;

VU QUE les paragraphes 8°, 11°, 26° et 27.0.4° de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut, respectivement, par règlement, prescrire la communication d'informations concernant les valeurs ou leur commerce à l'Autorité des marchés financiers, aux organismes d'autorégulation, aux porteurs de valeurs, aux épargnants, aux clients ou au public et établir les règles de gestion dont les pratiques en matière de gouvernance, que la personne inscrite doit observer en vue de sauvegarder les intérêts de ses clients, dispenser avec ou sans condition une catégorie de personnes, de valeurs ou d'opérations de tout ou partie des obligations résultant de cette loi ou des règlements, établir les catégories d'inscription, les conditions que doivent remplir les candidats, la durée de validité de l'inscription et les règles concernant l'activité des personnes inscrites et déterminer la politique que les courtiers et les conseillers doivent adopter conformément à l'article 168.1.1 de cette loi ou des éléments de cette politique;

VU QUE l'article 67 de la Loi sur les agents d'évaluation du crédit, l'article 486 de la Loi sur les assureurs et l'article 278 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne prévoient notamment qu'un règlement pris par l'Autorité des marchés financiers en vertu de chacune de ces lois est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances, qu'un tel règlement ne peut être soumis pour approbation avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication à titre de projet dans le Bulletin de l'Autorité des marchés financiers et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique;

VU QUE l'article 217 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers et l'article 45 de la Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts prévoient notamment qu'un règlement pris par l'Autorité des marchés financiers en application de chacune de ces lois, à l'exception, respectivement, de ceux pris en application de l'article 115.2, du paragraphe 2° de l'article 203 et des articles 225, 226, 228, 274.1 et 278 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers et de ceux pris en application du paragraphe 1.1 de l'article 43 de la Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts, est soumis à l'approbation du ministre des Finances qui peut l'approuver avec ou sans modification, qu'un tel règlement ne peut être soumis pour approbation avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication à titre de projet dans le Bulletin de l'Autorité des marchés financiers

et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est déterminée;

VU QUE l'article 601.2 de la Loi sur les coopératives de services financiers, l'article 175 de la Loi sur les instruments dérivés et l'article 331.2 de la Loi sur les valeurs mobilières prévoient notamment qu'un règlement pris par l'Autorité des marchés financiers en vertu respectivement de l'article 601.1 de la Loi sur les coopératives de services financiers, de l'article 175 de la Loi sur les instruments dérivés et de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances, qu'un tel règlement ne peut être soumis pour approbation avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication à titre de projet au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qu'il indique;

VU QUE le projet de Règlement sur le traitement des plaintes et le règlement des différends dans le secteur financier a été publié pour une première consultation au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 18, n^o 36 du 9 septembre 2021;

VU QUE le projet de Règlement sur le traitement des plaintes et le règlement des différends dans le secteur financier a été publié pour une deuxième consultation au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 19, n^o 48 du 8 décembre 2022;

VU QUE l'Autorité des marchés financiers a adopté le 14 novembre 2023, par la décision n^o 2023-PDG-0054, le Règlement sur le traitement des plaintes et le règlement des différends dans le secteur financier;

VU QU'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances approuve sans modification le Règlement sur le traitement des plaintes et le règlement des différends dans le secteur financier dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 23 janvier 2024

Le ministre des Finances,
ERIC GIRARD

Règlement sur le traitement des plaintes et le règlement des différends dans le secteur financier

Loi sur les agents d'évaluation du crédit
(chapitre A-8.2, a. 38, 66 et 73)

Loi sur les assureurs
(chapitre A-32.1, a. 485 par. 1^o et 496)

Loi sur les coopératives de services financiers
(chapitre C-67.3, a. 601.1 et 601.9)

Loi sur la distribution de produits et services financiers
(chapitre D-9.2, a. 216.1, 223 par. 8^o, 11^o, 12^o et 13.1^o)

Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts
(chapitre I-13.2.2, a. 43 par. u) et 45.9)

Loi sur les instruments dérivés
(chapitre I-14.01, a. 175 par. 13^o, 16^o, 19.1^o et 29^o)

Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne
(chapitre S-29.02, a. 277 et 286)

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1 par. 8^o, 11^o, 26^o et 27.0.4^o)

CHAPITRE I OBJET, CHAMP D'APPLICATION ET INTERPRÉTATION

1. Le présent règlement vise le traitement équitable des plaintes des consommateurs dans le secteur financier. Il établit des éléments que doit contenir la politique portant sur le traitement des plaintes et sur le règlement des différends, adoptée en application, selon le cas, du paragraphe 3^o du deuxième alinéa de l'article 35 de la Loi sur les agents d'évaluation du crédit (chapitre A-8.2), du paragraphe 2^o du deuxième alinéa de l'article 50 de la Loi sur les assureurs (chapitre A-32.1), du paragraphe 2^o du deuxième alinéa de l'article 66.1 de la Loi sur les coopératives de services financiers (chapitre C-67.3), du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 103 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2), du paragraphe 2^o du deuxième alinéa de l'article 28.11 de la Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts (chapitre I-13.2.2), du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 74 de la Loi sur les instruments dérivés (chapitre I-14.01), du paragraphe 2^o du deuxième alinéa de l'article 34 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (chapitre S-29.02) ou du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 168.1.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1).

Le présent règlement prévoit également des règles concernant l'exercice des activités et des pratiques en matière de traitement des plaintes.

2. Ce règlement s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux personnes et aux sociétés inscrites à titre de cabinet, de société autonome ou de représentant autonome en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, ainsi qu'aux personnes inscrites à titre de courtier ou de conseiller en vertu de la Loi sur les instruments dérivés ou en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières.

Il s'applique également, à l'exception des dispositions du chapitre II, aux agents d'évaluation du crédit désignés conformément à la Loi sur les agents d'évaluation du crédit, aux assureurs autorisés en vertu de la Loi sur les assureurs, aux coopératives de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers, aux institutions de dépôts autorisées en vertu de la Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts, ainsi qu'aux sociétés de fiducie autorisées en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne.

3. Pour l'application du présent règlement, on entend par «plainte» tout reproche ou toute insatisfaction à l'égard d'un service ou d'un produit offert par une institution financière ou un intermédiaire financier qui lui est communiqué par une personne faisant partie de sa clientèle et pour lequel une réponse finale est attendue.

Il en est de même à l'égard d'une pratique d'un agent d'évaluation du crédit lorsque le reproche ou l'insatisfaction lui est communiqué par une personne concernée sur qui il détient un dossier.

Une réponse finale est notamment attendue lorsque la communication de l'auteur de la plainte implique, en termes exprès ou de façon implicite, que des mesures doivent être prises pour y remédier.

Ne constituent pas une plainte les demandes et communication suivantes :

1^o une demande de renseignements ou de documents formulée à l'égard d'un produit ou d'un service offert;

2^o une demande d'accès ou de rectification faite conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (chapitre P-39.1);

3^o une demande d'indemnité ou toute autre réclamation d'assurance;

4^o une demande visant la correction d'une erreur de calcul ou d'écriture;

5^o la communication d'un commentaire ou d'une rétroaction.

Malgré le paragraphe 4^o du quatrième alinéa, constitue une plainte toute demande visant la correction d'une erreur de calcul ou d'écriture pour laquelle d'autres mesures doivent être prises pour remédier aux conséquences de cette erreur pour le demandeur ou, dans le cas d'une institution financière ou d'un intermédiaire financier, pour toute autre personne faisant partie de sa clientèle ou, dans le cas d'un agent d'évaluation du crédit, pour toute autre personne concernée sur qui il détient un dossier.

4. Pour l'application du présent règlement, on entend par :

«institution financière» : un assureur autorisé en vertu de la Loi sur les assureurs, une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers, une institution de dépôts autorisée en vertu de la Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts, ainsi qu'une société de fiducie autorisée en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne;

«intermédiaire financier» : une personne ou société inscrite à titre de cabinet, de société autonome ou de représentant autonome en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, ainsi qu'une personne inscrite à titre de courtier ou de conseiller en vertu de la Loi sur les instruments dérivés ou en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières;

CHAPITRE II POLITIQUE DE TRAITEMENT DES PLAINTES ET DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

5. L'intermédiaire financier doit adopter une politique de traitement des plaintes et de règlement des différends qui détaille la façon dont les plaintes qu'il reçoit sont traitées, notamment à l'égard de la réception, de l'assignation, de l'analyse, ainsi que de la communication de la réponse finale et de l'offre visant à régler celles-ci.

De plus, il doit prévoir que le traitement des plaintes :

1^o s'effectue de façon objective et tient compte des intérêts de l'auteur de la plainte;

2^o demeure simple et sans frais pour l'auteur de la plainte.

6. La politique de traitement des plaintes et de règlement des différends doit prévoir les mesures mises en place par l'intermédiaire financier pour en assurer la mise en œuvre, la diffusion et le respect au sein de son

organisation, notamment celle de désigner une personne agissant à titre de responsable du traitement des plaintes possédant l'autorité et les compétences nécessaires pour exercer ses fonctions.

7. La politique de traitement des plaintes et de règlement des différends doit prévoir les mesures mises en place par l'intermédiaire financier pour assister adéquatement l'auteur de la plainte tout au long du traitement de celle-ci et l'informer, en temps opportun, du statut de cette dernière.

8. La politique de traitement des plaintes et de règlement des différends doit prévoir les mesures d'assignation des plaintes aux membres du personnel chargé du traitement des plaintes qui sont sous la supervision fonctionnelle du responsable du traitement des plaintes et qui ont les compétences nécessaires pour traiter les plaintes qui leur sont assignées.

À l'égard du traitement des plaintes visées à la section IV du chapitre III, elle doit également prévoir les mesures d'assignation de ces plaintes par l'intermédiaire financier aux autres membres du personnel qui ont les compétences nécessaires pour les traiter lorsque celles-ci ne sont pas assignées aux membres du personnel sous la supervision fonctionnelle du responsable du traitement des plaintes.

Elle doit aussi prévoir les mesures prises par l'intermédiaire financier pour assurer un accès en tout temps à l'information essentielle au traitement des plaintes reçues par les membres du personnel visés aux alinéas précédents.

9. La politique de traitement des plaintes et de règlement des différends doit prévoir qu'une reddition doit être faite périodiquement aux dirigeants de l'intermédiaire financier et porter sur les éléments suivants :

1^o le nombre de plaintes reçues et traitées, ainsi que les causes communes à ces dernières;

2^o le résultat du traitement de ces plaintes;

3^o les enjeux liés à la mise en œuvre, à la diffusion et au respect de la politique;

4^o les enjeux soulevés par l'identification des causes communes aux plaintes traitées.

10. La politique de traitement des plaintes et de règlement des différends doit prévoir les mesures mises en place par l'intermédiaire financier pour développer une vision d'ensemble des plaintes reçues, notamment afin d'identifier les causes communes à ces plaintes et résoudre les enjeux qu'elles soulèvent.

CHAPITRE III RÈGLES ET PRATIQUES CONCERNANT LE TRAITEMENT DES PLAINTES

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11. L'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit doit rédiger tout document d'information portant sur le traitement des plaintes et le règlement de différends dans une forme claire, lisible, précise et non trompeuse, de manière à mettre en évidence les éléments essentiels à une prise de décision éclairée et de façon à ne pas porter à confusion ni induire en erreur.

De même, l'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit doit s'assurer que ses membres du personnel utilisent un langage clair et simple pour toute interaction avec l'auteur de la plainte.

12. L'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit doit prendre les mesures nécessaires pour comprendre les communications qui lui sont formulées et, pour ce faire, assister lorsque requis leurs auteurs dans la formulation de leurs plaintes.

13. Lorsque l'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit constate, dans le cadre de son analyse, qu'une plainte reçue peut avoir des répercussions sur d'autres personnes faisant partie de sa clientèle, il doit prendre les mesures nécessaires pour y remédier.

14. L'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit doit traiter toute plainte reçue de façon diligente.

Pour ce faire, il doit notamment :

1^o documenter adéquatement le traitement de la plainte et constituer un dossier de plainte conformément à l'article 18;

2^o consigner la plainte à son registre des plaintes et le mettre à jour en fonction des renseignements prévus à l'article 20;

3^o transmettre à l'auteur de la plainte, de la façon prévue à l'article 22, l'accusé de réception visé à l'article 21;

4^o communiquer par écrit et dès que possible, mais au plus tard le 60^e jour suivant la réception de la plainte, une réponse finale visée à l'article 24 à l'auteur de celle-ci;

5° malgré le paragraphe 4° et lorsque des circonstances exceptionnelles ou hors de son contrôle le justifient, communiquer par écrit et dès que possible, mais au plus tard le 90^e jour suivant la réception de la plainte, une réponse finale visée à l'article 24 à l'auteur de celle-ci.

15. Dans le cas où, au terme de son analyse, l'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit présente à l'auteur de la plainte une offre visant à régler celle-ci, il doit accorder à ce dernier un délai raisonnable pour évaluer cette offre et y répondre.

Ce délai doit notamment permettre à l'auteur de la plainte, s'il le souhaite, d'être conseillé aux fins d'une prise de décision éclairée.

En cas d'entente avec l'auteur de la plainte, l'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit doit y donner suite au plus tard le 30^e jour suivant l'acceptation de l'offre ou, lorsque l'intérêt de l'auteur le justifie, à l'intérieur de tout autre délai convenu avec ce dernier.

16. L'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit doit, après avoir communiqué une réponse finale visée à l'article 24 ou les renseignements visés à l'article 27, continuer à gérer les échanges additionnels avec l'auteur de la plainte, notamment pour permettre à ce dernier de soumettre, s'il y a lieu, de nouveaux faits pertinents, pour répondre à ses questions ou pour assurer le suivi de ses commentaires, et ce, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de mesures à prendre relativement à la plainte.

17. Dans le cas où une institution financière, un intermédiaire financier ou un agent d'évaluation du crédit constate qu'une plainte qu'il a reçue concerne plusieurs institutions, intermédiaires ou agents, il doit en informer son auteur en lui expliquant dans quelle mesure elle les concerne. Il doit également l'informer de son droit de formuler une plainte à leur égard et lui fournir, s'il y a lieu, les renseignements qu'il détient permettant à l'auteur de communiquer avec eux.

SECTION II

DOSSIERS ET REGISTRE DES PLAINTES

18. Le dossier de plainte que l'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit doit ouvrir pour toute plainte reçue doit notamment contenir les documents et renseignements suivants :

1° la plainte;

2° une copie de l'accusé de réception visé à l'article 21 transmis à l'auteur de la plainte;

3° tout document ou renseignement ayant servi à l'analyse de la plainte;

4° le cas échéant, une copie de tout document ou renseignement transmis ou fourni en application des articles 15 à 17;

5° le cas échéant, une copie de l'avis écrit visé à l'article 23;

6° le cas échéant, une copie de l'avis écrit visé à l'article 28;

7° une copie de la réponse finale communiquée à l'auteur de la plainte;

8° tout échange avec l'auteur de la plainte ou un résumé de cet échange.

Le dossier de plainte doit être tenu à jour et être constitué de façon à ce que les documents et renseignements qui y sont contenus le soient sous une forme précise et compréhensible pour toute personne pouvant y avoir accès.

19. L'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit doit conserver le dossier de plainte dans le même délai de conservation que celui de tout renseignement concernant l'auteur de la plainte.

20. L'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit doit consigner sans délai toute plainte reçue à son registre des plaintes.

Il doit, dès qu'ils lui sont disponibles, y inscrire les renseignements qui lui permettent de donner suite aux éléments de la politique de traitement des plaintes et de règlement des différends prévus aux articles 9 et 10 ou aux attentes équivalentes exprimées à la Ligne directrice sur les saines pratiques commerciales ou à la Ligne directrice applicable aux agents d'évaluation du crédit établies par l'Autorité.

SECTION III

COMMUNICATIONS À L'AUTEUR DE LA PLAINTE

21. Pour l'application du présent règlement, l'accusé de réception d'une plainte constitue l'avis de la date de la consignation de celle-ci au registre des plaintes, transmis à son auteur conformément à l'article 39 de la Loi sur les agents d'évaluation du crédit, à l'article 53 de la Loi sur les assureurs, à l'article 131.2 de la Loi sur les coopératives de services financiers, à l'article 103.2 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, à l'article 28.14 de la Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts, à l'article 76 de la Loi sur les instruments dérivés,

à l'article 37 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne et à l'article 168.1.3 de la Loi sur les valeurs mobilières, selon le cas.

22. L'accusé de réception doit être transmis sous une forme écrite à l'auteur de la plainte et, outre une mention du droit pour l'auteur de la plainte de demander de faire examiner le dossier de sa plainte par l'Autorité, ou le cas échéant, par une fédération, doit prévoir les renseignements suivants :

- 1° le code d'identification du dossier de plainte;
- 2° la date de réception de la plainte par l'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit, si elle diffère de la date de consignment à son registre des plaintes;
- 3° les moyens permettant à l'auteur de la plainte d'obtenir de l'information concernant le traitement de celle-ci;
- 4° le délai anticipé pour le traitement de la plainte, ainsi que la date avant laquelle la réponse finale doit lui être communiquée;
- 5° un lien hypertexte permettant d'accéder au résumé de la politique de traitement des plaintes et de règlement des différends ou une copie de celui-ci.

Le premier alinéa ne s'applique pas au traitement des plaintes visées par la section IV du présent chapitre.

23. En application du paragraphe 5° du deuxième alinéa de l'article 14, l'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit doit communiquer dès que possible, mais au plus tard le 60^e jour suivant la réception de la plainte, à l'auteur de celle-ci un avis écrit prévoyant les renseignements suivants :

- 1° les circonstances qui justifient l'application du paragraphe 5° du deuxième alinéa de l'article 14;
- 2° la date avant laquelle la réponse finale doit lui être communiquée;
- 3° une mention du droit pour l'auteur de la plainte de demander de faire examiner le dossier de sa plainte par l'Autorité, ou le cas échéant, par une fédération, ainsi que des explications sur les moyens permettant d'effectuer une telle demande.

24. L'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit doit détailler la réponse finale visée au paragraphe 4° ou 5° du deuxième alinéa de l'article 14 en y inscrivant, entre autres, les renseignements suivants :

- 1° une mention à l'effet qu'il s'agit d'une réponse finale;
- 2° un résumé de la plainte reçue;
- 3° la conclusion motivée de l'analyse de la plainte et le résultat de son traitement;
- 4° une mention du droit pour l'auteur de la plainte de demander de faire examiner le dossier de sa plainte par l'Autorité, ou le cas échéant, par une fédération, ainsi que des explications sur les moyens permettant d'effectuer une telle demande;
- 5° si une offre visant à régler la plainte est présentée à l'auteur de celle-ci, le délai à l'intérieur duquel il peut l'accepter;
- 6° les coordonnées d'affaires et la signature de la personne qui a traité la plainte.

SECTION IV TRAITEMENT DE CERTAINES PLAINTES

25. La présente section s'applique au traitement des plaintes pour lesquelles les renseignements visés à l'article 27 peuvent être communiqués dans les 20 jours suivant la réception de la plainte si celle-ci est réglée à la satisfaction de son auteur.

Pour l'application du premier alinéa, une plainte est réglée à la satisfaction de son auteur lorsque ce dernier accepte l'offre qui lui est présentée ou acquiesce au résultat de son traitement si aucune offre ne lui est présentée.

26. Une institution financière ou un agent d'évaluation du crédit peut assigner les plaintes visées à la présente section aux autres membres du personnel qui ont les compétences nécessaires pour les traiter lorsque celles-ci ne sont pas assignées aux membres du personnel sous la supervision fonctionnelle du responsable du traitement des plaintes.

27. Malgré le paragraphe 4° du deuxième alinéa de l'article 14 et l'article 24, l'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit peut, au terme de son analyse de la plainte, communiquer à l'auteur de celle-ci, verbalement ou par écrit, les renseignements suivants :

- 1° la conclusion motivée de l'analyse de la plainte et le résultat de son traitement;
- 2° si une offre visant à régler la plainte est présentée à l'auteur de celle-ci, le délai à l'intérieur duquel il peut l'accepter.

28. Lorsque la plainte ne peut être réglée à la satisfaction de son auteur, l'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit doit communiquer à ce dernier, au plus tard le 20^e jour suivant la réception de celle-ci, un avis écrit prévoyant les renseignements visés aux paragraphes 1^o à 5^o du premier alinéa de l'article 22.

29. Malgré le paragraphe 2^o du premier alinéa de l'article 18, l'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit peut consigner au dossier de plainte un document résumant les éléments communiqués à l'auteur de la plainte en application des articles énumérés à l'article 21, le cas échéant, et en application de l'article 27.

CHAPITRE IV RÉSUMÉ DE LA POLITIQUE DE TRAITEMENT DES PLAINTES ET DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

30. Le résumé de la politique de traitement des plaintes et de règlement des différends d'une institution financière, d'un intermédiaire financier ou d'un agent d'évaluation du crédit doit contenir, entre autres, les renseignements suivants :

1^o une description de la procédure à suivre pour soumettre une plainte, ainsi que la possibilité pour son auteur d'être assisté dans la formulation de celle-ci;

2^o une description des différentes étapes du traitement des plaintes;

3^o une mention à l'effet qu'une plainte peut lui être valablement formulée en utilisant le formulaire de plainte disponible sur le site Internet de l'Autorité, ainsi qu'une référence ou un renvoi à ce formulaire;

4^o les moyens permettant d'obtenir de l'information concernant le traitement des plaintes;

5^o le délai de traitement des plaintes prévu au paragraphe 4^o du deuxième alinéa de l'article 14;

6^o le cas échéant, le délai de traitement des plaintes prévu au paragraphe 5^o du deuxième alinéa de l'article 14 et les circonstances justifiant normalement son application;

7^o une mention du droit pour l'auteur de la plainte de demander de faire examiner le dossier de sa plainte par l'Autorité, ou le cas échéant, par une fédération, ainsi que des explications sur les moyens permettant d'effectuer une telle demande.

31. Le résumé de la politique de traitement des plaintes et de règlement des différends d'une institution financière, d'un intermédiaire financier ou d'un agent d'évaluation du crédit doit être exhibé, lorsque celui-ci est rendu public sur son site Internet, à un endroit facilement identifiable par toute personne faisant partie de sa clientèle ou, dans le cas d'un agent d'évaluation du crédit, par une personne concernée sur qui il détient un dossier.

CHAPITRE V TRANSMISSION DU DOSSIER DE PLAINTÉ POUR EXAMEN PAR L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

32. L'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit doit transmettre le dossier de plainte à l'Autorité, tel que constitué en vertu de l'article 16, selon les modalités prévues sur son site Internet et dans les 15 jours suivant la réception de la demande de l'auteur de la plainte de faire examiner le dossier de sa plainte par l'Autorité.

De plus, l'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit doit fournir, au plus tard le 10^e jour suivant la demande de l'Autorité, le nom et les coordonnées d'affaires de la personne agissant à titre de répondant officiel auprès de celle-ci.

CHAPITRE VI INTERDICTIONS

33. L'institution financière, l'intermédiaire financier ou l'agent d'évaluation du crédit ne peut :

1^o lorsqu'il présente à l'auteur d'une plainte une offre visant à régler celle-ci, assortir cette offre d'une condition visant à :

a) empêcher l'auteur de la plainte d'exercer son droit de demander de faire examiner le dossier de sa plainte par l'Autorité, ou le cas échéant, par sa fédération;

b) obliger l'auteur de la plainte à retirer toute autre plainte dont il est également l'auteur;

c) empêcher l'auteur de la plainte de communiquer avec l'Autorité, un organisme d'autoréglementation reconnu en vertu de l'article 59 de la Loi sur l'encadrement du secteur financier (chapitre E-6.1) ou avec la Chambre de la sécurité financière et la Chambre de l'assurance de dommages, instituées en vertu de l'article 284 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers;

2° pour toute représentation ou communication destinée au public, utiliser le terme « ombudsman » ou toute autre qualification de même nature, pour désigner le service de traitement des plaintes ou les personnes y étant affectées, qui laisse croire que ces personnes n'agissent pas pour le compte de l'institution financière, de l'intermédiaire financier ou de l'agent d'évaluation du crédit.

CHAPITRE VII

SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

34. Une sanction administrative pécuniaire d'un montant de 1 000 \$ peut être imposée à l'institution financière ou à l'agent d'évaluation du crédit qui :

1° en contravention du premier alinéa de l'article 18, ne constitue pas un dossier de plainte comprenant les documents et renseignements prévus à cet alinéa;

2° en contravention du deuxième alinéa de l'article 18, ne tient pas à jour un dossier de plainte;

3° en contravention du premier alinéa de l'article 22, ne transmet pas à l'auteur d'une plainte un accusé de réception ou lui transmet un accusé de réception ne prévoyant pas les renseignements prévus à cet article;

4° en contravention de l'article 23, ne communique pas à l'auteur d'une plainte un avis écrit ou lui communique un avis écrit ne prévoyant pas les renseignements prévus à cet article;

5° en contravention de l'article 23, ne communique pas à l'auteur d'une plainte l'avis visé à cet article au plus tard le 60^e jour suivant la réception de celle-ci;

6° en contravention de l'article 24, communique à l'auteur d'une plainte une réponse finale ne détaillant pas les renseignements prévus à cet article;

7° en contravention de l'article 28, ne communique pas à l'auteur d'une plainte un avis écrit ou lui communique un avis écrit ne prévoyant pas les renseignements prévus à cet article;

8° en contravention de l'article 28, ne communique pas à l'auteur d'une plainte l'avis visé à cet article au plus tard le 20^e jour suivant la réception de celle-ci;

9° en contravention de l'article 29, ne consigne pas au dossier de plainte un document résumant les éléments communiqués à l'auteur de la plainte en application des articles énumérés à l'article 21, le cas échéant, et en application de l'article 27;

10° en contravention de l'article 30, diffuse un résumé de la politique de traitement des plaintes et de règlement des différends qui ne contient pas les renseignements prévus à cet article;

11° en contravention du deuxième alinéa de l'article 32, ne fournit pas le nom et les coordonnées d'affaires de la personne agissant à titre de répondant officiel auprès de l'Autorité, au plus tard le 10^e jour suivant la demande de cette dernière.

35. Une sanction administrative pécuniaire d'un montant de 2 500 \$ peut être imposée à l'institution financière ou à l'agent d'évaluation du crédit qui :

1° en contravention du troisième alinéa de l'article 15, ne donne pas suite à l'entente avec l'auteur de la plainte au plus tard le 30^e jour suivant l'acceptation de l'offre ou à l'intérieur de tout autre délai convenu entre l'auteur de la plainte et l'institution financière ou l'agent d'évaluation du crédit;

2° en contravention de l'article 19, ne conserve pas un dossier de plainte dans le même délai de conservation que celui de tout renseignement concernant l'auteur de la plainte;

Une sanction administrative pécuniaire du même montant peut également être imposée à l'institution financière ou à l'agent d'évaluation du crédit n'ayant pas transmis, en contravention du premier alinéa de l'article 32, le dossier de plainte à l'Autorité, tel que constitué en vertu de l'article 18, selon les modalités prévues sur son site Internet ou dans les 15 jours suivant la réception de la demande de l'auteur de la plainte de faire examiner le dossier de sa plainte par l'Autorité.

36. Une sanction administrative pécuniaire d'un montant de 5 000 \$ peut être imposée à l'institution financière ou à l'agent d'évaluation du crédit qui :

1° en contravention du sous paragraphe *a* du paragraphe 1° de l'article 33, assortit son offre d'une condition visant à empêcher l'auteur d'une plainte d'exercer son droit de faire examiner le dossier de sa plainte par l'Autorité, ou le cas échéant, par sa fédération;

2° en contravention du sous paragraphe *b* du paragraphe 1° de l'article 33, assortit son offre d'une condition visant à obliger l'auteur d'une plainte à retirer une autre plainte dont il est également l'auteur;

3° en contravention du sous paragraphe *c* du paragraphe 1° de l'article 33, assortit son offre d'une condition visant à empêcher l'auteur d'une plainte de communiquer avec l'Autorité, un organisme d'autoréglementation reconnu, la Chambre de la sécurité financière ou la Chambre de l'assurance de dommages;

4° en contravention du paragraphe 2° de l'article 33, utilise, pour toute représentation ou communication destinée au public, le terme « ombudsman » ou toute qualification de même nature, pour désigner son service de traitement des plaintes ou les personnes y étant affectées, qui laisse croire que ces personnes n'agissent pas pour le compte de l'institution financière ou de l'agent d'évaluation du crédit.

Une sanction administrative pécuniaire du même montant peut également être imposée à l'institution financière ou à l'agent d'évaluation du crédit n'ayant pas communiqué, en contravention du paragraphe 4° ou 5° du deuxième alinéa de l'article 14, une réponse finale à l'auteur de la plainte.

CHAPITRE VIII DISPOSITIONS DIVERSE ET FINALE

37. Le courtier en placement ou le courtier en épargne collective membre de l'Organisme canadien de réglementation des investissements est dispensé de l'application du présent règlement pour ses activités au Québec à titre de courtier en placement ou de courtier en épargne collective lorsqu'il est assujéti à des règles équivalentes de cet organisme et que ces règles sont approuvées par l'Autorité conformément à l'article 74 de la Loi sur l'encadrement du secteur financier.

38. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} juillet 2025.

82359

(4) by adding, at the end, the following paragraph:

“In the case of a woman or person who contributes to the assisted procreation project without being a party to it by agreeing to give birth to the child, the services are considered insured only if she is at least 21 years of age and meets the conditions relating to the maximum age set out in subparagraphs (a) and (b) of the first paragraph.”

5. Section 34.8 of the Regulation is amended:

(1) by replacing “to retrieve eggs;” by “for a single egg retrieval procedure;” in subparagraph *c* of the first paragraph;

(2) by adding, at the end of the first paragraph, the following subparagraph:

“(h) embryo biopsy and preimplantation genetic testing for all embryos obtained from an IVF cycle.”;

(3) by replacing in the second paragraph “two ovulatory cycles if no egg is obtained at the end of the first ovulatory cycle” by “a second ovulatory cycle if, during the first cycle, the number of follicles is insufficient and egg retrieval has not taken place”;

(4) by adding, at the end, the following paragraph:

“The services referred to in subparagraph *h* of the first paragraph are considered to be insured only if the embryos were created using the reproductive material of a member of the assisted procreation project who is at high risk of conceiving a child with a monogenic hereditary disease or an inherited chromosomal disorder resulting in a serious, disabling or fatal disease or abnormality, whether the condition starts in childhood or adulthood, and for which there is no treatment available to neutralize its serious, disabling or fatal nature. They are not considered insured services if they are intended to:

(a) detect embryos that are carriers of recessive diseases or abnormalities when only one parent is a carrier of the disease or abnormality;

(b) detect an embryo with susceptibility genes for multifactorial diseases;

(c) select an embryo in order to make it a donor of tissues or stem cells only;

(d) select the sex of a child, except in the case of an x-linked disease or abnormality;

(e) voluntarily produce a child with disabilities.”

6. The Regulation is amended by inserting, after section 34.9, the following:

“**34.9.1.** Assisted procreation services required for ovarian stimulation by injectable agent other than artificial insemination or IVF are considered insured services.”

7. Section 34.10 of the Regulation is amended by replacing “34.9” by “34.9.1”.

8. This Regulation comes into force on 6 March 2024.

106695

M.O., 2024-01

Ministerial Order 2024-01 of the Minister of Finance dated 23 January 2024

Credit Assessment Agents Act
(chapter A-8.2)

Insurers Act
(chapter A-32.1)

Act respecting financial services cooperatives
(chapter C-67.3)

Act respecting the distribution of financial products and services
(chapter D-9.2)

Deposit Institutions and Deposit Protection Act
(chapter I-13.2.2)

Derivatives Act
(chapter I-14.01)

Trust Companies and Savings Companies Act
(chapter S-29.02)

Securities Act
(chapter V-1.1)

REGULATION respecting complaint processing and dispute resolution in the financial sector

CONSIDERING that section 38 of the Credit Assessment Agents Act (chapter A-8.2) provides that the Autorité des marchés financiers may, by regulation, determine the policy that credit assessment agents must adhere to under subparagraph 3 of the second paragraph of section 35 of the Act or components of such a policy;

CONSIDERING that section 66 of that Act provides that in addition to the other regulations it may make under the Act, the Autorité des marchés financiers may, by regulation, determine the standards that apply to credit assessment agents as regards their commercial practices and management practices;

CONSIDERING that section 73 of that Act provides that a regulation made under the Act may specify that a failure to comply with the regulation may give rise to a monetary administrative penalty and that the regulation may define the conditions for applying the penalty and set forth the amounts or the methods for determining them. The amounts may vary according to the seriousness of the failure to comply, without exceeding the maximum amounts provided for in section 72 of the Act;

CONSIDERING that paragraph 1 of section 485 of the Insurers Act (chapter A-32.1) provides that in addition to other regulations that it may make under the Act, the Autorité des marchés financiers may, by regulation, determine the standards applicable to authorized insurers in relation to their commercial practices and their management practices;

CONSIDERING that section 496 of that Act provides in particular that the Autorité des marchés financiers may, in a regulation made under the Act, specify that a failure to comply with the regulation may give rise to a monetary administrative penalty and that the regulation may define the conditions for applying the penalty and set forth the amounts or the methods for determining them. The amounts may vary according to the seriousness of the failure to comply, without exceeding the maximum amounts provided for in section 494 of the Act;

CONSIDERING that section 601.1 of the Act respecting financial services cooperatives (chapter C-67.3) provides that the Autorité des marchés financiers may, by regulation, determine the standards applicable to financial services cooperatives in relation to their business and management practices;

CONSIDERING that section 601.9 of that Act provides in particular that the Autorité des marchés financiers may, in a regulation made under the Act, specify that a failure to comply with the regulation may give rise to a monetary administrative penalty and that the regulation may define the conditions for applying the penalty and set forth the amounts or the methods for determining them. The amounts may vary according to the seriousness of the failure to comply, without exceeding the maximum amounts provided for in section 601.7 of the Act;

CONSIDERING that section 216.1 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2) provides that the Autorité des marchés financiers

may, by regulation, determine the policy that firms must follow pursuant to section 103 of the Act, the policy that independent representatives must follow pursuant to the first paragraph of section 146 and section 103 of the Act and the policy that independent partnerships must follow pursuant to the second paragraph of section 146 and section 103 of the Act or elements of such policies;

CONSIDERING that paragraphs 8, 11, 12 and 13.1 of section 223 of that Act provide that the Autorité des marchés financiers may determine, for each sector, respectively by regulation, the rules relating to the keeping of records and the register of commissions, the nature, form and content of the books and other registers to be kept by firms, independent representatives and independent partnerships, the rules relating to the use, conservation and destruction of the records, books and registers to be kept by firms, independent representatives and independent partnerships and other rules relating to the activities of a firm, an independent representative or an independent partnership;

CONSIDERING that paragraph *u* of section 43 of the Deposit Institutions and Deposit Protection Act (chapter I-13.2.2) provides that in addition to the regulatory powers assigned to it by the Act, the Autorité des marchés financiers may make regulations for determining the standards applicable to authorized deposit institutions in relation to their commercial practices and their management practices;

CONSIDERING that section 45.9 of that Act provides in particular that the Autorité des marchés financiers may, in a regulation made under the Act, specify that a failure to comply with the regulation may give rise to a monetary administrative penalty and that the regulation may define the conditions for applying the penalty and set forth the amounts or the methods for determining them. The amounts may vary according to the seriousness of the failure to comply, without exceeding the maximum amounts provided for in section 45.7 of the Act;

CONSIDERING that paragraphs 13, 16, 19.1 and 29 of section 175 of the Derivatives Act (chapter I-14.01) provide that the Autorité des marchés financiers may, respectively, by regulation, establish the management rules that dealers, advisers and representatives must comply with in order to safeguard their clients' interests, determine categories of registration, the conditions to be met by applicants for registration, the duration of registration and the rules governing the activities of dealers and advisers and their representatives, determine the policy that dealers and advisers must adopt under section 74 of the Act, or elements of that policy, and conditionally or unconditionally exempt a group of persons, derivatives or transactions from any or all of the obligations or requirements under the Act;

CONSIDERING that section 277 of the Trust Companies and Savings Companies Act (chapter S-29.02) provides that in addition to other regulations that it may make under the Act, the Autorité des marchés financiers may, by regulation, determine the standards applicable to authorized trust companies in relation to their commercial and management practices;

CONSIDERING that section 286 of that Act provides in particular that the Autorité des marchés financiers may, in a regulation made under the Act, specify that a failure to comply with the regulation may give rise to a monetary administrative penalty and that the regulation may define the conditions for applying the penalty and set forth the amounts or the methods for determining them. The amounts may vary according to the seriousness of the failure to comply, without exceeding the maximum amounts provided for in section 284 of the Act;

CONSIDERING that paragraphs 8, 11, 26 and 27.0.4 of section 331.1 of the Securities Act (chapter V-1.1) provide that the Autorité des marchés financiers may, respectively, by regulation, prescribe the information concerning securities or securities transactions that must be transmitted to the Autorité des marchés financiers, self-regulatory organizations, security holders, investors, clients or the general public, and establish the management rules, including governance rules, to be complied with by a registrant in order to safeguard the interests of clients, exempt a category of persons, securities or transactions from some or all of the requirements of the Act or the regulations, with or without conditions, establish categories of registration, the conditions to be met by applicants, the duration of registration and the rules governing the activities of registrants and determine the policy that dealers and advisers must adopt under section 168.1.1 of the Act, or elements of that policy;

CONSIDERING that section 67 of the Credit Assessment Agents Act, section 486 of the Insurers Act and section 278 of the Trust Companies and Savings Companies Act provide in particular that a regulation made under each of those Acts by the Autorité des marchés financiers is approved by the Minister of Finance with or without amendment, that such a regulation may not be submitted for approval before 30 days have elapsed since its publication as a draft in the bulletin de l'Autorité des marchés financiers and that it comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in it;

CONSIDERING that section 217 of the Act respecting the distribution of financial products and services and section 45 of the Deposit Institutions and Deposit Protection Act provide in particular that a regulation made by the Autorité des marchés financiers under each of those Acts, except, respectively, those made under section 115.2, paragraph 2 of section 203 and any of sections 225, 226,

228, 274.1 and 278 of the Act respecting the distribution of financial products and services and those made under paragraph 1.1 of section 43 of the Deposit Institutions and Deposit Protection Act, must be submitted for approval to the Minister of Finance, who may approve it with or without amendment, that such a regulation may not be submitted for approval before the expiry of 30 days after its publication as a draft in the bulletin of the Autorité des marchés financiers and that it comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date determined in the regulation;

CONSIDERING that section 601.2 of the Act respecting financial services cooperatives, section 175 of the Derivatives Act and section 331.2 of the Securities Act provide in particular that a regulation made by the Autorité des marchés financiers under, respectively, section 601.1 of the Act respecting financial services cooperatives, section 175 of the Derivatives Act and section 331.1 of the Securities Act is approved by the Minister of Finance with or without amendment, that such a regulation may not be submitted for approval before 30 days have elapsed since its publication as a draft in the bulletin of the Autorité des marchés financiers and that it comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in it;

CONSIDERING that a draft of the Regulation respecting complaint processing and dispute resolution in the financial sector was published for an initial consultation in the bulletin of the Autorité des marchés financiers, volume 18, no. 36 of 9 September 2021;

CONSIDERING that a draft of the Regulation respecting complaint processing and dispute resolution in the financial sector was published for a second consultation in the bulletin of the Autorité des marchés financiers, volume 19, no. 48 of 8 December 2022;

CONSIDERING that the Autorité des marchés financiers made, on 14 November 2023, by decision no. 2023-PDG-0054, the Regulation respecting complaint processing and dispute resolution in the financial sector;

CONSIDERING that it is expedient to approve the Regulation without amendment;

THEREFORE, the Minister of Finance hereby approves, without amendment, the Regulation respecting complaint processing and dispute resolution in the financial sector, the text of which is appended to this Ministerial Order.

23 January 2024

ERIC GIRARD
Minister of Finance

Regulation respecting complaint processing and dispute resolution in the financial sector

Credit Assessment Agents Act
(chapter A-8.2, ss. 38, 66 and 73)

Insurers Act
(chapter A-32.1, s. 485, par. 1, and s. 496)

Act respecting financial services cooperatives
(chapter C-67.3, ss. 601.1 and 601.9)

Act respecting the distribution of financial products and services
(chapter D-9.2, ss. 216.1, 223, pars. 8, 11, 12 and 13.1)

Deposit Institutions and Deposit Protection Act
(chapter I-13.2.2, s. 43, par. *u*, and s. 45.9)

Derivatives Act
(chapter I-14.01, s. 75, pars. 13, 16, 19.1 and 29)

Trust Companies and Savings Companies Act
(chapter S-29.02, ss. 277 and 286)

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, pars. 8, 11, 26 and 27.0.4)

CHAPTER I PURPOSE, SCOPE AND INTERPRETATION

1. The purpose of this Regulation is to ensure the fair processing of consumer complaints in the financial sector. It sets out elements that must be included in the complaint processing and dispute resolution policy adopted under subparagraph 3 of the second paragraph of section 35 of the Credit Assessment Agents Act (chapter A-8.2), subparagraph 2 of the second paragraph of section 50 of the Insurers Act (chapter A-32.1), subparagraph 2 of the second paragraph of section 66.1 of the Act respecting financial services cooperatives (chapter C-67.3), subparagraph 1 of the first paragraph of section 103 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2), subparagraph 2 of the second paragraph of section 28.11 of the Deposit Institutions and Deposit Protection Act (chapter I-13.2.2), subparagraph 1 of the first paragraph of section 74 of the Derivatives Act (chapter I-14.01), subparagraph 2 of the second paragraph of section 34 of the Trust Companies and Savings Companies Act (chapter S-29.02) or subparagraph 1 of the first paragraph of section 168.1.1 of the Securities Act (chapter V-1.1), as the case may be.

This Regulation also sets out the rules governing complaint processing activities and practices.

2. This Regulation applies, with the necessary modifications, to persons and partnerships registered as firms, independent partnerships or independent representatives under the Act respecting the distribution of financial products and services and to persons registered as dealers or advisers under the Derivatives Act or the Securities Act.

Except for the provisions of Chapter II, it also applies to credit assessment agents designated under the Credit Assessment Agents Act, insurers authorized under the Insurers Act, financial services cooperatives within the meaning of the Act respecting financial services cooperatives, deposit institutions authorized under the Deposit Institutions and Deposit Protection Act, and trust companies authorized under the Trust Companies and Savings Companies Act.

3. For the purposes of this Regulation, “complaint” means any reproach or dissatisfaction in respect of a service or product offered by a financial institution or a financial intermediary where the reproach or dissatisfaction is communicated by a person who is a member of the clientele of the financial institution or financial intermediary and a final response is expected.

It also means any reproach or dissatisfaction in respect of a practice of a credit assessment agent where the reproach or dissatisfaction is communicated by any person concerned by a record that the credit assessment agent holds.

A final response is expected when the complainant’s communication explicitly or implicitly implies that action must be taken to address the complaint.

The following are not considered complaints:

- (1) a request made for information or materials in respect of an offered product or service;
- (2) a request for access or rectification made in accordance with the Act respecting the protection of personal information in the private sector (chapter P-39.1);
- (3) a claim for an indemnity or any other insurance claim;
- (4) a request for correction of a clerical error or mistake in calculation; and
- (5) communication of a comment or feedback.

Despite subparagraph 4 of the fourth paragraph, any request for correction of a clerical error or mistake in calculation for which further action must be taken to address the consequences of the error or mistake for the person

making the request or, in the case of a financial institution or financial intermediary, for any other person who is a member of its clientele or, in the case of a credit assessment agent, for any other person concerned by a record that the assessment agent holds constitutes a complaint.

4. For the purposes of this Regulation,

“financial institution” means an insurer authorized under the Insurers Act, a financial services cooperative within the meaning of the Act respecting financial services cooperatives, a deposit institution authorized under the Deposit Institutions and Deposit Protection Act, and a trust company authorized under the Trust Companies and Savings Companies Act;

“financial intermediary” means a person or partnership registered as a firm, independent partnership or independent representative under the Act respecting the distribution of financial products and services and a person registered as a dealer or adviser under the Derivatives Act or the Securities Act.

CHAPTER II
COMPLAINT PROCESSING AND DISPUTE
RESOLUTION POLICY

5. A financial intermediary must adopt a complaint processing and dispute resolution policy that details how the complaints that it receives are processed, including how they are received, assigned, and analyzed and how final responses and offers to resolve them are provided to complainants.

In addition, it must require that the processing of complaints:

(1) be conducted in an objective manner and take into account the interests of the complainant; and

(2) be kept simple and free of charge for the complainant.

6. The complaint processing and dispute resolution policy must set out the measures taken by the financial intermediary to ensure that the policy is implemented, disseminated and applied across the organization, including appointing a person to the role of complaints officer with the necessary authority and competence to perform the role.

7. The complaint processing and dispute resolution policy must set out the measures taken by the financial intermediary to properly assist the complainant during the processing of the complaint and to update the complainant, in a timely manner, on the status of the complaint.

8. The complaint processing and dispute resolution policy must set out the measures for assigning complaints to staff responsible for processing complaints who are under the functional supervision of the complaints officer and have the necessary competence to process the complaints that are assigned to them.

It must also set out the measures for the assignment by the financial intermediary of the complaints referred to in Division IV of Chapter III to other staff with the necessary competence to process them when such complaints are not assigned to staff who are under the functional supervision of the complaints officer.

Furthermore, it must set out the measures taken by the financial intermediary to ensure anytime access to information essential for the processing of complaints received by the staff referred to in the previous paragraphs.

9. The complaint processing and dispute resolution policy must provide for periodic reporting to the financial intermediary's officers on the following elements:

(1) the number of complaints received and processed and the causes common to the complaints;

(2) the outcomes of the complaint process;

(3) issues related to the implementation and dissemination of, and compliance with, the policy; and

(4) issues identified when ascertaining the causes common to the complaints that are processed.

10. The complaint processing and dispute resolution policy must set out the measures taken by the financial intermediary to develop a comprehensive view of the complaints received, particularly in order to identify the causes common to, and address the issues raised by, such complaints.

CHAPTER III
COMPLAINT PROCESSING RULES AND
PRACTICES

DIVISION I
GENERAL PROVISIONS

11. A financial institution, a financial intermediary or a credit assessment agent must draft any disclosure documents relating to complaint processing and dispute resolution in a form that is clear, readable, specific and not misleading so as to highlight the key elements required for informed decision making and not cause confusion or misunderstanding.

Furthermore, the financial institution, the financial intermediary or the credit assessment agent must ensure that staff use clear and plain language in any interactions with complainants.

12. A financial institution, a financial intermediary or a credit assessment agent must take the necessary actions to understand what is being communicated to it and, in doing so, must, when necessary, provide assistance to the originators of such communications in filing their complaints.

13. When a financial institution, a financial intermediary or a credit assessment agent determines, in conducting its analysis, that a complaint it has received may have repercussions on other persons who are part of its clientele, it must take the necessary actions to address the complaint.

14. A financial institution, a financial intermediary or a credit assessment agent must process any complaint it receives in a diligent manner.

To do so, it must, in particular:

(1) properly document the processing of the complaint and establish a complaint record in accordance with section 18;

(2) enter the complaint in the complaints register and update the register based on the information set out in section 20;

(3) send the complainant, in the manner set out in section 22, the acknowledgement of receipt referred to in section 21;

(4) provide the complainant with a final response referred to in section 24 as soon as possible but not later than on the 60th day following receipt of the complaint; and

(5) despite subparagraph 4 and where warranted by exceptional circumstances or circumstances beyond its control, provide the complainant with a final response referred to in section 24, in writing, as soon as possible but not later than on the 90th day following receipt of the complaint.

15. If, upon completing its analysis, a financial institution, a financial intermediary or a credit assessment agent presents a complainant with an offer to resolve the complaint, it must give the complainant a reasonable amount of time to assess and respond to the offer.

The amount of time given must provide the complainant with sufficient opportunity to seek advice for the purpose of making an informed decision.

If an agreement is reached with the complainant, the financial institution, the financial intermediary or the credit assessment agent must give effect to the offer not later than on the 30th day following acceptance of the offer or, where the interest of the complainant warrants it, within any other time period agreed upon with the complainant.

16. A financial institution, a financial intermediary or a credit assessment agent must, after it has provided a complainant with a final response referred to in section 24 or the information referred to in section 27 and until no other actions are required in respect of the complaint, continue to manage any further exchanges with the complainant to, in particular, allow the complainant to submit new relevant facts, if any, and answer the complainant's questions.

17. If a financial institution, a financial intermediary or a credit assessment agent notes that a complaint involves more than one institution, intermediary or agent, it must notify the complainant, explaining the extent to which the complaint involves such institutions, intermediaries or agents. It must also inform the complainant of the complainant's right to file a complaint in respect of those institutions, intermediaries or agents and provide the complainant with any information held by it, if any, that would allow the complainant to communicate with them.

DIVISION II COMPLAINT RECORDS AND COMPLAINTS REGISTER

18. The complaint record that a financial institution, a financial intermediary or a credit assessment agent must open for any complaint received by it must contain the following documents and information:

(1) the complaint;

(2) a copy of the acknowledgement of receipt referred to in section 21 sent to the complainant;

(3) any document or information used in analyzing the complaint;

(4) if applicable, a copy of any document or information sent or provided for the purposes of sections 15 to 17;

(5) if applicable, a copy of the written notice referred to in section 23;

(6) if applicable, a copy of the written notice referred to in section 28;

(7) a copy of the final response provided to the complainant; and

(8) any exchanges, or a summary of the exchanges, with the complainant.

The complaint record must be kept up to date and be established so that the documents and information it contains are in a specific format that is comprehensible to any person who is allowed access to it.

19. The financial institution, the financial intermediary or the credit assessment agent must keep the complaint record for the same retention period as for any information relating to the complainant.

20. The financial institution, the financial intermediary or the credit assessment agent must enter any complaints it receives in its complaints register without delay.

The information enabling it to act on the elements of the complaint processing and dispute resolution policy set out in sections 9 and 10 or in the equivalent expectations established by the Authority in its Sound Commercial Practices Guideline or its Guideline applicable to credit assessment agents must be entered in the complaints register as soon as it is available to the financial institution, the financial intermediary or the credit assessment agent.

DIVISION III COMMUNICATIONS TO THE COMPLAINANT

21. For the purposes of this Regulation, the acknowledgement of receipt of a complaint will constitute the notice stating the date of registration of the complaint to be sent to the complainant under section 39 of the Credit Assessment Agents Act, section 53 of the Insurers Act, section 131.2 of the Act respecting financial services cooperatives, section 103.2 of the Act respecting the distribution of financial products and services, section 28.14 of the Deposit Institutions and Deposit Protection Act, section 76 of the Derivatives Act, section 37 of the Trust Companies and Savings Companies Act, and section 168.1.3 of the Securities Act, as the case may be.

22. The acknowledgement of receipt must be sent in written form to the complainant and, in addition to stating the complainant's right to request to have the complaint record examined by the Authority or, if applicable, a federation, include the following information:

(1) the complaint record identification code;

(2) the date on which the complaint was received by the financial institution, the financial intermediary or the credit assessment agent, if different than the date on which the complaint was registered;

(3) the means by which the complainant may obtain information about the processing of the complaint;

(4) the expected timeframe for processing the complaint and the date before which the final response must be provided to the complainant; and

(5) a hypertext link providing access to the summary of the complaint processing and dispute resolution policy, or a copy of such summary.

The first paragraph does not apply to the processing of the complaints referred to in Division IV of this chapter.

23. For the purposes of subparagraph 5 of the second paragraph of section 14, a financial institution, a financial intermediary or a credit assessment agent must send to a complainant as soon as possible, but not later than on the 60th day following receipt of the complaint, a written notice containing the following information:

(1) the circumstances warranting the application of subparagraph 5 of the second paragraph of section 14;

(2) the date by which a final response must be communicated to the complainant; and

(3) a statement of the complainant's right to request to have the complaint record examined by the Authority or, if applicable, by a federation, as well as an explanation of how to make such a request.

24. A financial institution, a financial intermediary or a credit assessment agent must be detailed in the final response referred to in subparagraph 4 or 5 of the second paragraph of section 14, which must include, among other elements, the following information:

(1) a statement to the effect that it is a final response;

(2) a summary of the complaint received;

(3) the conclusion of the analysis, including the reasons for the conclusion, and the outcome of the complaint process;

(4) a statement of the complainant's right to request to have the complaint record examined by the Authority or, if applicable, by a federation, as well as an explanation of how to make such a request;

(5) if an offer to resolve the complaint is presented to the complainant, the timeframe within which the complainant may accept the offer; and

(6) the business contact information and signature of the person who processed the complaint.

DIVISION IV PROCESS FOR CERTAIN COMPLAINTS

25. This section applies to the processing of complaints for which the information referred to in section 27 may be provided within 20 days following receipt of the complaint if the complaint is resolved to the satisfaction of the complainant.

For the purposes of the first paragraph, a complaint is resolved to the satisfaction of the complainant where an offer is presented to and accepted by the complainant or, if no offer is presented to the complainant, the complainant accepts the outcome of the complaint process.

26. A financial institution or a credit assessment agent may assign the complaints referred to in this division to other staff with the necessary competence to process them where such complaints have not been assigned to staff who are under the functional supervision of the complaints officer.

27. Despite subparagraph 4 of the second paragraph of section 14 and section 24, a financial institution, a financial intermediary or a credit assessment agent may, upon completing its analysis of a complaint, provide to the complainant, verbally or in writing:

(1) the conclusion of the analysis, with the reasons for the conclusion, and the outcome of the complaint process; and

(2) if an offer to resolve the complaint is presented to the complainant, the timeframe within which the complainant may accept the offer.

28. Where a complaint cannot be resolved to the satisfaction of the complainant, the financial institution, the financial intermediary or the credit assessment agent must send the complainant, not later than on the 20th day following receipt of the complaint, a written notice containing the information referred to in subparagraphs 1 to 5 of the first paragraph of section 22.

29. Despite subparagraph 2 of the first paragraph of section 18, a financial institution, a financial intermediary or a credit assessment agent may enter in the complaint record a document summarizing the elements provided to the complainant pursuant to the sections enumerated in section 21, if applicable, and section 27.

CHAPTER IV SUMMARY OF THE COMPLAINT PROCESSING AND DISPUTE RESOLUTION POLICY

30. A financial institution's, a financial intermediary's or a credit assessment agent's summary of its complaint processing and dispute resolution policy must include:

(1) a description of the procedure for filing a complaint and the complainant's right to obtain assistance in filing the complaint;

(2) a description of the various steps in the complaint process;

(3) a statement to the effect that a complaint may be validly filed with it using the complaint form available on the Authority's website, together with a reference or link to the form;

(4) the means of obtaining information regarding the processing of complaints;

(5) the complaint processing time specified in subparagraph 4 of the second paragraph of section 14;

(6) if applicable, the complaint processing time specified in subparagraph 5 of the second paragraph of section 14 and the circumstances normally warranting its application; and

(7) a statement of the complainant's right to request to have the complaint record examined by the Authority or, if applicable, a federation, as well as an explanation of how to make such a request.

31. A financial institution's, a financial intermediary's or a credit assessment agent's summary of its complaint processing and dispute resolution policy must, when posted on its website, be displayed in a place that can be easily identified by any person who is part of its clientele or, in the case of a credit assessment agent, by any person concerned by a record that it holds.

CHAPTER V SENDING A COMPLAINT RECORD TO THE AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS FOR EXAMINATION

32. A financial institution, a financial intermediary or a credit assessment agent must, within 15 days following receipt of a request from a complainant to have the complaint record examined by the Authority, send the complaint record, as established under section 16, to the Authority, in accordance with the terms and conditions specified on the Authority's website.

In addition, the financial institution, the financial intermediary or the credit assessment agent must provide, not later than on the 10th day after the Authority requests it, the name and business contact information of the person officially designated to respond to the Authority.

CHAPTER VI PROHIBITIONS

33. A financial institution, a financial intermediary or a credit assessment agent may not:

(1) when it presents the complainant with an offer to resolve the complaint, attach a condition to the offer that:

(a) prevents the complainant from exercising the right to request to have the complaint record examined by the Authority or, where applicable, its federation;

(b) requires the complainant to withdraw any other complaint that the complainant has filed; or

(c) prevents a complainant from communicating with the Authority, a self-regulatory organization recognized under section 59 of the Act respecting the regulation of the financial sector (chapter E-6.1) or the Chambre de la sécurité financière or the Chambre de l'assurance de dommages, established under section 284 of the Act respecting the distribution of financial products and services.

(2) in any representation or communication intended for the public, use in referring to its complaint processing department or the persons assigned to it the term “ombudsman” or any other qualifier of the same nature that suggests that such persons are not acting on behalf of the financial institution, the financial intermediary or the credit assessment agent.

CHAPTER VII MONETARY ADMINISTRATIVE PENALTIES

34. A monetary administrative penalty in the amount of \$1,000 may be imposed on a financial institution or a credit assessment agent that:

(1) in contravention of the first paragraph of section 18, fails to establish a complaint record containing the documents and information referred to in that paragraph;

(2) in contravention of the second paragraph of section 18, fails to keep the complaint record up to date;

(3) in contravention of the first paragraph of section 22, fails to send the complainant an acknowledgement of receipt or sends an acknowledgement of receipt that does not include the information set out in that section;

(4) in contravention of section 23, fails to provide the complainant with a written notice or provides the complainant with a written notice that does not include the information set out in that section;

(5) in contravention of section 23, fails to provide the complainant with the notice referred to in that section not later than on the 60th day following receipt of the complaint;

(6) in contravention of section 24, provides the complainant with a final response that does not include the detailed information set out in that section;

(7) in contravention of section 28, fails to provide the complainant with a written notice or provides the complainant with a written notice that does not include the information set out in that section;

(8) in contravention of section 28, fails to provide the complainant with the notice referred to in that section not later than on the 20th day following receipt of the complaint;

(9) in contravention of section 29, fails to enter in the complaint record a document summarizing the elements provided to the complainant pursuant to the sections indicated in section 21, if applicable, and pursuant to section 27;

(10) in contravention of section 30, disseminates a summary of the complaint processing and dispute resolution policy summary that does not include the information referred to in that section; or

(11) in contravention of the second paragraph of section 32, fails to provide to the Authority, not later than on the 10th day after the Authority requests it, the name and business contact information of the person officially designated to respond to the Authority.

35. A monetary administrative penalty in the amount of \$2,500 may be imposed on a financial institution or a credit assessment agent that:

(1) in contravention of the third paragraph of section 15, fails, where a complainant accepts an offer to resolve the complaint, to give effect to the agreement no later than on the 30th day following acceptance of the offer or within any other timeframe agreed upon by the complainant and the financial institution or the credit assessment agent; or

(2) in contravention of section 19, fails to keep a complaint record for the same retention period as for any information relating to the complainant.

A monetary administrative penalty in the same amount may also be imposed on a financial institution or a credit assessment agent that, in contravention of the first paragraph of section 32, fails to send the complaint record, as established under section 18, to the Authority in accordance with the terms and conditions specified on the Authority's website or within 15 days of receiving a request from the complainant to have the complaint record examined by the Authority.

36. A monetary administrative penalty in the amount of \$5,000 may be imposed on a financial institution or a credit assessment agent that:

(1) in contravention of subparagraph a of paragraph 1 of section 33, attaches a condition to its offer that prevents the complainant from exercising the right to have the complaint record examined by the Authority or, where applicable, its federation;

(2) in contravention of subparagraph b of paragraph 1 of section 33, attaches a condition to its offer that requires the complainant to withdraw any other complaint that the complainant has filed;

(3) in contravention of subparagraph c of paragraph 1 of section 33, attaches a condition to its offer that prevents the complainant from communicating with the Authority, a recognized self-regulatory organization, the *Chambre de sécurité financière* or the *Chambre de l'assurance de dommages*; or

(4) in contravention of paragraph 2 of section 33, uses in referring to its complaint processing department or the persons assigned to it, in any representation or communication intended for the public, the term "ombudsman" or any other qualifier of the same nature that suggests that such persons are not acting on behalf of the financial institution or credit assessment agent.

A monetary administrative penalty in the same amount may also be imposed on a financial institution or a credit assessment agent that, in contravention of subparagraph 4 or 5 of the second paragraph of section 14, fails to provide a final response to the complainant.

CHAPTER VIII GENERAL AND FINAL PROVISIONS

37. An investment dealer or a mutual fund dealer that is a member of the Canadian Investment Regulatory Organization is exempt from the application of this Regulation for its activities in Québec as an investment dealer or a mutual fund dealer where it is subject to equivalent rules of this organization and where these

rules have been approved by the Authority in accordance with section 74 of the Act respecting the regulation of the financial sector.

38. This Regulation will come into force on 1 July 2025.

106670

M.O., 2024

Order AM-2024-5161 of the Minister of Justice dated 30 January 2024

Civil Code

Regulation respecting the conduct of the mandatory information meeting in the context of certain parental projects involving surrogacy

THE MINISTER OF JUSTICE,

CONSIDERING the third paragraph of article 541.11 and article 541.29 of the Civil Code, as made by section 20 of the Act to reform family law with regard to filiation and to protect children born as a result of sexual assault and the victims of that assault as well as the rights of surrogates and of children born of a surrogacy project (2023, chapter 13), according to which the Minister of Justice determines, by regulation, any standard relating to the conduct of the information meeting;

CONSIDERING that, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (chapter R-18.1), a draft Regulation respecting the conduct of the mandatory information meeting in the context of certain parental projects involving surrogacy was published in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* of 1 November 2023 with a notice that it could be made on the expiry of 45 days following that publication;

CONSIDERING that it is expedient to make the Regulation without amendment;

ORDERS AS FOLLOWS:

THAT the Regulation respecting the conduct of the mandatory information meeting in the context of certain parental projects involving surrogacy, attached to this Order, be made.

Québec, 30 January 2024

SIMON JOLIN-BARRETTE
Minister of Justice

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Courtiers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
AGUIAR	FATIMA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2024-01-25
AKL	JAD	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2024-02-09
ANTABI	GEORGES	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2024-02-10
BAI	JIN	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2024-02-05
BLANCHARD	CHLOE	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2024-02-01
BOSSÉ-LEBEL	OLIVIER	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-02
BOUCHABCHOUB	ADAM	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2024-02-05
BOUCHER	CATHERINE	FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.	2024-02-09
CARON	NATHALIE	VALEURS MOBILIERES DESJARDINS INC.	2023-12-31
CHÉNIER	ROBERT	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2024-02-08
CORDEAU	MATHIS	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2024-02-08
D'ALESSIO	ANTHONY	PLACEMENTS CIBC INC.	2024-01-30
DIALLO	HADIATOULA YE	FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.	2024-02-02
DROUIN	ADAM	RBC DOMINION VALEURS MOBILIERES INC.	2024-02-08
ÉTÉMÉ YANA	MARTIN DIMITRI	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE INVESTISSEMENTS INC.	2024-02-05
ETZION	ZACHARY	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2024-02-11
EZZABOUR	HAMZA	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2024-02-05
FERHATI	CHARIF	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-08
FILALI	SAMI	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2024-01-29
FONTAINE	MÉLANIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-08
FOURNIER	MARYSE	VALEURS MOBILIERES BANQUE LAURENTIENNE INC.	2024-02-08
FRASER	KEVIN	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2024-01-05

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
GAUTHIER	JULIA	SCOTIA CAPITAUX INC.	2024-05-02
GENDREAU	MARC-ANTOINE	PATRIMOINE RICHARDSON LIMITEE	2024-02-02
GOYAU	JEAN WESNER	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-08
HELIE	MATHIEU PHILIPPE	RBC PLACEMENTS EN DIRECT INC.	2024-02-09
HOBSON	ROBERT	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2024-02-02
HUYNH	QUANG THIEU	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-08
JAMES	DAVID	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2024-01-19
JOYAU	CAMILLE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2024-01-26
KABORÉ	FUNNY	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2024-02-09
KHAZAN	RON	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2024-02-02
LA ROCHELLE	MARIE-HÉLÈNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-06
LACASSE	CAROLINE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2024-02-07
LANGLOIS	ALAIN	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-05
LASSONDE	ALEXANDRE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2024-02-06
LIU	TIAN JING	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-08
LOU	CHARLES-OLIVIER	PLACEMENTS CIBC INC.	2024-02-02
MAACHOU	ANIS	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-05
MALENFANT	GENEVIEVE MARIE CHANTAL	VALEURS MOBILIERES DESJARDINS INC.	2024-02-09
MALTAIS	MÉLANIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-02
MANSOURI	MANYL	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2024-02-06
MARTINEAU	LUCIE	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE INVESTISSEMENTS INC.	2024-01-29

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
MESBAH	ROCHDI	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-08
MIDY	LOVELY JUNIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-05
MINCHENKO	VADYM	TWMG INC.	2024-01-10
MOUREZ	DIANE	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2024-02-02
NGOY	AMY	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2024-02-01
NGUYEN	THUY-DUONG THANH	PWL CAPITAL INC.	2024-02-08
NGUYEN	MINH ANH	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2024-02-01
OUELLET	CLÉMENCE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2024-02-09
OUELLET	DANNY	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2024-01-31
PARENTEAU	MIRIAM	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-05
PINEL	NICOLAS	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-06
POULIN	SYLVAIN	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-07
REZGUI	FIRAS	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-07
RIVEST	STEPHANE	RBC DOMINION VALEURS MOBILIERES INC.	2024-02-05
ROY	LINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-07
SABBAN	WAFAA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-08
SARATSIOTIS	NICK	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-12
SHEEHY	NANCY	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2024-02-08
STACEY	DIANE MARY HELENA	MARCHES MONDIAUX CIBC INC.	2024-01-25
SUN	SIYING	PLACEMENTS SCOTIA INC..	2024-02-05
TREMBLAY	MARISE ANNIE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2024-01-31
VERHOEF	CATHERINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-02-08
VINET	JEAN-FRANÇOIS	TD WATERHOUSE CANADA INC.	2024-02-01

Conseillers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
MAROIS	FRANCIS	GLOBEVEST CAPITAL LTÉE	2024-02-07

Cabinets de services financiers**Sans mode d'exercice**

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès d'un agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
 Montréal : (514) 395-0337
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veillez-vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6a, la discipline 16a et les mentions spéciales C et E.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	C Courtage spécial
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
2a Assurance collective de personnes	
2b Régime d'assurance collective	
2c Régime de rentes collectives	
3a Assurance de dommages (Agent)	

3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)

3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)

4a Assurance de dommages (Courtier)

4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)

4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)

5a Expertise en règlement de sinistres

5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers

5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises

6a Planification financière

16a Courtage hypothécaire

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
100546	ARSENAULT, MARYSE	1A	2024-02-13
109025	DAVIES, JO-ANN	4A	2024-01-19
109573	DESBIENS, MICHELE	6A	2023-11-09
110083	DEUITCH, MICHAEL	2A	2024-02-13
110765	DROUIN, ROBERT A.	4A	2023-10-02
111703	DYON, DANIELLE	3A	2023-10-23
117992	LACHANCE, LOUISE	4B	2024-02-12
118330	LAFOREST, MICHEL	1A	2024-02-08
118517	LAJOIE, STÉPHAN	4A	2024-02-12
119920	LAVALLIÈRE, SYLVIE	6A	2024-02-13
125448	OUELLETTE, PIERRE	4A	2024-02-12
125759	PAQUETTE, JACQUES	1A	2024-02-12
127183	PLAMONDON, CAROLE	3A	2024-02-09
129391	ROMANESKY, GUYLAINE	E	2024-02-13
129391	ROMANESKY, GUYLAINE	3A	2024-02-13
130168	SALUIS, CLÉMENCE	3A	2024-02-07
131007	SIMARD, SHEÏLA	1A	2024-02-12
136952	POIRIER, JOHANNE	5A	2024-02-07

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
159435	KAFENZAKIS, CHRISTOPHER	16A	2024-02-09
167224	ABRAHAM, YAMILEY	4B	2024-02-13
174050	GRÉGOIRE, LISE	2A	2024-02-08
174050	GRÉGOIRE, LISE	1A	2024-02-08
175276	CHAVEZ BLANCAS DE GARRO, JACQUELINE	6A	2023-05-09
177279	JACOB, CARMELLE	2B	2024-02-07
177645	LAVIGUEUR, ANNIE	4A	2024-02-07
186073	DELISLE, RICHARD	1A	2024-02-08
187998	BENOIT, ANNIE	4B	2024-02-13
193134	DELISLE, SERGE	4A	2023-05-05
196793	NGUYEN, MINH ANH	2A	2024-02-12
196793	NGUYEN, MINH ANH	1A	2024-02-12
197417	ARSENAULT, MARIE JOSÉE	2B	2024-02-07
199171	TIMOTHÉE, BETTY	4B	2024-02-07
199493	ABI-MOUSSA, FADI	4A	2024-02-09
200357	DUBÉ, DIANE	1A	2024-02-09
202231	LABBACI, MERYEM	1A	2024-02-07
202694	GRADO, VALÉRIE	6A	2024-02-08
205785	COLOMBO, TOMMY	1A	2024-02-13
206427	LAPOMMERAY, ASHLEY	4A	2024-02-12
206783	PIERRE ST JEAN, DAPHNÉE	4A	2024-02-13
206975	CAMPEAU RIBERDY, AMÉLIE	4B	2024-02-09
207122	LONG, MYRIAM	3B	2024-02-09
208534	CHANDIA NEHME, KAREL	5A	2024-02-12
209854	MAHEU, LINE	1A	2024-02-13
211905	BEAUDOIN, MARYLENE	5A	2024-02-12
215113	DEMERS, ROSALIE	1B	2024-02-13
216528	SERGERIE, ALEXANDRE	4C	2024-02-08
218656	CABANAS MOREDA, ALEX	1A	2024-02-08
220418	DUBÉ, FRÉDÉRIC	3B	2024-02-12
222233	DROUIN, ADAM	1A	2024-02-12
222233	DROUIN, ADAM	6A	2024-02-12
224009	LULI, FATION	1A	2024-02-09
225090	GAGNÉ, CATHERINE	3B	2024-02-08
226720	MUNOZ, DARLENNY	1A	2024-02-12
228243	JACQUES, VÉRONIQUE	4B	2024-02-12
229893	BOUCHER, CATHERINE	4A	2024-02-09

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
230403	AKL, JAD	6A	2024-02-09
230714	CHIONG GUZMAN, MAYLIN	1A	2024-02-07
231758	DOLBEC ROY, AUDREY	3B	2023-12-31
232171	MUCCIARONE, ANTONIO	4B	2024-02-12
232249	PROVENCHER, CHRISTINA	1A	2024-02-07
240759	DESAUTELS, MARLENE	4A	2024-02-07
241424	WHISSELL, CLAUDINE	1A	2024-02-07
241858	RICHARD, PARYSE	3B	2024-02-08
244663	MORIN, VICTOR	1A	2024-02-12
246103	MARIN LOPEZ, XIOMARA	1A	2024-02-07
246778	SHUKLA, GORAL CHITRANG	3B	2024-02-08
247903	BROUSSEAU, ALEXANDRE	3C	2024-02-12
248705	KHALIFE, JAD	16A	2024-02-07
250355	KAUR, TARANPREET	1A	2024-02-13
251431	NIAKARA, RASHIDAH EVE PRISCILLA	3B	2024-02-12
251482	MAHEU, RACHEL	1A	2024-02-12
253219	JULIEN, JONATHAN	1A	2024-02-07
253327	HÉBERT-MORACHE, CATHY	1A	2024-02-12
253492	POIRIER, MATHIEU	1A	2024-02-07
253519	CHATIGNY, MARLÈNE	1A	2024-02-07
255104	GARRIDO KOPPEL, WENDY ANABELLE	1A	2024-02-12
256253	KHATTABI, HAMZA	4B	2024-02-09
256762	DUFOUR, ALLAN	1A	2024-02-12
256769	SAUL, MARCIAL	5B	2024-02-12
256819	ENRIQUEZ, NELSON RAE	1A	2024-02-13
259117	GIONET LAVOIE, JESSICA	1B	2024-02-12
259207	MAHEUX, GABRIEL	3B	2024-02-07
259740	THIANDOUM, ABDOUL MADJID	1A	2024-02-12
259970	BRODBECK, SOPHIE	16A	2024-02-13
260203	DESLOGES, CHARLES-ETIENNE	1A	2024-02-13
260915	WU, HUIYU	1A	2024-02-12
261356	FRENETTE, JEAN PHILIPPE	1B	2024-02-09
261766	GAGNE, CAMILLE	3B	2024-02-12

3.5 MODIFICATION AUX REGISTRES DES INSCRITS

3.5.1 Les cessations de fonctions d'une personne physique autorisée, d'une personne désignée responsable, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
GLOBEVEST CAPITAL LTÉE	MAROIS	FRANCIS	2024-02-07

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
GLOBEVEST CAPITAL LTÉE	MAROIS	FRANCIS	2024-02-07

Gestionnaires

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
GLOBEVEST CAPITAL LTÉE	MAROIS	FRANCIS	2024-02-07

3.5.2 Les cessations d'activités

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
500330	CLAUDE BOLDUC	ASSURANCE DE PERSONNES	2024-02-09
506159	ROBERT CHANDIK	ASSURANCE DE PERSONNES	2024-02-07
511072	C.J.P. D'ARAGON, COURTIER D'ASSURANCE INC.	ASSURANCE DE DOMMAGES (COURTIER)	2024-02-08
600354	ALEXANDRE BROWN	ASSURANCE DE PERSONNES	2024-02-07
601894	9054-8991 QUÉBEC INC.	ASSURANCE DE DOMMAGES (COURTIER)	2024-02-09

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
603345	ASSURANCE MOMENTUM INC.	ASSURANCE DE DOMMAGES (COURTIER)	2024-02-09
605573	8085579 CANADA INC.	COURTAGE HYPOTHÉCAIRE	2024-02-09
606651	GROUPE FINANCIER ASSURANCEPLUS INC.	ASSURANCE DE PERSONNES	2024-02-09
606999	ISABELLE THERY	ASSURANCE DE PERSONNES	2024-02-12
607670	ZHUO BU	ASSURANCE DE PERSONNES	2024-02-09
607888	AUDREY THORN-GREGOIRE	ASSURANCE DE PERSONNES PLANIFICATION FINANCIÈRE	2024-02-12
608264	MARLÈNE CHATIGNY	ASSURANCE DE PERSONNES	2024-02-07

3.5.3 Les ajouts concernant les personnes physiques autorisées, les personnes désignées responsables, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
GESTION PRIVÉE DE PLACEMENT PEMBROKE LTÉE	CALZETTA	ANTHONY	2024-02-07

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
GESTION DESJARDINS CAPITAL INC.	MAILHOT	ALEXANDRE	2024-02-13

Gestionnaires

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
DESJARDINS SOCIÉTÉ DE PLACEMENT INC.	CADIEUX	JEAN-PHILIPPE	2024-02-07
GESTION DESJARDINS CAPITAL INC.	MAILHOT	ALEXANDRE	2024-02-13

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
GESTION PRIVÉE DE PLACEMENT PEMBROKE LTÉE	CALZETTA	ANTHONY	2024-02-07

3.5.4 Les nouvelles inscriptions

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
608397	SIMON DAUPHINAIS COURTIER HYPOTHÉCAIRE INC.	Simon Dauphinais	Courtage hypothécaire	2024-02-07
608398	GESTION MATHIAS LAGEIX INC.	Mathias Lageix	Assurance de personnes	2024-02-07
608400	NADIA WAKED COURTIER HYPOTHÉCAIRE INC.	Nadia Waked	Courtage hypothécaire	2024-02-07
608401	GEORGES TSOVIKIAN INC.	Georges Barouyr Tsovikian	Courtage hypothécaire	2024-02-07
608402	15706939 CANADA INC.	Irina Matco	Assurance de personnes Planification financière	2024-02-08
608404	SOLUTIONS FINANCIÈRES KALYTA INC.	Joshua Kalyta	Assurance de personnes	2024-02-09
608405	XODUS TRAVEL SERVICES INC.	David Rivelis	Assurance de personnes Assurance de dommages (courtier)	2024-02-12
608407	FINANTHROPIE INC.	Audrey Thorn-Gregoire	Assurance de personnes Planification financière	2024-02-12
608408	9486-3420 QUÉBEC INC.	Brigitte Oigny	Courtage hypothécaire	2024-02-13

3.6 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

3.7.1 Autorité

Aucune information.

3.7.2 TMF

Les décisions prononcées par le Tribunal administratif des marchés financiers (anciennement « Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières » et « Bureau de décision et de révision ») sont publiées à la section 2.1.2 du Bulletin.

3.7.3 OAR

Veillez noter que les décisions rapportées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un appel, selon les règles qui leur sont applicables.

3.7.3.1 Comité de discipline de la CSF

Aucune information.

3.7.3.2 Comité de discipline de la ChAD

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

No: 2023-09-02(E)

DATE : 24 janvier 2024

LE COMITÉ : Me Patrick de Niverville, avocat	Président
Me Benoit Loyer, expert en sinistre en assurance de dommages des particuliers	Membre
M. Daniel Balthazar, expert en sinistre	Membre

Me YANNICK CHARTRAND, ès qualités de syndic de la Chambre de l'assurance de dommages

Partie plaignante

c.

JESSIE MONDÉSIR, expert en sinistre en assurance de dommages des particuliers

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ

ORDONNANCE DE NON-PUBLICATION, DE NON-DIFFUSION ET DE NON-DIVULGATION DU NOM DES ASSURÉS ET / OU DES CONSOMMATEURS ET DE TOUTE INFORMATION OU RENSEIGNEMENT PERMETTANT DE LES IDENTIFIER ET MENTIONNÉS DANS LA PLAINTÉ ET LES DOCUMENTS PRODUITS À SON SOUTIEN, PLUS PARTICULIÈREMENT LES PIÈCES P-2 ET P-3, LE TOUT AFIN DE PROTÉGER LEUR VIE PRIVÉE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 142 DU CODE DES PROFESSIONS (R.L.R.Q., c. C-26)

[1] Le 8 décembre 2023, le Comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages se réunissait pour procéder à l'audition de la plainte numéro 2023-09-02(E) ;

[2] Le syndic était alors représenté par Me Mathieu Cardinal et, de son côté, l'intimée assurait personnellement sa défense ;

I. La plainte

[3] L'intimée fait l'objet d'une plainte comportant un seul chef d'accusation, soit :

1. Entre le ou vers le 8 juillet 2022 et le ou vers le 22 novembre 2022, l'intimée a exercé ses activités

2023-09-02(E)

PAGE: 2

de façon négligente dans le cadre de la réclamation de P.B. (n° de sinistre XXXXXXXXX) concernant le vol de certains de ses effets personnels, le tout en contravention de l'article 58 (1) du *Code de déontologie des experts en sinistre* (RLRQ c. D-9.2, r.4).

[4] L'intimée ayant choisi de contester la plainte, les parties ont alors procédé à l'audition sur culpabilité ;

II. Preuve sur culpabilité

A) Par le syndic

[5] Dans le cadre de sa preuve, le syndic a fait entendre deux (2) témoins, soit l'un des assurés (P.B.) ainsi que Me Bazinet, syndique adjointe et avocate à la Chambre de l'assurance de dommages ;

[6] De plus, les pièces P-1 à P-37 furent déposées de consentement ;

[7] Essentiellement, le témoignage de l'assuré (P.B.) a permis d'établir que :

- Vers le 11 ou 12 juin 2022, il s'est notamment fait dérober ses vélos de course et son équipement de camping alors entreposés dans sa maison ;
- À la demande de l'assureur, il a fait une plainte à la police ;
- Il aurait communiqué le numéro de rapport d'événement à l'assureur en laissant un message sur la boîte vocale de M. Labrecque, un collègue de l'intimée ;
- Par la suite, au cours du mois de juillet, il a fait plusieurs appels téléphoniques, mais sans succès ;
- Finalement, le 28 juillet 2022, il est informé par courriel que son dossier a été transféré à l'intimée, Mme Mondésir (P-8 et P-9) ;
- À la même date, il envoie à l'intimée un courriel l'informant du numéro du rapport d'événement auquel il joint certains documents à l'appui de sa réclamation (P- 10) ;
- Ce n'est que le 12 août 2022 qu'il reçoit un premier courriel (P-11) de l'intimée lui demandant de remplir certains formulaires et de fournir d'autres preuves ;
- Il retourne le tout à l'intimée le 24 août 2022 (P-12) ;
- Finalement, malgré plusieurs appels téléphoniques et divers courriels, il est sans nouvelle de l'intimée durant plusieurs mois ;
- Ce n'est que le 16 novembre 2022 que l'intimée communique par téléphone avec l'assuré (P-28) ;
- Cela dit, sa réclamation est acceptée et payée vers la fin novembre 2022 (P-31 et P-33) ;

2023-09-02(E)

PAGE: 3

[8] En conclusion, il considère que les délais qu'il a endurés sont anormaux et, d'ailleurs, il s'en est plaint ;

[9] D'autre part, le témoignage de Me Bazinet a surtout consisté à résumer les diverses pièces documentaires qui, par ailleurs, avaient déjà été produites de consentement ;

[10] Cela dit, elle a particulièrement insisté sur les réponses fournies par l'intimée au questionnaire qui lui avait été adressé par le syndic en chef (P-37) ;

B) Preuve de l'intimée

[11] L'intimée a témoigné pour sa défense ;

[12] Essentiellement, elle prétend avoir travaillé le dossier même si ses interventions n'ont pas été notées au dossier ;

[13] Elle insiste sur le fait qu'elle n'a jamais eu d'intention malveillante visant à retarder le traitement du dossier ;

[14] Elle ajoute qu'une des raisons du retard est le manque de personnel suite à la pandémie ;

[15] Selon elle, le principal retard provient du fait que le dossier lui fut confié par le service des enquêtes spéciales de l'assureur en raison de ce qu'elle qualifie la présence de divers « drapeaux rouges » tels que :

- Le changement de date du vol survenu le 11 juin, mais rapporté le 20 juin ;
- De l'impossibilité d'obtenir le rapport de police ;
- Du fait que l'assuré est retourné au poste de police pour modifier sa déclaration ;

[16] Mais il y a plus, en contre-interrogatoire, elle a reconnu toutes et chacune des réponses qu'elle avait fournies au syndic (P-37) ;

[17] Ce faisant, elle reconnaît qu'elle n'a commencé à traiter le dossier de l'assuré qu'à compter du 16 novembre 2022 (P-28) ;

[18] Finalement, elle n'a pas complété son dossier d'enquête, préférant accorder à l'assuré un « doute raisonnable » et de payer la réclamation (P-33) ;

[19] C'est à la lumière de cette preuve que le Comité devra décider du bien-fondé de la plainte ;

2023-09-02(E)

PAGE: 4

III. Argumentation

A) Par le syndic

[20] Me Cardinal, après avoir résumé de façon minutieuse la preuve entendue, conclut que le syndic s'est déchargé de son fardeau de preuve en démontrant que l'intimée avait été négligente dans le cadre de la réclamation de l'assuré P.B. ;

[21] Il souligne qu'un délai de quatre (4) mois pour traiter une réclamation est anormal et excessif ;

[22] De plus, il souligne que les explications fournies par l'intimée sont grotesques ;

[23] De surcroît, il souligne que l'article 4.3 du contrat d'assurance, ainsi que l'article 2473 du *Code civil du Québec*, prévoient que l'assureur est tenu de payer l'indemnité dans les 60 jours de la réception de la réclamation ;

[24] En conclusion, il souligne que l'intimée n'a jamais vraiment enquêté ce dossier et a plutôt choisi de s'en débarrasser en accordant le « bénéfice du doute » à l'assuré après un délai d'attente de plus de quatre (4) mois ;

[25] Enfin, il produit une série de décisions à l'appui de ses prétentions, soit :

- *ChAD c. Goulet*, 2012 CanLII 48662 (QC CDCHAD) ;
- *ChAD c. Lévesque*, 2013 CanLII 4787 (QC CDCHAD) ;
- *ChAD c. Paquet*, 2013 CanLII 33399 (QC CDCHAD) ;

[26] Cela étant établi, il demande au Comité d'accueillir la plainte du syndic ;

B) Par l'intimée

[27] Essentiellement, l'intimée, après avoir résumé sa version des faits, a surtout insisté pour dire qu'elle était de bonne foi et qu'elle n'a jamais agi de façon malveillante envers l'assuré ;

[28] Elle conclut en répétant qu'elle n'est pas coupable de l'infraction reprochée ;

IV. Analyse et décision

[29] La preuve, tant testimoniale que documentaire, démontre sans l'ombre d'un doute que l'intimée a exercé ses activités de façon négligente dans le cadre de la réclamation de l'assuré P.B. ;

[30] D'autre part, le Comité n'accorde aucune crédibilité ni fiabilité au témoignage de l'intimée, lequel est truffé d'invéraisemblances et de demi-vérités, ainsi, elle prétend être intervenue à plusieurs reprises dans le traitement du dossier de l'assuré P.B. tout en

2023-09-02(E)

PAGE: 5

reconnaissant qu'aucune de ses démarches ne fut notée au dossier ;

[31] À cet égard, le Comité rappelle les enseignements de la Cour d'appel dans l'arrêt *Bérubé*¹ suivant lesquels « *ce qui n'a pas été noté, n'a pas en principe été fait* »² ;

[32] La preuve démontre plutôt que l'intimée a commencé à réellement s'occuper du dossier qu'au moment où le Bureau du syndic l'a interpellée par courriel (P-23) pour l'informer de la réception de la plainte de l'assuré (P-19) ;

[33] Considérant l'ensemble de la preuve et l'invraisemblance des explications fournies par l'intimée, le Comité n'a d'autre choix que de conclure que l'intimée, par ses faits, gestes et omissions, a été négligente dans l'exercice de ses activités dans le cadre de la réclamation de l'assuré P.B..

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

DÉCLARE l'intimée coupable du chef 1 de la plainte et plus particulièrement comme suit :

Chef 1: pour avoir contrevenu à l'article 58(1) du *Code de déontologie des experts en sinistres* (R.L.R.Q., c. D-9.2, r. 4)

DEMANDE à la secrétaire du Comité de convoquer les parties pour l'audition sur sanction ;

LE TOUT, frais à suivre.

Me Patrick de Niverville, avocat
Président

Me Benoit Loyer, expert en sinistre en
assurance de dommages des particuliers
Membre

M. Daniel Balthazar, expert en sinistre
Membre

Me Mathieu Cardinal
Avocat de la partie plaignante

Mme Jessie Mondésir (personnellement)
Partie intimée

Date d'audience : 8 décembre 2023 (par visioconférence)

¹ *Bérubé c. Hôpital Hôtel-Dieu de Lévis*, 2003 CanLII 55071 (QC CA) ;

² *Ibid.*, par. 24;

2023-09-02(E)

PAGE: 6

3.7.3.3 OCRCVM

Aucune information.

3.7.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

3.8 AUTRES DÉCISIONS

3.8.1 Dispenses

Aucune information.

3.8.2 Exercice d'une autre activité

Aucune information.

3.8.3 Approbation d'un projet d'entente de partage de commissions, approbation d'une prise de position importante, emprunt ou remboursement autorisés

Aucune information.

3.8.4 Autre

Suspensions pour des manquements aux obligations relatives à la formation continue

Le tableau suivant contient le nom des représentants dont le certificat ou l'inscription a été suspendu dans une ou plusieurs catégories d'inscription, disciplines ou catégories de discipline puisqu'ils ne se sont pas conformés aux obligations relatives à la formation continue. Au moment de cette publication, il est possible que leur situation soit déjà corrigée.

Il est également possible de vérifier si un représentant dispose d'un droit de pratique en consultant le *Registre des entreprises et individus autorisés à exercer* de l'Autorité des marchés financiers disponible sur son site Internet en cliquant sur le lien suivant : <http://www.lautorite.qc.ca/fr/registre-entreprise-individu-fr-pro.html>

ou en s'adressant au Centre d'information de l'Autorité aux coordonnées suivantes :

Québec : 418 525-0337
 Montréal : 514 395-0337
 Autres régions : 1 877 525-0337
 Télécopieur : 418 647-9963
www.lautorite.qc.ca

Catégories d'inscription, disciplines et catégories de discipline

- 1a Assurance de personnes
 - 1b Assurance contre les accidents ou la maladie
- 2a Assurance collective de personnes
 - 2b Régime d'assurance collective
 - 2c Régime de rentes collectives
- 3a Assurance de dommages (Agent)
 - 3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)

Catégories d'inscription, disciplines et catégories de discipline

- 3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)
- 4a Assurance de dommages (Courtier)
- 4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)
- 4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)
- 5a Expertise en règlement de sinistres
 - 5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers
 - 5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises
- 6a Planification financière
- 16a Courtage hypothécaire
- 7611 Représentant de courtier en épargne collective
- 7615 Représentant de courtier en plans de bourses d'études

N° Client	Nom complet	N° décision	Catégorie, discipline	Date de la décision
3002238757	ABDELAZIZ, ENGY	2024-CI-1009597	1a	2024-02-05
3001673948	ABDELSAYED, IRINI	2024-CI-1009697	7611	2024-02-05
3001850159	ABICHANDANI, KAMLESH	2024-CI-1009344	1a	2024-02-05
3000951346	ABIKIAN, SEVAG	2024-CI-1009151	7611	2024-02-05
2000859144	ABOU-JAOUDE, SAMAR	2024-CI-1009081	7611	2024-02-05
3000927971	ACOSTA MELCHOR, NEREYDA	2024-CI-1009497	1b	2024-02-05
3002178599	ACUNA, LEDIVINA	2024-CI-1009531	1a	2024-02-05
3002040871	AGHOKENG KANA, JOSEPHINE	2024-CI-1009368	7611	2024-02-05
2001068096	AGNOSSI MBOUMBA, DAVE	2024-CI-1009231	7611	2024-02-05
3001357656	AGOPIAN, ARAM	2024-CI-1009254	1a	2024-02-05
3001595881	AHMADI, AZADEH	2024-CI-1009182	1a	2024-02-05
3002744512	AKANYANGE, ESPERANCE	2024-CI-1009777	7611	2024-02-05
3000600449	AL MAMUN, ABDULLAH	2024-CI-1009089	7611	2024-02-05
3002091566	ALAWIYEH, YOUSSEF	2024-CI-1009480	7611	2024-02-05
2000001276	ALBANESE, STEVEN	2024-CI-1008685	2a	2024-02-05
3002066530	ALI MITRE, ZOBEIDA ELVIRA	2024-CI-1009395	1a	2024-02-05
3002747047	ALI TATAR, WISSEM	2024-CI-1009828	7611	2024-02-05
2001054145	ALLAIRE, CHANTAL	2024-CI-1008879	7611	2024-02-05
2000591619	ALMELA, ESTHER	2024-CI-1009213	1a	2024-02-05
3000512963	ALSTROM, ELAINE	2024-CI-1009073	7611	2024-02-05
3000597694	ALTIDOR, STEPHANE	2024-CI-1009024	7611	2024-02-05
3002090335	ALVAREZ OLIVA, JOEL	2024-CI-1009371	1a	2024-02-05
3002358234	ALVAREZ-LAST, TATYANNA	2024-CI-1009730	7611	2024-02-05
3002764688	AMIN, NASRIN	2024-CI-1009827	7611	2024-02-05
3002330068	AMON, APO CHRISTELLE	2024-CI-1009718	7611	2024-02-05
3001834800	AMYSS, SHAZIA	2024-CI-1009695	7611	2024-02-05
2000858966	ANCTIL, HÉLÈNE	2024-CI-1009040	7611	2024-02-05
3002370997	ANDREOLI, DAVID	2024-CI-1009742	7611	2024-02-05
2001001826	ANGELOVA, ELENA	2024-CI-1009016	7611	2024-02-05
3002181996	ANGLIN, JOEL	2024-CI-1009578	7611	2024-02-05
3002379382	ANIAGU, KINGSLEY	2024-CI-1009759	7611	2024-02-05
2000816477	ANTHONY, ERENE	2024-CI-1008853	7611	2024-02-05
3001384948	ANTONELLI, PIETRO	2024-CI-1009163	6a	2024-02-05
3002066068	ANTONIO, MARLON	2024-CI-1009358	1a	2024-02-05
3002791211	ANTOUN, ÉLIO	2024-CI-1009775	7611	2024-02-05
3001151431	ARABATE, SALIMA	2024-CI-1009175	7611	2024-02-05
3002367340	ARABIBOUSHEHRI, DAVAR	2024-CI-1009748	1a	2024-02-05
2000661286	ARNEJA, RENKA	2024-CI-1008808	1a	2024-02-05
2001267674	ARSENAULT, MARIE JOSÉE	2024-CI-1009238	1a, 2b	2024-02-05
3001721584	ASWAL, PUJA	2024-CI-1009318	7611	2024-02-05
2000717333	ATWAL, SUKHMANDER SING	2024-CI-1008857	1a	2024-02-05
2000007984	AUDET, MICHEL	2024-CI-1008612	6a	2024-02-05
3001632706	AUDIA, ALESSIA	2024-CI-1009710	7611	2024-02-05

3002053125	AYANTOKUN, ELISHA	2024-CI-1009474	1a	2024-02-05
2000864389	AZIZI, KHADIJA	2024-CI-1009043	7611	2024-02-05
2000780549	BAETA NGASSA, CHARLES	2024-CI-1009028	6a	2024-02-05
3000593224	BAH, THIerno SOULEYMANE	2024-CI-1009489	7611	2024-02-05
2001282513	BAHO, MOHAMED	2024-CI-1009026	7611	2024-02-05
2000952248	BAILEY, MICHELLE	2024-CI-1008846	7611	2024-02-05
3002266789	BAILEY, PETER	2024-CI-1009812	7611	2024-02-05
2001265569	BALAN, MARIUS	2024-CI-1009031	1a, 2b	2024-02-05
2000010499	BANGA, JASJIT SINGH	2024-CI-1008614	1a	2024-02-05
3001817240	BANGA, SAGAR	2024-CI-1009694	7611	2024-02-05
3002076805	BANNER, BO	2024-CI-1009365	7611	2024-02-05
3002302197	BARATA, JEANNINE	2024-CI-1009814	1a, 7611	2024-02-05
3001612210	BARROSO, JOSE	2024-CI-1009256	7611	2024-02-05
3002370201	BASIRI, ALI	2024-CI-1009673	7611	2024-02-05
3000113323	BASTIEN, NANCY	2024-CI-1008995	7611	2024-02-05
3002104062	BATHLA, MANVE	2024-CI-1009532	1a	2024-02-05
3001477795	BAZIN, SONNIE	2024-CI-1009261	7611	2024-02-05
3002735746	BEAINE, MARIE-CHLOE	2024-CI-1009774	7611	2024-02-05
3002396167	BEAUDET, MIKAEL	2024-CI-1009772	7611	2024-02-05
3000634573	BEAULIEU, BOBBY	2024-CI-1009420	7611	2024-02-05
2401690986	BEAULIEU, GUILLAUME	2024-CI-1009486	7611	2024-02-05
3002782338	BEAULIEU, MALLORIE	2024-CI-1009788	7611	2024-02-05
2001263838	BEAULIEU, SHAN-DAVID	2024-CI-1008939	1a, 6a, 7611	2024-02-05
2000866742	BEAUREGARD, MÉLANIE	2024-CI-1009046	7611	2024-02-05
3000871183	BEAURIVAGE, JESSIE-ANN	2024-CI-1009470	1b	2024-02-05
2000620437	BEAUVILLIERS, SONIA	2024-CI-1008805	7611	2024-02-05
2001285020	BECERRA-ROJAS, ELIAS	2024-CI-1009402	1b	2024-02-05
3000352733	BÉDARD, SONIA	2024-CI-1009001	7611	2024-02-05
3002161801	BÉGIN, FRÉDÉRIQUE	2024-CI-1009563	7611	2024-02-05
2000019150	BÉGIN, JEAN-FRANÇOIS	2024-CI-1008618	2a	2024-02-05
3001878718	BELAIFA, AMINA	2024-CI-1009370	7611	2024-02-05
2000922325	BELIKOVA, LARISA	2024-CI-1008909	1a	2024-02-05
3002730475	BELLEFLEUR, CHARLOTTE	2024-CI-1009741	7611	2024-02-05
2000023877	BELZIL, ANDRÉ	2024-CI-1008620	7611	2024-02-05
2001109202	BELZILE, BIANKA	2024-CI-1009083	7611	2024-02-05
3002391055	BEN MANSOUR, AMINA	2024-CI-1009746	7611	2024-02-05
3000418922	BEN OTHMANE, HABIB	2024-CI-1009010	1a	2024-02-05
3002290299	BENDERDOUCHE, NARIMANE	2024-CI-1009643	7611	2024-02-05
3000962192	BENMOUNY, HASSAN	2024-CI-1009145	7611	2024-02-05
3001898000	BENNOUCHEN, RABIA	2024-CI-1009308	7611	2024-02-05
3001767570	BENSALAH, RIM	2024-CI-1009307	7611	2024-02-05
3002261301	BERGERON, MARIE-EVE	2024-CI-1009587	7611	2024-02-05
3001636301	BERGERON-NOËL, CASSANDRE	2024-CI-1009654	7611	2024-02-05

2000530338	BERGEVIN, JOHN	2024-CI-1008781	6a	2024-02-05
3002723857	BERMINGHAM, MARIE-LISE	2024-CI-1009821	7611	2024-02-05
3002146222	BERNAL AGUIRRE, LINA MARIA	2024-CI-1009441	1a	2024-02-05
2001140089	BERNARD, CLAIRE-GARDITHE	2024-CI-1008981	1a, 7611	2024-02-05
2401677000	BIARD, BENOÎT JOSEPH	2024-CI-1008946	1a	2024-02-05
3001802666	BILODEAU-GENESSE, MARIE-ÈVE	2024-CI-1009359	7611	2024-02-05
3002074843	BINDAH, ANAND	2024-CI-1009399	1a	2024-02-05
2000032590	BISSON, ALAIN	2024-CI-1008630	1a, 7611	2024-02-05
3001036209	BIZIER-FOURNIER, KARINE	2024-CI-1009159	7611	2024-02-05
3001553630	BLAIRON, CORALIE	2024-CI-1009168	1b	2024-02-05
3000136521	BLANEY, TESIA	2024-CI-1009017	7611	2024-02-05
3001653121	BOIES MARIER, JEAN-PHILIPPE	2024-CI-1009185	7611	2024-02-05
3001024935	BOISSONNEAULT, ISABELLE	2024-CI-1009097	7611	2024-02-05
3000582735	BOISSONNEAULT, SIMON	2024-CI-1009093	6a	2024-02-05
3002265995	BOISVERT-ROUSSEL, MARILYN	2024-CI-1009624	7611	2024-02-05
3001099891	BOLDUC, JEAN-PHILIPPE	2024-CI-1009113	1a	2024-02-05
2001332121	BONGIOVI, JESSICA	2024-CI-1008942	7611	2024-02-05
3000114340	BONNET, VINCENT	2024-CI-1009003	1a	2024-02-05
2000717770	BONNETTE, SÉBASTIEN	2024-CI-1008987	1a	2024-02-05
3002223424	BOUAICHA, HOUDA	2024-CI-1009813	1a	2024-02-05
3001743301	BOUCHARD, ANABELLE	2024-CI-1009327	1a	2024-02-05
3002112035	BOUCHARD, CHARLAINE	2024-CI-1009525	7611	2024-02-05
2001310546	BOUCHARD, RÉGIS	2024-CI-1008953	1a	2024-02-05
2000044177	BOUDREAU, ARCADE	2024-CI-1008637	1a, 2a, 7611	2024-02-05
3002099942	BOUFFARD, AUDREY	2024-CI-1009518	1a	2024-02-05
3002093546	BOUILLET, TRISTAN VALENTIN	2024-CI-1009378	7611	2024-02-05
3001872153	BOULANGER, CATHY	2024-CI-1009328	7611	2024-02-05
2401865967	BOULANGER, JAMIESON	2024-CI-1008979	1a	2024-02-05
3002114453	BOULBADAoui, RADJA	2024-CI-1009396	7611	2024-02-05
2000045951	BOULERICE, MANON	2024-CI-1008609	7611	2024-02-05
3002304783	BOULIANNE, DAPHNÉE	2024-CI-1009658	7611	2024-02-05
3002183253	BOULIANNE, ÉRIKA	2024-CI-1009588	7611	2024-02-05
3000558325	BOURDON, NATASHA	2024-CI-1009018	7611	2024-02-05
3001852317	BOURGI, MAYA	2024-CI-1009709	7611	2024-02-05
2000048011	BOURQUE, NATHALIE	2024-CI-1008611	1a, 7611	2024-02-05
3001351509	BOUTALEB, SID AHMED	2024-CI-1009108	7611	2024-02-05
3000602839	BOUTHILLETTE, MARIE-CHRISTINE	2024-CI-1009264	7611	2024-02-05
3000680040	BOYER-DAGENAIS, NICOLAS	2024-CI-1009517	2a	2024-02-05
3000230802	BRETON, KARINE	2024-CI-1009039	1a, 7611	2024-02-05
2000051809	BRIÈRE, JACQUES	2024-CI-1008644	1a, 2a	2024-02-05
2401770989	BRIN-GUERRERA, DEREK	2024-CI-1009443	6a	2024-02-05
3000941937	BRUNET, VALÉRIE	2024-CI-1009499	1a	2024-02-05
2000055404	BUI, XUAN HUY	2024-CI-1008615	7611	2024-02-05

2000055798	BUREAU, GUY	2024-CI-1008610	7611	2024-02-05
2000482210	BUSSIÈRES, GAËTAN	2024-CI-1010009	1a, 2b, 7611	2024-02-05
3001325389	BUZAGLO, JAMES	2024-CI-1009133	1a	2024-02-05
3001754030	CABAHUG, JOSEPH NOLER	2024-CI-1009708	1a	2024-02-05
3001043521	CABANAS MOREDA, ALEX	2024-CI-1009035	1a	2024-02-05
2000797309	CACAYURAN, MARK ANTHONY	2024-CI-1008882	1a, 7611	2024-02-05
3002244866	CADILLON, ESAIE	2024-CI-1009608	1a	2024-02-05
3002290011	CADIUM, MADHURI	2024-CI-1009657	1a	2024-02-05
3002323450	CAI, YUQIAN	2024-CI-1009656	1a	2024-02-05
3002177929	CALIXTRO, ANGELO	2024-CI-1009490	1a	2024-02-05
2000652802	CAMPAGNA, DENIS	2024-CI-1008852	1a, 2b	2024-02-05
3001814056	CAMPEANU, CRISTINA	2024-CI-1009685	1b	2024-02-05
3002366751	CAMPEAU, ELISE	2024-CI-1009734	1a	2024-02-05
3000918339	CAMPEAU, LISA	2024-CI-1009069	1a	2024-02-05
3001841570	CAMPION, MARC	2024-CI-1009702	1a	2024-02-05
3000609798	CAMPOS ESQUIVEL, KARLA	2024-CI-1009094	1a	2024-02-05
3000010149	CANTAVE, JEFFREY	2024-CI-1009464	7611	2024-02-05
2000058553	CAOQUETTE, DANIELLE	2024-CI-1008613	1a	2024-02-05
3001804076	CAPANO, VERONIQUE	2024-CI-1009299	1a	2024-02-05
3002742658	CARDENAS, AMANDA	2024-CI-1009747	7611	2024-02-05
3000723600	CARDOZO LANDAETA, HERMES ENRIQUE	2024-CI-1009112	1a	2024-02-05
3002388595	CARGILL, ALDYN	2024-CI-1009760	7611	2024-02-05
3002398995	CARIGNAN, FRANCIS	2024-CI-1009726	7611	2024-02-05
3002015943	CARON-PILON, KEVEN	2024-CI-1009330	1a	2024-02-05
3000928649	CARPENTIER, JESSE	2024-CI-1009076	1a	2024-02-05
3001926104	CARRIER, JÉRÔME	2024-CI-1009325	7611	2024-02-05
2001336378	CARRIER, JESSE	2024-CI-1008945	1a	2024-02-05
3002036378	CARRIÈRE, LISA-MARIE	2024-CI-1009339	1a	2024-02-05
3001714048	CARTIER, ANDRÉANNE	2024-CI-1009262	7611	2024-02-05
3000900035	CASAULT, CASSANDRA	2024-CI-1009485	1a	2024-02-05
3001660514	CASSEERAM, COMALPRASAD	2024-CI-1009294	7611	2024-02-05
3001337759	CASSION, CARTER	2024-CI-1009263	1a	2024-02-05
2001258782	CAZEAU-WAGNAC, EMMANUEL	2024-CI-1009008	1a	2024-02-05
2000063681	CÉCYRE, LUC	2024-CI-1008645	1a	2024-02-05
2000063841	CERUNDOLO, MARIO	2024-CI-1008617	1a	2024-02-05
3001642919	CHAGNON, MARIE-EVE	2024-CI-1009267	7611	2024-02-05
2001271071	CHAGNON, ROGER SIMON	2024-CI-1008919	7611	2024-02-05
3001043816	CHAHMIRIAN, VARTOUHIE	2024-CI-1009169	1a	2024-02-05
3000140071	CHAKIR, HANANE	2024-CI-1009510	7611	2024-02-05
2000064902	CHAMBERLAND, CLAUDE	2024-CI-1008619	1a	2024-02-05
2000064920	CHAMBERLAND, DENIS	2024-CI-1008631	1a, 2a	2024-02-05
2000706817	CHAMBERLAND, ERIC	2024-CI-1008892	7611	2024-02-05
3001904994	CHAMBERLAND, HUGO	2024-CI-1009351	1a	2024-02-05

2001349729	CHAMPAGNE, VINCENT	2024-CI-1009426	1a	2024-02-05
3001588452	CHAMPAGNE-GODIN, ELORIELLE	2024-CI-1009177	1b	2024-02-05
3002305684	CHAN, CHUN KEI	2024-CI-1009662	7611	2024-02-05
2000065992	CHANDIK, ROBERT	2024-CI-1008623	1a	2024-02-05
2000067160	CHARBONNEAU, YVES	2024-CI-1008625	1a	2024-02-05
3001651640	CHARLEBOIS, EMILIE	2024-CI-1009678	1a	2024-02-05
2001169030	CHARLEBOIS, JEAN-FRANÇOIS	2024-CI-1008992	1a, 2a	2024-02-05
3002407039	CHARLES, STEVEN	2024-CI-1009761	7611	2024-02-05
2000068383	CHARRON, ALAIN	2024-CI-1008624	1a	2024-02-05
2000348964	CHARRON, NATHALIE	2024-CI-1008821	6a	2024-02-05
3001726534	CHARRUAU, RAYMOND	2024-CI-1009323	1a, 2a	2024-02-05
2000526423	CHARTRAY, GERARD	2024-CI-1008771	1a	2024-02-05
3002420880	CHAU, ALEXANDER	2024-CI-1009816	7611	2024-02-05
2001298374	CHAU, MARK-HENRY	2024-CI-1008928	1a	2024-02-05
3001768873	CHAUMONT, FRANCINE	2024-CI-1009284	1a	2024-02-05
2000998976	CHAVEZ BLANCAS DE GARRO, JACQUELINE	2024-CI-1008858	7611	2024-02-05
3001890561	CHAYER, MARIE-GENEVIÈVE	2024-CI-1009373	1a	2024-02-05
3001856983	CHEEMA, BHUPINDER	2024-CI-1009983	1a	2024-02-05
3002126912	CHEHAYEB, MANAL	2024-CI-1009535	1a	2024-02-05
3002071980	CHELGHOU, ASMA	2024-CI-1009461	7611	2024-02-05
2000998798	CHEN, JIARONG	2024-CI-1009004	7611	2024-02-05
3001874419	CHEN, TIAN YU	2024-CI-1009289	1a	2024-02-05
3002781525	CHENARD, DOMINIQUE	2024-CI-1009787	7611	2024-02-05
3000293334	CHENEL, FRANCISKA	2024-CI-1009050	1a	2024-02-05
3002770190	CHENG, PHILIP	2024-CI-1009832	7611	2024-02-05
3002184760	CHÉNIER, GUILLAUME	2024-CI-1009598	1b	2024-02-05
3002121356	CHÉNIER, ROBERT	2024-CI-1009553	1a, 7611	2024-02-05
3001714253	CHERUKUMILLI, JYOTHIRMAYI	2024-CI-1009671	1a	2024-02-05
2000070566	CHEVRETTE, FRANÇOIS	2024-CI-1008616	1a, 2a, 7611	2024-02-05
3002395710	CHHETRI, SABINA	2024-CI-1009751	7611	2024-02-05
3001762361	CHIN, SOVANDA JOLIE	2024-CI-1009271	1b	2024-02-05
3001264774	CHIONG GUZMAN, MAYLIN	2024-CI-1009201	1a	2024-02-05
2000071226	CHIRICOSTA, NICOLA	2024-CI-1008686	6a	2024-02-05
2001302289	CHOQUETTE, FRANÇOIS	2024-CI-1008949	1a	2024-02-05
2000071654	CHOREL, JOHANNE	2024-CI-1008621	2a	2024-02-05
3001711096	CHOUINARD, EVE	2024-CI-1009304	7611	2024-02-05
3000675779	CHOUINARD-BAYARD, STÉPHANE	2024-CI-1009104	7611	2024-02-05
3002089481	CHRÉTIEN, SOPHIE	2024-CI-1009477	1a	2024-02-05
3002332253	CHTCHOUPAK, MARIA	2024-CI-1009659	7611	2024-02-05
3002174058	CHUDD, JAREMY	2024-CI-1009581	7611	2024-02-05
2000072378	CHULAK, NATALIA	2024-CI-1008626	1a	2024-02-05
2000809396	CHUNG, STEVEN	2024-CI-1008896	1a, 2a, 7611	2024-02-05
3002308315	CIFUENTES LOPEZ, EDUARDO JOSUE	2024-CI-1009629	1a	2024-02-05

3000137557	CIOINAC, VALENTINA	2024-CI-1009021	7611	2024-02-05
3002287560	CISSE, NDEYE BERCY	2024-CI-1009638	7611	2024-02-05
3001462088	CLARKE, KEETON	2024-CI-1009257	1a, 7611	2024-02-05
2000073019	CLAVEAU, JOHANNE	2024-CI-1008628	1a	2024-02-05
3001249337	CLÉMENT, ISABELLE	2024-CI-1009186	1a	2024-02-05
3001073427	CLÉMENT, NOÉMIE	2024-CI-1009048	7611	2024-02-05
3001653504	CLEMENTS, MAXIME	2024-CI-1009286	1a	2024-02-05
2000074946	CLOUTIER, REINE	2024-CI-1008622	1a	2024-02-05
3002398860	COLE, ANDREW	2024-CI-1009724	7611	2024-02-05
3002198078	COLLAO, XANDY	2024-CI-1009557	1a	2024-02-05
3000024919	COLOMBO, TOMMY	2024-CI-1009502	1a, 7611	2024-02-05
3001658643	CONDREA, MIHAELA	2024-CI-1009268	7611	2024-02-05
2001221642	CONNORS, NICHOLAS	2024-CI-1008912	7611	2024-02-05
3001654371	CONSTANT, CLAUDYMIR	2024-CI-1009197	1a	2024-02-05
3002067806	COOL, ERIC	2024-CI-1009458	1a	2024-02-05
2000485805	CORBEIL, ANNICK	2024-CI-1008960	7611	2024-02-05
3002288131	CORBIN, ELAINE	2024-CI-1009794	1a	2024-02-05
2000078158	COSSETTE, GILLES	2024-CI-1008632	1a	2024-02-05
2000954736	CÔTÉ, FRANCIS	2024-CI-1009217	1a	2024-02-05
3001688941	CÔTÉ, GABRIEL	2024-CI-1009302	7611	2024-02-05
2000079362	CÔTÉ, GILLES	2024-CI-1008665	1a, 6a, 7611	2024-02-05
2000079530	COTE, ISABELLE	2024-CI-1009987	2c, 6a	2024-02-05
2001153298	CÔTÉ, JEAN-PHILIPPE	2024-CI-1008962	2a	2024-02-05
3000648112	CÔTÉ, MARIE-CHRISTINE	2024-CI-1009507	2a	2024-02-05
2000080485	CÔTÉ, NATHALIE	2024-CI-1008629	6a	2024-02-05
2001213517	CÔTÉ, SÉBASTIEN	2024-CI-1008986	1a	2024-02-05
2001206026	COUILLARD, ISABELLE	2024-CI-1008907	7611	2024-02-05
3001835943	COULANGES, BENSLEYE	2024-CI-1009336	1a	2024-02-05
3001798886	COULIBALY, SOUMAILA B.	2024-CI-1009631	1b	2024-02-05
3002349575	COULOMBE, MARLYNE	2024-CI-1009691	7611	2024-02-05
3001392305	COURCELLES, SÉBASTIEN	2024-CI-1009270	1a	2024-02-05
2000082125	COURCHESNE, GISÈLE	2024-CI-1008636	1a, 2a	2024-02-05
2001256837	COURCHESNE, ROBERT	2024-CI-1008935	1a	2024-02-05
2000843081	COURNOYER, OLIVIER	2024-CI-1008997	1a, 7611	2024-02-05
2000945051	COUSINEAU, PIERRE	2024-CI-1008916	1a	2024-02-05
2000891974	COUTO, MELANIE	2024-CI-1008872	7611	2024-02-05
3002070008	COUTURE, AMANDA	2024-CI-1009397	1a	2024-02-05
3002777497	COUTURE, EVE-MARIE	2024-CI-1009834	7611	2024-02-05
2000083516	COUTURE, JACQUES	2024-CI-1008647	1a, 2a	2024-02-05
3001209022	COUTURE, JEAN-PHILIPPE	2024-CI-1009181	1a	2024-02-05
2000083758	COUTURE, LUCIEN	2024-CI-1008627	1a	2024-02-05
3002337392	COUTURE, MARIANE	2024-CI-1009665	1a	2024-02-05
2000083801	COUTURE, MARIE-CHRISTINE	2024-CI-1008670	1a	2024-02-05

2001310626	COUTURE, MARIE-EVE	2024-CI-1009234	6a	2024-02-05
2000083838	COUTURE, MARTIN	2024-CI-1008641	1a	2024-02-05
3001277332	COUTURIER, MARIE-EVE	2024-CI-1009071	7611	2024-02-05
3001846940	COVIC, SILVIA	2024-CI-1009338	1a	2024-02-05
3000127416	CRISTEL, GHENADIE	2024-CI-1009009	1a	2024-02-05
2000085097	CROFT, SYLVAIN	2024-CI-1008640	1a, 2a	2024-02-05
2000085337	CROTEAU, DENIS	2024-CI-1008703	1a	2024-02-05
2000085514	CROTEAU, FRANÇOIS-PAUL	2024-CI-1008663	1a	2024-02-05
3000092916	CUTLER, MELANIE	2024-CI-1008988	1a	2024-02-05
3001253312	CZAPUTOWICZ, OLIVIER	2024-CI-1009193	6a	2024-02-05
3002364076	DABONÉ, ISMAËL AZIZ	2024-CI-1009668	1a	2024-02-05
3002172201	DAGENAIS, ALEXANDRE	2024-CI-1009526	1a	2024-02-05
2000087040	DAGUERRE, DANIEL	2024-CI-1008668	6a	2024-02-05
2000730611	DAHAN, IRIS	2024-CI-1008897	2c	2024-02-05
3000975776	DAHITO, LOUIS-PIERRE	2024-CI-1009503	7611	2024-02-05
3002338444	DAKOUO, THERESE	2024-CI-1009729	7611	2024-02-05
2000088227	D'AMATA, JOE	2024-CI-1008666	6a	2024-02-05
2000976516	DANDURAND, FRANCE	2024-CI-1008924	7611	2024-02-05
2001095459	DANFORTH, MARIANNE	2024-CI-1009074	1a	2024-02-05
3002053731	DAO, AHMED ARNAUD	2024-CI-1009857	1a	2024-02-05
2000089119	DAOUD, JOHNNY	2024-CI-1008667	6a	2024-02-05
2000089413	D'AQUILA, ANTHONY	2024-CI-1008671	1a	2024-02-05
3001542714	DARCELIN, PEDRO	2024-CI-1009277	1a	2024-02-05
3000873804	DARWISH, GHADA	2024-CI-1009070	1a, 2a	2024-02-05
3002111517	DAVIAU, TANYA	2024-CI-1009546	7611	2024-02-05
2001245261	DAVID, JEAN-FRANÇOIS	2024-CI-1009210	6a	2024-02-05
3001890482	DAVID, JEAN-RENÉ	2024-CI-1009303	1b	2024-02-05
3001843408	DAWE, ADAM	2024-CI-1009319	1a	2024-02-05
2000527805	DE CARUFEL, CLAUDE	2024-CI-1008777	1a	2024-02-05
2000096879	DE SERRES, LOUIS	2024-CI-1008653	6a	2024-02-05
3002096348	DEAN, DAUD JEROME	2024-CI-1009529	7611	2024-02-05
3000188154	DÉCARIE, DANIEL	2024-CI-1009514	1a	2024-02-05
2000091909	DÉCARIE, PIERRE	2024-CI-1008650	1a	2024-02-05
2000092203	DEGUIRE, DONALD	2024-CI-1008633	2a	2024-02-05
3001598673	DEL PAPA-TUTINO, ROSSANA	2024-CI-1009209	7611	2024-02-05
2000384095	DELISLE, PIERRE	2024-CI-1008822	1a	2024-02-05
2001130900	DELISLE, RICHARD	2024-CI-1008966	1a	2024-02-05
2000092944	DELL, CHARLES	2024-CI-1008652	1a	2024-02-05
2000093113	DELORME, ALAIN	2024-CI-1008649	7611	2024-02-05
3000111977	DEME, JOSHUA	2024-CI-1009241	1a	2024-02-05
3002279515	DENIS, JACOB	2024-CI-1009599	1a	2024-02-05
2000094354	DENIS, JACQUES	2024-CI-1008635	1a, 2a, 6a	2024-02-05
2000916635	DENIS, MYLÈNE	2024-CI-1009146	1b	2024-02-05

2000582335	DESCHENES, CLAUDE	2024-CI-1008843	1a	2024-02-05
2000096398	DESCHÊNES, JACYNTHE	2024-CI-1008687	6a	2024-02-05
3000900393	DESCHÊNES, PASCALE	2024-CI-1009134	7611	2024-02-05
2000096888	DESFORGES, ANDRÉ	2024-CI-1008634	1a, 2b	2024-02-05
2000097137	DESGAGNÉ, MICHEL	2024-CI-1008657	1a	2024-02-05
2000882056	DESJARDINS, FRANCE	2024-CI-1009101	1a	2024-02-05
2000557871	DESLAURIERS, FRÉDÉRIC	2024-CI-1008859	1a	2024-02-05
2000098555	DESLAURIERS, JEAN	2024-CI-1008688	6a	2024-02-05
2000098706	DESMARAIS, ANDRÉ	2024-CI-1008701	6a	2024-02-05
3002104106	DESMARAIS, GUILLAUME	2024-CI-1009538	1a, 7611	2024-02-05
2000099224	DESNOYERS, PATRICE	2024-CI-1008642	1a, 2a	2024-02-05
3002139873	DESRIVIÈRES, STÉPHANIE	2024-CI-1009548	7611	2024-02-05
2000844204	DESROCHERS, BRYAN	2024-CI-1009980	1a	2024-02-05
2000099876	DESROCHERS, MICHEL	2024-CI-1008639	6a	2024-02-05
2000099885	DESROCHERS, MICHEL	2024-CI-1008646	1a, 2a	2024-02-05
3002049051	DESROSIERS MYERS, JACOB	2024-CI-1009463	1a	2024-02-05
3000123296	DESROSIERS, CHANTAL	2024-CI-1009508	1a	2024-02-05
2000100846	DEUITCH, MICHAEL	2024-CI-1008638	2a	2024-02-05
3002048695	DEVI, RAJNI	2024-CI-1009460	1a	2024-02-05
2000871399	DEZWIREK, LOUISE	2024-CI-1009085	1a	2024-02-05
3001776034	DHILLON, SANDEEP KAUR	2024-CI-1009577	1a	2024-02-05
3002238640	DI CAPUA, FABRIZIO	2024-CI-1009558	7611	2024-02-05
2000101480	DI LORETO, GAETANO	2024-CI-1008656	2a	2024-02-05
2000101685	DI PIETRO, SILVIE	2024-CI-1008680	7615	2024-02-05
2001207178	DI SALVO, MARY	2024-CI-1009147	7611	2024-02-05
3002238631	DI STASIO, GABRIEL	2024-CI-1009815	7611	2024-02-05
3002091762	DIABAGATÉ, OUMAR	2024-CI-1009492	1a	2024-02-05
3000500574	DIALLO, AMINATA	2024-CI-1009019	1a, 2b	2024-02-05
3002143984	DIALLO, KADIATOU	2024-CI-1009556	1a	2024-02-05
3002288373	DIB, SOUNDIOUS	2024-CI-1009612	7611	2024-02-05
3002772946	DIBOUSSE, ABDOUL-AZIZ	2024-CI-1009838	7611	2024-02-05
2001112555	DIBULA, SANDRA	2024-CI-1008886	1a	2024-02-05
2001144058	DIDI, JAOUAD	2024-CI-1009243	7611	2024-02-05
3001694355	DIFALLAH, YASMINE	2024-CI-1009706	7611	2024-02-05
3002377712	DIKIEFU, ELIEZER	2024-CI-1009756	1a	2024-02-05
3002057559	DIMCIOGLO, NADEJDA	2024-CI-1009375	7611	2024-02-05
3002141780	DIMITROV, PLAMEN	2024-CI-1009429	1a	2024-02-05
2000102498	DION, CHRISTINE	2024-CI-1008660	7611	2024-02-05
2000723923	DION, MARIO	2024-CI-1008891	1a	2024-02-05
3001737684	DJILO, KOSSI	2024-CI-1009700	1a	2024-02-05
3000997949	DJOMOU, FLAVIEN XAVIER	2024-CI-1009509	1a	2024-02-05
3001599191	DOAN, THI TUYET TRIN	2024-CI-1009712	1b	2024-02-05
3002256754	DOBRINSKI, BOB	2024-CI-1009632	7611	2024-02-05

3001814813	DORCELY, GERLMIE	2024-CI-1009362	1a	2024-02-05
2000104771	DORÉ, DIANE	2024-CI-1008661	6a	2024-02-05
3001836023	DORÉ, MARIE-EVE	2024-CI-1009372	1a	2024-02-05
3002322031	DORVAL-PRATTE, ANDY	2024-CI-1009625	1a	2024-02-05
3000862585	DORZIN, WESTER	2024-CI-1009449	1a	2024-02-05
3002222265	DOSANJH, SULAKHAN SINGH	2024-CI-1009810	1a	2024-02-05
3002420853	DOUGLAS, ALLISTAIR	2024-CI-1009735	7611	2024-02-05
2000537858	DOUVILLE, ERIC	2024-CI-1008985	1a	2024-02-05
2001160538	DOYLE, ERIC	2024-CI-1009244	1a	2024-02-05
2000551412	DOYON, ROBERT	2024-CI-1008786	1a, 7611	2024-02-05
3002764456	DOYON, ROXANE	2024-CI-1009764	7611	2024-02-05
2000106528	DRAPEAU, GASTON	2024-CI-1008664	1a	2024-02-05
3002061786	DU, XIN YA	2024-CI-1009442	1a, 2a	2024-02-05
3002776988	DUBB, AMANDEEP	2024-CI-1009786	7611	2024-02-05
3001687693	DUBE, FREDERIC	2024-CI-1009580	1a	2024-02-05
2000108544	DUBÉ, NATHALIE	2024-CI-1008683	6a	2024-02-05
2000741967	DUBEAU, CARL	2024-CI-1008901	2c	2024-02-05
2000109491	DUBORD, JEAN-MICHEL	2024-CI-1008709	2b	2024-02-05
2000949262	DUBUC, DANIEL	2024-CI-1009221	2b	2024-02-05
3001344796	DUCAS, MÉLANIE	2024-CI-1009110	1a	2024-02-05
2000110032	DUCHAMPS, JEAN-CLAUDE	2024-CI-1008643	1a	2024-02-05
2000942562	DUCHESNE, LOUIS	2024-CI-1008908	1a	2024-02-05
2000110700	DUCIAUME, MICHEL	2024-CI-1008675	1a, 2a	2024-02-05
3002231255	DUCLOS-LAPOINTE, TOMMY	2024-CI-1009589	1a	2024-02-05
2000111317	DUFOUR, JULIEN	2024-CI-1008713	1a, 2a, 7611	2024-02-05
2000112245	DUGAS, LUC JOSEPH IVANHOÉ	2024-CI-1008654	2a	2024-02-05
3001892792	DUGUAY, DOMINIC	2024-CI-1009391	7611	2024-02-05
3002127047	DUGUAY, MICHELLE	2024-CI-1009417	1a	2024-02-05
2001046789	DUHAIME, SERGE	2024-CI-1008868	1a	2024-02-05
2000677368	DUMONT, DANIELLE	2024-CI-1008856	6a	2024-02-05
2001111896	DUMOUCHEL, MATHIEU	2024-CI-1008954	7611	2024-02-05
3002227322	DUMOULIN, CAMILLE	2024-CI-1009811	1a	2024-02-05
2000962406	DUPÉRÉ, SYLVIE	2024-CI-1008927	7611	2024-02-05
3001499183	DUPUIS, SHANNON	2024-CI-1009266	7611	2024-02-05
3000234087	DURAND, ÉLISABETH	2024-CI-1008983	7611	2024-02-05
3001393974	DURETTE, FRANCIS	2024-CI-1009272	1a	2024-02-05
2001229715	DURETTE-LATOURE, WILLIAM	2024-CI-1008994	1a, 7611	2024-02-05
2001013181	DURGERIAN, VICKEN	2024-CI-1008941	1a	2024-02-05
3001863528	DURLAND, JOHN	2024-CI-1009281	1a	2024-02-05
2000116786	DUVAL, CHRISTINE	2024-CI-1008659	2a	2024-02-05
3002354666	DUVAL-ROY, SARA-JADE	2024-CI-1009649	1a	2024-02-05
2000117268	EINHORN, SAM	2024-CI-1008674	2a	2024-02-05
2000628509	EL ADLANI, KHALID	2024-CI-1009981	6a	2024-02-05

3001340549	EL BATALI, FAHD	2024-CI-1009150	1a	2024-02-05
3002738538	EL MNEBHI, REDA	2024-CI-1009825	7611	2024-02-05
3001912002	EL MOUMEN, SARAH	2024-CI-1009355	7611	2024-02-05
3002250475	EL OUFIR, SAAD	2024-CI-1009572	7611	2024-02-05
2000904363	ELBIAD, MOUAD	2024-CI-1008910	7611	2024-02-05
2000518334	ELMAN, ALLAN	2024-CI-1009227	1a	2024-02-05
2000874092	EL-RAYES, MAGDI	2024-CI-1009155	1a	2024-02-05
3001849714	ÉMOND HUSEREAU, SACHA	2024-CI-1009340	1b	2024-02-05
3001608289	EMOND, ERIC	2024-CI-1009634	1a	2024-02-05
3000919980	ERSOV, ANDREA	2024-CI-1009139	7611	2024-02-05
3001090676	ETEZADI, SIMA	2024-CI-1009107	7611	2024-02-05
3000093737	ETHIER, ISABELLE	2024-CI-1009242	6a	2024-02-05
3001420356	EVEILLARD, SANDY	2024-CI-1009128	1a	2024-02-05
2000118793	FABI, JEAN	2024-CI-1008651	2b	2024-02-05
3001047689	FAIZ, ZAEEM	2024-CI-1009162	7615	2024-02-05
2000119168	FAKOTAKIS, GEORGE	2024-CI-1008691	6a	2024-02-05
3002257227	FAN, BEI	2024-CI-1009617	1a	2024-02-05
2000510706	FARINA, EDOARDO	2024-CI-1009212	6a	2024-02-05
2001259558	FATHALLAH, TARIK	2024-CI-1009015	2c	2024-02-05
3002750639	FAUCHER, JOSIANNE	2024-CI-1009779	7611	2024-02-05
3002188551	FENG, ANNA	2024-CI-1009537	7611	2024-02-05
3001839994	FERGUSON, HUGH	2024-CI-1009376	7611	2024-02-05
2000478715	FERLAND, SERGE	2024-CI-1008740	1a	2024-02-05
2001294582	FERMOYLE, KIMBERLY	2024-CI-1009414	7611	2024-02-05
3001904262	FERNANDEZ, MA DONNAH	2024-CI-1009398	1a	2024-02-05
3000420321	FIATY, KOKOU AFELETE	2024-CI-1009014	1a	2024-02-05
2000672988	FICHTNER, CARL	2024-CI-1008956	7611	2024-02-05
2000121583	FILATO, PETER	2024-CI-1008718	1a	2024-02-05
2000122261	FILLION, JEAN-MARC	2024-CI-1008742	6a	2024-02-05
2001155786	FILS-AIMÉ, ALIX	2024-CI-1009041	7611	2024-02-05
2000122476	FIORE, MIRELLA	2024-CI-1008690	1a	2024-02-05
3002364904	FISHER, KRISTINA	2024-CI-1009723	7611	2024-02-05
2001233862	FISHER, PAUL	2024-CI-1009007	7611	2024-02-05
3002299405	FOFACK NINTEDEM, ANASTASIE OLIVE	2024-CI-1009804	7611	2024-02-05
2001029227	FOLEY, KEVIN	2024-CI-1008934	2a	2024-02-05
3002149924	FORTE, MAXINE	2024-CI-1009568	7611	2024-02-05
2000125516	FORTIER, MARIO	2024-CI-1008662	1a, 2a	2024-02-05
3002343152	FORTIER-DUCHESNEAU, DAPHNÉE	2024-CI-1009679	1a	2024-02-05
3002374305	FORTIN, BENJAMIN	2024-CI-1009749	1a	2024-02-05
2000726911	FOUCAULT, TOMMY	2024-CI-1008870	1a	2024-02-05
3001517911	FOUGHALI, KHADOUDJA	2024-CI-1009187	1a	2024-02-05
3002060894	FOURNIER, MAUDE	2024-CI-1009491	1a	2024-02-05
3001299639	FOX, STEVEN	2024-CI-1009204	7611	2024-02-05

2000604008	FRADE, NELSON	2024-CI-1008930	6a	2024-02-05
3002421683	FRADETTE, ROSALIE	2024-CI-1009823	7611	2024-02-05
3001881401	FRANCOEUR, GUYLAINE	2024-CI-1009337	1a	2024-02-05
2000582031	FRANGE, JULIE	2024-CI-1008860	7611	2024-02-05
3002152704	FRANK, DANIEL	2024-CI-1009467	1a	2024-02-05
3001809703	FRASER, TERRY	2024-CI-1009361	1a	2024-02-05
2000130252	FRÉROT, BRIGITTE	2024-CI-1008749	2a	2024-02-05
3002782249	FRIGAUT, SOPHIE	2024-CI-1009770	7611	2024-02-05
3002294687	FROST, TYLER	2024-CI-1009622	1b	2024-02-05
3001827033	FUDGER, SAMANTHA	2024-CI-1009332	1b	2024-02-05
2000130528	FUGÈRE, MARTINE	2024-CI-1008681	2a	2024-02-05
3002388452	GAGNÉ, MAXIME	2024-CI-1009738	1a	2024-02-05
2000469832	GAGNÉ, MICHAËL	2024-CI-1008751	1a	2024-02-05
2000132624	GAGNON, ANDRÉ	2024-CI-1008697	2b	2024-02-05
2001261297	GAGNON, KAVERLY	2024-CI-1009022	1a, 7611	2024-02-05
2000134329	GAGNON, LAURIER	2024-CI-1008682	2a	2024-02-05
2000134436	GAGNON, LOUISE	2024-CI-1008669	7611	2024-02-05
2000134588	GAGNON, LYNDA	2024-CI-1008702	1a	2024-02-05
3001802906	GAGNON-PHILLIPS, ASHLEY	2024-CI-1009320	7611	2024-02-05
3001534607	GAGNON-TREMBLAY, MYRIAM	2024-CI-1009680	1a	2024-02-05
2001261741	GAIVIS, NELSON	2024-CI-1009230	1a	2024-02-05
2000136185	GALIPEAU, MARIE-LYNE	2024-CI-1008707	7611	2024-02-05
3001812548	GALIPEAU-GAGNON, WILLIAM	2024-CI-1009322	1a	2024-02-05
3002404504	GALLANT, BRADLEY	2024-CI-1009771	7611	2024-02-05
3002205408	GALLANT, NIKO	2024-CI-1009555	1a	2024-02-05
3002408234	GANI, FERRY	2024-CI-1009776	1a	2024-02-05
3001865884	GARAND, ANGEL	2024-CI-1009321	1a	2024-02-05
2001125701	GARNEAU, ARIANE	2024-CI-1010011	7611	2024-02-05
3000975927	GARNENKOV, STAMEN	2024-CI-1009095	7611	2024-02-05
2000137736	GARNIER, FRANCIS	2024-CI-1008679	1a, 7611	2024-02-05
3002292634	GARREFFA, NICOLAS	2024-CI-1009802	1a	2024-02-05
2000137932	GASCON, PATRICE	2024-CI-1008752	2a	2024-02-05
3002220016	GASSE, JULIEN JACQUES GEORGES	2024-CI-1009536	7611	2024-02-05
3001893425	GAUDET, MIRIAM	2024-CI-1009384	6a	2024-02-05
3001443377	GAUDREAU, MARC-OLIVIER	2024-CI-1009136	1a	2024-02-05
3000952764	GAUMOND-LÉGER, MAXIM	2024-CI-1009096	7611	2024-02-05
3002347238	GAUTHIER DESJARDINS, KATHERINE	2024-CI-1009722	7611	2024-02-05
2000750340	GAUTHIER, FRÉDÉRIK	2024-CI-1008961	7611	2024-02-05
3002261061	GAUTHIER, JORDAN	2024-CI-1009623	7611	2024-02-05
3001865731	GAUTHIER, JULIE	2024-CI-1009324	1a	2024-02-05
2000141080	GAUTHIER, ROGER	2024-CI-1008721	7611	2024-02-05
2000141419	GAUVIN, CLAUDE	2024-CI-1008734	1a	2024-02-05
3002754662	GAUVIN, FANNY	2024-CI-1009755	7611	2024-02-05

3001897804	GAUVIN-DUPERRÉ, EVE	2024-CI-1009309	1a	2024-02-05
2000933929	GAWARGY, MARK	2024-CI-1008913	1a	2024-02-05
3002145866	GBEGBE, ESTELLE ALEXISE	2024-CI-1009549	7611	2024-02-05
3002295436	GÉLINAS, FÉLIX	2024-CI-1009661	6a	2024-02-05
2001297516	GEMME, SUZIE	2024-CI-1009416	7611	2024-02-05
3000924126	GENDREAU, KARINE	2024-CI-1009143	1a, 7611	2024-02-05
3002314193	GENDRON-DE SÈVE, AMÉLY	2024-CI-1009619	7611	2024-02-05
2000142819	GENEST, CLÉMENT	2024-CI-1008744	6a	2024-02-05
3001214392	GHADIEH, AHMAD	2024-CI-1009059	7611	2024-02-05
3000826429	GHAILANE, AMINE	2024-CI-1009127	1a	2024-02-05
3002283555	GHANAWATI, NASROLLAH	2024-CI-1009653	1a	2024-02-05
2001199864	GHANEM, TAMAM	2024-CI-1009228	1a	2024-02-05
2000144130	GIARD, VICKY	2024-CI-1008648	1a	2024-02-05
2000621686	GIGLIONE, GIACOMO JACK	2024-CI-1008800	7611	2024-02-05
2000144728	GIGUÈRE, DENIS	2024-CI-1008753	1a	2024-02-05
3002335820	GIGUERE, LYDIA	2024-CI-1009696	1a	2024-02-05
2000145353	GILBERT, ESTHEL	2024-CI-1008673	2a	2024-02-05
3002370504	GILBERT, ISABELLE	2024-CI-1009682	1a	2024-02-05
2401861355	GILLESPIE, DEL-MARIA	2024-CI-1008972	7611	2024-02-05
3001715074	GILLET, ELODIE	2024-CI-1009312	7611	2024-02-05
3002265343	GILLIOZ, OLIVIER	2024-CI-1009636	7611	2024-02-05
2000146450	GINGUES, MANON	2024-CI-1008758	1a	2024-02-05
3002130907	GIRAMAHORO, ARMAND	2024-CI-1009478	1a	2024-02-05
2000823272	GIRARD, CAROLINE	2024-CI-1009042	7611	2024-02-05
3001721860	GIRARD, DANIEL	2024-CI-1009292	7611	2024-02-05
2000650724	GIRARD, HÉLÈNE	2024-CI-1008828	1a	2024-02-05
3002149185	GIRARD, ISMAEL	2024-CI-1009495	1a	2024-02-05
2000147627	GIRARDIN-BOISVERT, COLETTE	2024-CI-1008655	7611	2024-02-05
3002366181	GIRITHARAN, RAJESWARI	2024-CI-1009855	1a	2024-02-05
2000741618	GIROUARD, LINDA	2024-CI-1008878	6a	2024-02-05
2000148010	GIROUX, DENIS	2024-CI-1008693	1a	2024-02-05
3002151297	GNAHORE, HERVÉ	2024-CI-1009455	1a	2024-02-05
3002228269	GNING, CHANTAL DIOUMA	2024-CI-1009559	1a	2024-02-05
2001206053	GOBEIL, JULIE	2024-CI-1008914	7611	2024-02-05
3001906420	GOK-ONG, EUNICE MAYE	2024-CI-1009315	1a	2024-02-05
3002253766	GOMAA, MOHAMMAD	2024-CI-1009628	1b	2024-02-05
3001587015	GOMEZ, CRIS DAHYANA	2024-CI-1009282	7611	2024-02-05
3001740689	GONET, EMILIE	2024-CI-1009326	7611	2024-02-05
3001827667	GONZALEZ BERMUDEZ, YESLIE	2024-CI-1009314	1a	2024-02-05
3002414744	GONZALEZ FRIAS, JORGE	2024-CI-1009819	1a	2024-02-05
3002340958	GONZALEZ PERDOMO, ANA MARIA	2024-CI-1009670	7611	2024-02-05
3000037772	GONZALEZ, JOSE LUIS	2024-CI-1009240	1a	2024-02-05
2000783653	GOODFELLOW SKUTEZKY, GAIL-EVELYN	2024-CI-1009218	1a	2024-02-05

3002195730	GOPAUL, BABOO	2024-CI-1009606	1a	2024-02-05
3001755011	GOSSEAU, THIERRY	2024-CI-1009305	1a	2024-02-05
2000150051	GOSSELIN, ANDRÉ	2024-CI-1008678	1a	2024-02-05
3002272157	GOSSELIN, FÉLIX	2024-CI-1009639	1a	2024-02-05
3002130603	GOSSELIN, KIM	2024-CI-1009544	1a	2024-02-05
3002209299	GRACI, STEVEN	2024-CI-1009808	7611	2024-02-05
3000023260	GRADO, VALÉRIE	2024-CI-1009475	6a	2024-02-05
3000488892	GRAHAM, STEFANIE	2024-CI-1009072	1a	2024-02-05
3002208165	GRATI, OMAR	2024-CI-1009803	7611	2024-02-05
3001643758	GRAVEL, MELISSA	2024-CI-1009280	7611	2024-02-05
2000926287	GRÉGOIRE, LISE	2024-CI-1008842	1a, 2a	2024-02-05
2000154510	GRENIER, HENRI-PAUL	2024-CI-1008658	1a	2024-02-05
3001567144	GRENIER, JULIE	2024-CI-1009206	7611	2024-02-05
3002243117	GRENON-MARCOTTE, ANNIE	2024-CI-1009607	1a	2024-02-05
2000155323	GRIMARD, ROGER	2024-CI-1008705	1a	2024-02-05
2000155412	GROLEAU, JEAN-RENE	2024-CI-1008676	1a	2024-02-05
3001591082	GRONDIN, BRYAN	2024-CI-1009575	1a	2024-02-05
3001279330	GRONDIN, LOUIS-PHILIPPE	2024-CI-1009082	1a, 7611	2024-02-05
2000550949	GUARISCO, KENNETH	2024-CI-1008785	7611	2024-02-05
3000853247	GUAY, CAROLINE	2024-CI-1009056	1b	2024-02-05
2000156224	GUAY, DANIELLE	2024-CI-1008700	6a	2024-02-05
3002086527	GUAY-CAMPEAU, MAXIME	2024-CI-1009415	1a, 7611	2024-02-05
3002223512	GUENNICHE, MALIKA	2024-CI-1009539	1a, 7611	2024-02-05
2000156858	GUÉRARD, CLÉMENT	2024-CI-1008692	1a	2024-02-05
2000926660	GUÉRARD, JÉRÔME	2024-CI-1008877	1b	2024-02-05
3002371077	GUERRA CASTILLO, ERIC	2024-CI-1009731	7611	2024-02-05
3000529615	GUIMOND, VINCENT	2024-CI-1009077	1a, 2a	2024-02-05
2401872628	GUY, FRANÇOIS	2024-CI-1009445	1a	2024-02-05
3002349566	HADDAD, MICHAEL	2024-CI-1009648	7611	2024-02-05
2000407490	HADDAD, RAMZI	2024-CI-1008848	1a	2024-02-05
2000159720	HAKEL, MICHELLE	2024-CI-1008706	6a	2024-02-05
2001181846	HALABI, EDDIE	2024-CI-1009158	1a	2024-02-05
2001105563	HAMADACHE, MOHAMED	2024-CI-1008948	1a	2024-02-05
2001115071	HAMEL, HUGO	2024-CI-1008963	1a	2024-02-05
3002062810	HANDA, VIKAS	2024-CI-1009448	1a	2024-02-05
3002143216	HARGAN, JAMES	2024-CI-1009488	7611	2024-02-05
3002060091	HARVEY, CAROLANN	2024-CI-1009435	7611	2024-02-05
2000459219	HARVEY, MARIE-CLAUDE	2024-CI-1008743	1a, 2a	2024-02-05
3002070482	HASKINS, BENJAMIN	2024-CI-1009459	7611	2024-02-05
3002738440	HASSANALY HAIDARALY VALLY, SHARMINE	2024-CI-1009833	7611	2024-02-05
3002271951	HAZAN, SARAH	2024-CI-1009610	7611	2024-02-05
3000243139	HEBERT, ADRIEN	2024-CI-1009049	1a	2024-02-05
3002399093	HÉBERT, ANNIE-PIER	2024-CI-1009773	7611	2024-02-05

3001660667	HÉBERT, JO-ANNIE	2024-CI-1009274	7611	2024-02-05
2001165533	HÉBERT, VICKY	2024-CI-1008968	7611	2024-02-05
3001853496	HECTOR, SANDRA	2024-CI-1009354	1b	2024-02-05
3002284386	HEIDARI GEZIK, MISAGH	2024-CI-1009799	1a, 7611	2024-02-05
3002240726	HENNEQUIN, ALEXIS	2024-CI-1009614	7611	2024-02-05
2001149534	HENRY, HUSSAIM	2024-CI-1009027	1a	2024-02-05
2000163895	HERMAN, ROBERT	2024-CI-1008696	1a	2024-02-05
3002717784	HERMAS, HIND	2024-CI-1009743	7611	2024-02-05
2000352226	HERNANDEZ, VALÉRIE	2024-CI-1008965	1a	2024-02-05
3002184305	HIBBERT, CRAIG	2024-CI-1009584	7611	2024-02-05
2000982670	HIMDI, ADIL	2024-CI-1008888	7611	2024-02-05
3000216267	HIRBOD, HIDA	2024-CI-1009037	7611	2024-02-05
3002342135	HODGES, STEVEN	2024-CI-1009676	7611	2024-02-05
3000166123	HODGSON, OLIVIER	2024-CI-1009036	2a	2024-02-05
3001511597	HOUARI, SAMY	2024-CI-1009669	7611	2024-02-05
3002097329	HOUDE, MARIE-HÉLÈNE	2024-CI-1009383	7611	2024-02-05
3002193634	HOUMPHANH, SOMDET	2024-CI-1009551	7611	2024-02-05
3002341350	HOUSSOU, AFFOUEZ GENEVIÈVE ÉPIPHANIE	2024-CI-1009719	7611	2024-02-05
3001782820	HUANG, QINGFENG	2024-CI-1009310	1a	2024-02-05
2001240079	HUARD, MARTIN	2024-CI-1009013	2a, 6a	2024-02-05
3002186269	HUI, SUSANNA	2024-CI-1009600	7611	2024-02-05
3002369268	HUNTER, ROBERT	2024-CI-1009672	7611	2024-02-05
2001189492	HUOT, SUZIE	2024-CI-1009152	7611	2024-02-05
2001167693	HURDLE, FERNANDE	2024-CI-1008973	1a	2024-02-05
3001916473	HURLEY, SHANIA	2024-CI-1009360	1a	2024-02-05
3002376429	IBASCO, OLIVIA	2024-CI-1009852	1a	2024-02-05
3001768089	IDRISS SAMRIEH, DAOUD	2024-CI-1009275	7611	2024-02-05
2000168088	IFRAH, GABRIEL	2024-CI-1008704	7615	2024-02-05
3001925999	IMANE, FATIMA ZAHRA	2024-CI-1009393	7611	2024-02-05
3001464317	INATENGA, BENITA	2024-CI-1009171	6a	2024-02-05
2000784778	INFANTE LEON, IRIS-SOL	2024-CI-1009038	1a	2024-02-05
2001230561	IONNO, DAVID	2024-CI-1008926	1a	2024-02-05
2000168435	IRACLEOUS, NICOLAS	2024-CI-1008775	1a, 2a	2024-02-05
3002206906	JABERY, AZAR	2024-CI-1009562	1a	2024-02-05
2001005449	JACOB, CARMELLE	2024-CI-1008940	2b	2024-02-05
2001259727	JACQUES, CATHERINE	2024-CI-1009233	1a	2024-02-05
2000168998	JACQUES, DANIEL	2024-CI-1008779	6a	2024-02-05
2000169265	JACQUES, NATHALIE	2024-CI-1008711	2a	2024-02-05
3002189051	JAKANI, ILYASS	2024-CI-1009601	7611	2024-02-05
2000169586	JALBERT, RICHARD	2024-CI-1009216	1a	2024-02-05
3001659919	JAMALLUDDIN, DIBA	2024-CI-1009291	1a	2024-02-05
3000555658	JARGAILLE-INGUI, ALEXANDRA	2024-CI-1009075	7611	2024-02-05
3001891515	JEAN LOUIS, RODNEY	2024-CI-1009381	1b	2024-02-05

3001550991	JEAN PHILIPPE, MEDJINE ANNIE	2024-CI-1009200	1a	2024-02-05
3002142823	JEAN, ANTOINE	2024-CI-1009438	1a	2024-02-05
3001757741	JEAN, DAVID STANLEY	2024-CI-1009341	1a	2024-02-05
3002227019	JEFFERSON, NILLO	2024-CI-1009851	1a	2024-02-05
3000193736	JEROME, ERNST	2024-CI-1008976	1a	2024-02-05
2000170878	JETTÉ, DANIEL	2024-CI-1008715	1a	2024-02-05
3002246604	JILANI, IMRAN	2024-CI-1009569	1a	2024-02-05
3002226494	JIMENEZ MOREIRA, MAIKEL LAZARO	2024-CI-1009605	1a	2024-02-05
2000546839	JOANNETTE, MARIE-EVE	2024-CI-1008833	1a	2024-02-05
3001203643	JOASSAINT, EMILE LEON	2024-CI-1009183	1a	2024-02-05
2000171270	JOBIN, GUY	2024-CI-1008725	1a	2024-02-05
2001179546	JODOIN, JOANNE	2024-CI-1009144	2c	2024-02-05
3002219322	JOHNSON, DAVID	2024-CI-1009564	7611	2024-02-05
2000171662	JOHNSON, KENNY	2024-CI-1008783	1a	2024-02-05
3001880000	JOHNSON, MATTHEW	2024-CI-1009296	1b	2024-02-05
3000963734	JOSEPH, MALCOM-MITCH	2024-CI-1009156	1a	2024-02-05
2000562268	JOSEPH, PATRICK	2024-CI-1008869	7611	2024-02-05
3002335973	JULIEN, JONATHAN	2024-CI-1009725	1a	2024-02-05
3002167039	KABACHE, TAHAR	2024-CI-1009522	7611	2024-02-05
3002203446	KABGANI, SAHA	2024-CI-1009523	7611	2024-02-05
3002368081	KADDARA, ZAHIRA	2024-CI-1009664	7611	2024-02-05
2000984534	KADDIRI, RADOUANE	2024-CI-1008900	1b	2024-02-05
3001628249	KAFSHBARGHI, KAVEN	2024-CI-1009260	1a, 2b	2024-02-05
3001473735	KAHLAOUI, SAAD	2024-CI-1009149	7611	2024-02-05
3001343591	KALER, PAWANDEEP	2024-CI-1009191	1a	2024-02-05
2000174053	KALOGRIPOPOULOS, JOHN	2024-CI-1008778	1a	2024-02-05
3001724260	KALSI, KAMALJIT KAUR	2024-CI-1009298	1a	2024-02-05
2000848433	KAMAL, KARIM	2024-CI-1009011	7611	2024-02-05
2001003414	KANE, ROBERT	2024-CI-1008861	2c	2024-02-05
3002748518	KAPOOR, VIPUL	2024-CI-1009829	7611	2024-02-05
3001756528	KASMI BAKKALI, YOUSSEF	2024-CI-1009334	7611	2024-02-05
3002034655	KAUR, GURLEEN	2024-CI-1009446	1a	2024-02-05
3001874641	KAUR, GURWINDER	2024-CI-1009367	1a	2024-02-05
3002333421	KAUR, HARMANJEET	2024-CI-1009637	1a	2024-02-05
3002159100	KAUR, MANJOT	2024-CI-1009582	1a	2024-02-05
3002225716	KAUR, RUPINDER	2024-CI-1009571	1a	2024-02-05
2000451360	KAWASAKI, TSUTOMU	2024-CI-1008750	6a	2024-02-05
3002313755	KAZAD, MARCO	2024-CI-1009635	7611	2024-02-05
3002108941	KAZANJIAN, MARLIN	2024-CI-1009390	1a	2024-02-05
3001710827	KCHIH, RIADH	2024-CI-1009642	1b	2024-02-05
2001308032	KEATING, TRINDA	2024-CI-1008938	7611	2024-02-05
3002048105	KHALILI, MILAD	2024-CI-1009369	1a	2024-02-05
3002104525	KHAN, MOHAMMED AKTER	2024-CI-1009382	1a	2024-02-05

3001170296	KHAN, NORA	2024-CI-1009176	7611	2024-02-05
3001882400	KHATER, ANTOINE	2024-CI-1009342	7611	2024-02-05
3001879539	KHAYAT, DANIEL	2024-CI-1009295	1a	2024-02-05
3002125370	KHOAJA, MOEZ	2024-CI-1009530	7611	2024-02-05
3001197491	KHOAJA, SYRINE	2024-CI-1009117	7611	2024-02-05
3002044127	KIKONGI, PHILIPPE	2024-CI-1009347	1a	2024-02-05
3001922714	KIM, GUN	2024-CI-1009411	1a	2024-02-05
3001699975	KIM, YONWOO	2024-CI-1009283	7611	2024-02-05
3002306683	KINGAY, ANNIE	2024-CI-1009609	1a	2024-02-05
2000958885	KIRBY, JILL KANIETONHAWI	2024-CI-1008915	7611	2024-02-05
3002240557	KNIGHT, ANNA	2024-CI-1009602	7611	2024-02-05
3001144477	KONATE, ELIE	2024-CI-1009106	7611	2024-02-05
3002141833	KOOLMAN, MANISH ROHAN	2024-CI-1009479	7611	2024-02-05
3002356129	KOPIKAKOVA, LUCIA	2024-CI-1009655	1a	2024-02-05
2001224293	KORNIK, LILIJIA	2024-CI-1008991	1a	2024-02-05
3001356684	KOUARFATE, BERE BENJAMIN	2024-CI-1009253	1a	2024-02-05
3000570597	KOUKOUI, N'K ZINSOU GHISLAIN	2024-CI-1009087	1a	2024-02-05
3001312507	KRAD, FATIMA ZAHRA	2024-CI-1009189	7611	2024-02-05
3002097347	KRISHNAGURU, ABARNA	2024-CI-1009440	7611	2024-02-05
3002087517	KUKREJA, DEVEN	2024-CI-1009462	7611	2024-02-05
3001592731	KUZNETSOVA, YANA	2024-CI-1009199	7611	2024-02-05
3000799495	LA SERRA, MARCO	2024-CI-1009114	7611	2024-02-05
2001353349	LABBACI, MERYEM	2024-CI-1009476	1a	2024-02-05
2001237546	LABELLE, FLEURIE-ANNE	2024-CI-1008906	7611	2024-02-05
2000889745	LABELLE, MICHAEL	2024-CI-1009153	1a, 6a	2024-02-05
3001799689	LABERGE, MARYSE	2024-CI-1009850	1b	2024-02-05
3002327036	LABERGE, YANN	2024-CI-1009621	1a	2024-02-05
2000351744	LABRE, NOËL	2024-CI-1008757	1a	2024-02-05
3001676829	LACHANCE, ANNIE	2024-CI-1009701	1a, 7611	2024-02-05
3001929441	LACHANCE, ANTOINE	2024-CI-1009401	7611	2024-02-05
3002227938	LACHANCE, NICHOLAS	2024-CI-1009552	1a	2024-02-05
3002345917	LACOSTE, JADE-LEE	2024-CI-1009647	7611	2024-02-05
3001489443	LACROIX, LISA	2024-CI-1009173	7611	2024-02-05
2000482844	LADOUCEUR, MARIE	2024-CI-1009225	2a	2024-02-05
2000181820	LADOUCEUR, ROBERT	2024-CI-1008708	1a	2024-02-05
2001165864	LAFLAMME, DAVID	2024-CI-1009086	1a, 2b	2024-02-05
3001374058	LAFLÈCHE, STÉPHANE	2024-CI-1009255	2b	2024-02-05
2000862540	LAFOND, MÉLANIE	2024-CI-1009084	1a	2024-02-05
2000183310	LAFORST, MICHEL	2024-CI-1008755	1a, 7611	2024-02-05
3002377892	LAGHZIOUI, MAHASSINE	2024-CI-1009690	7611	2024-02-05
3002140111	LAGUERRE, MARIE FLORENCE	2024-CI-1009471	1a	2024-02-05
3002128590	LAKHANI, AMIN	2024-CI-1009465	7611	2024-02-05
2000186022	L'ALLIER, LUC	2024-CI-1008791	1a, 2a	2024-02-05

3000902408	LALLUBHAI PATEL, VIJAYKUMAR	2024-CI-1009130	1a	2024-02-05
3002262417	LALONDE, GINA	2024-CI-1009807	7611	2024-02-05
2401723406	LALONDE, MARK	2024-CI-1008950	1a	2024-02-05
3001532137	LAMARCHE, ANNE-MARIE	2024-CI-1009194	1a	2024-02-05
2000853499	LAMBERT, MAXIME	2024-CI-1009034	1a	2024-02-05
2000187502	LAMBERT, MICHEL	2024-CI-1008710	1a	2024-02-05
3000627929	LAMBERT, PIERRE	2024-CI-1009403	1a	2024-02-05
3000590842	LAMER, STEVE	2024-CI-1009482	1a	2024-02-05
3002378533	LAMILLA FAJARDO, NAYIBE	2024-CI-1009762	1a	2024-02-05
2000188235	LAMONTAGNE, SERGE	2024-CI-1008792	2a	2024-02-05
2000188280	LAMOTHE, CAROLE	2024-CI-1008712	2c	2024-02-05
2000188707	LAMPRON, GUY	2024-CI-1008728	1a	2024-02-05
3000330632	LAMSALLA, MOHAMMED	2024-CI-1009055	1a	2024-02-05
2000188912	LANCIAULT, CHANTAL	2024-CI-1008730	6a	2024-02-05
3000655327	LANCTOT, LOUIS-JAMES	2024-CI-1009109	1a	2024-02-05
2000742270	LANDRY, CHANTAL	2024-CI-1008899	7611	2024-02-05
3002207521	LANDRY, GEOFFREY	2024-CI-1009797	7611	2024-02-05
2001138831	LANDRY, OLIVIA	2024-CI-1009997	6a	2024-02-05
2000190339	LANGEVIN, BRUNO	2024-CI-1008748	1a	2024-02-05
2000190366	LANGEVIN, DENIS	2024-CI-1008804	2a, 6a	2024-02-05
2000190543	LANGEVIN, MARC	2024-CI-1008738	6a	2024-02-05
2000190838	LANGLOIS, ALAIN	2024-CI-1008794	7611	2024-02-05
2000191392	LANGLOIS, SERGE	2024-CI-1008761	1a	2024-02-05
2000191445	LANGLOIS, YVON	2024-CI-1008798	1a	2024-02-05
2000907556	LANGLOIS-PICARD, VINCENT	2024-CI-1008865	1a	2024-02-05
2000192275	LAPIERRE, CLAUDE	2024-CI-1008812	1a	2024-02-05
2000640763	LAPLANTE, MATHIEU	2024-CI-1008876	1a	2024-02-05
3002789509	LAPOINTE, LOUIS-PHILIPPE	2024-CI-1009790	7611	2024-02-05
3000247894	LAPORTE, LOUIS-FÉLIX	2024-CI-1008993	1a	2024-02-05
3002330255	LAPRISE, JÉRÉMY	2024-CI-1009627	1a	2024-02-05
3001561630	LARBI, KAMELIA	2024-CI-1009166	7611	2024-02-05
3001488364	LARENTE, STEPHEN	2024-CI-1009251	1b	2024-02-05
3000375610	LARIVE, CHANTALE	2024-CI-1009245	1a	2024-02-05
3000999377	LAROCHE, KIM	2024-CI-1009170	1a	2024-02-05
2000897040	LAROCHE, MONIQUE	2024-CI-1008989	7611	2024-02-05
2000196388	LAROSE, JEAN-FRANÇOIS	2024-CI-1008699	1a	2024-02-05
2000196930	LAROCHE, PIERRE-PAUL	2024-CI-1008803	1a	2024-02-05
3002185787	LARUE, GENEVIÈVE	2024-CI-1009483	7611	2024-02-05
3000612105	LATOUR, JACQUES	2024-CI-1009102	2a	2024-02-05
2001076746	LATULIPPE, JOSÉE	2024-CI-1010014	7611	2024-02-05
3002351687	LAUZIER, DOMINIQUE	2024-CI-1009720	1a	2024-02-05
2000972645	LAUZON, ALAIN	2024-CI-1008887	1a	2024-02-05
2001262740	LAUZON, JOSÉE	2024-CI-1009020	7611	2024-02-05

2000199214	LAVALLIÈRE, SYLVIE	2024-CI-1008689	6a	2024-02-05
2000200417	LAVOIE, CHANTALE	2024-CI-1008684	1a, 2a	2024-02-05
3002291127	LAVOIE, OLIVIER	2024-CI-1009652	1a	2024-02-05
2000201880	LAVOIE, SUZANNE	2024-CI-1008815	1a	2024-02-05
3000737659	LE GALLAIS, MARC	2024-CI-1009044	7611	2024-02-05
2000202442	LE GUERRIER, SOPHIE	2024-CI-1008695	1a	2024-02-05
3002062963	LE MAY-DURAND, NICOLAS	2024-CI-1009386	1a, 7611	2024-02-05
2000556257	LEBEL, JOANNE	2024-CI-1008797	6a	2024-02-05
3000783313	LEBEL, MILAINE	2024-CI-1009126	1a	2024-02-05
2000882029	LEBEL, NATHALIE	2024-CI-1009088	7611	2024-02-05
2000203110	LEBLANC, ALAIN	2024-CI-1008698	1a	2024-02-05
3002152937	LEBLANC, CYNTHIA	2024-CI-1009466	1a	2024-02-05
2000204164	LEBLANC, SIMON	2024-CI-1008823	2a	2024-02-05
2001351387	LEBUISSON, OLIVIER	2024-CI-1008970	6a	2024-02-05
2000205056	LECLERC, CÉLINE	2024-CI-1008773	7611	2024-02-05
3001911147	LECLERC, CHRYSOPHER	2024-CI-1009389	1a	2024-02-05
2000205458	LECLERC, LUC	2024-CI-1008780	1a, 2a	2024-02-05
3002770485	LECLERC, MARIE-PIER	2024-CI-1009837	7611	2024-02-05
3000360706	LECLERC, MICHAEL	2024-CI-1009058	2b	2024-02-05
2000208151	LEFEBVRE, NICOLE	2024-CI-1008782	1a	2024-02-05
2000208222	LEFEBVRE, REYNALD	2024-CI-1008824	1a	2024-02-05
2000208641	LEFRANCOIS, CELINE	2024-CI-1008834	7611	2024-02-05
2000208990	LÉGARÉ, RÉNALD	2024-CI-1008672	1a	2024-02-05
2000209454	LEGAULT, SERGE	2024-CI-1008841	1a	2024-02-05
3000046487	LEGROS, NEIGE	2024-CI-1009487	1a	2024-02-05
3002096623	LEIFSO, JEFFREY	2024-CI-1009500	7611	2024-02-05
3002382573	LEMAY, MARTINE	2024-CI-1009715	7611	2024-02-05
3002221827	LEMAY, TOMMY	2024-CI-1009566	7611	2024-02-05
2000210932	LEMELIN, ANDRÉ	2024-CI-1008677	1a	2024-02-05
2000211021	LEMELIN, MANON	2024-CI-1008694	2a	2024-02-05
2000211584	LEMIEUX, JACQUES	2024-CI-1008790	1a, 2a	2024-02-05
2000211922	LEMIEUX, ROBERT	2024-CI-1008764	1a, 6a	2024-02-05
2000212137	LEMIRE, ALAIN	2024-CI-1008796	2c	2024-02-05
2000212315	LEMIRE, JEAN-GUY	2024-CI-1008806	1a, 2a	2024-02-05
2000984650	LEMOINE, JOHANNE	2024-CI-1008933	6a	2024-02-05
2000933867	LEMOYNE, MATHIEU	2024-CI-1008922	1a, 6a, 7611	2024-02-05
2000212636	LEMYEUX, JACQUES	2024-CI-1009222	1a	2024-02-05
3002244312	LEO, PASCAL	2024-CI-1009565	7611	2024-02-05
3000868552	LEON VILLAMIZAR, NHORA	2024-CI-1009057	1a	2024-02-05
2000213074	LEPAGE, GILBERT	2024-CI-1008723	1a	2024-02-05
3001722681	LEPIANE, FRANCO	2024-CI-1009293	1a, 7611	2024-02-05
2000833715	LÉPINE, SIMON	2024-CI-1009047	1a	2024-02-05
3002366715	LERIAS, AILYN	2024-CI-1009721	1a	2024-02-05

3001784757	L'ESPÉRANCE, RICHARD	2024-CI-1009317	1a	2024-02-05
2001227263	LESSARD, FRANÇOIS	2024-CI-1008917	1a	2024-02-05
3002409894	LETENDRE, MARTINE	2024-CI-1009783	7611	2024-02-05
3001902790	LETENDRE, YVON	2024-CI-1009388	1b	2024-02-05
3002157558	LEUNG, VEN CV	2024-CI-1009511	7611	2024-02-05
2000215928	LEVAC, LUCIEN	2024-CI-1008776	2a	2024-02-05
2001022108	LEVASSEUR, GINETTE	2024-CI-1008929	1a	2024-02-05
2000565247	LEVASSEUR, PAUL	2024-CI-1008835	1a	2024-02-05
3000099465	LEVASSEUR, ROSE-ÉMILIE	2024-CI-1009504	7611	2024-02-05
3002226779	LÉVESQUE, AURÉLIA ROSE	2024-CI-1009583	1a	2024-02-05
3001874375	LEVESQUE, DANIEL	2024-CI-1009363	7611	2024-02-05
2000217007	LÉVESQUE, GHISLAINE	2024-CI-1008719	1a	2024-02-05
3000740440	LÉVESQUE, PIERRE SÉBASTIEN	2024-CI-1009115	1a	2024-02-05
3002182682	LÉVESQUE-DESGAGNÉS, MAXIME	2024-CI-1009591	1a	2024-02-05
3000262153	LEVINE, STEVEN	2024-CI-1009053	1a	2024-02-05
3002259804	LI, JIAHUI	2024-CI-1009809	7611	2024-02-05
2000742412	LIM, SANN	2024-CI-1009002	2c	2024-02-05
3001791614	LIOTTA, DEAN	2024-CI-1009290	7611	2024-02-05
3002351589	LIU, CHANG	2024-CI-1009727	7611	2024-02-05
2000814727	LIU, JIN QIONG	2024-CI-1008849	1a	2024-02-05
3001889751	LIU, JINMENG	2024-CI-1009301	7611	2024-02-05
3002196481	LIU, MENGXIAO	2024-CI-1009498	1a	2024-02-05
3001801630	LIU, XING	2024-CI-1009297	1a	2024-02-05
3002249950	LIU, YIBO	2024-CI-1009613	7611	2024-02-05
3001887860	LIU, ZIQI	2024-CI-1009343	7611	2024-02-05
3001053234	LO, SAMUEL CHEUK LING	2024-CI-1009052	7611	2024-02-05
3002386150	LO, SUNNY	2024-CI-1009717	7611	2024-02-05
2000732539	LOERICK, STÉPHANE	2024-CI-1008836	1a, 7611	2024-02-05
3002724918	LOO, CHRISTOPHER	2024-CI-1009826	7611	2024-02-05
3001192584	LOTAY, PARAMJIT SINGH	2024-CI-1009120	1a	2024-02-05
3000406203	LOZITO, ANTONIA	2024-CI-1009068	1b	2024-02-05
3000634350	LUBIN, SAMUEL	2024-CI-1009505	1b	2024-02-05
3001237340	LUCIA, FRANCO	2024-CI-1009180	1a	2024-02-05
3001431692	LUONG, PHUNG BINH	2024-CI-1009585	7611	2024-02-05
2000221868	LUU, CUONG	2024-CI-1008720	1a	2024-02-05
3002092841	LUYET, MELISSA	2024-CI-1009374	1a	2024-02-05
3002253025	LYNN, PATRICK	2024-CI-1009620	7611	2024-02-05
3001773359	M RABET, LAILA	2024-CI-1009288	7611	2024-02-05
3002347782	MAACHOU, ANIS	2024-CI-1009683	7611	2024-02-05
3001227351	MAALOUF, PATRICK	2024-CI-1009064	1a	2024-02-05
3002159048	MAAYOUF, MOHAMED ALI	2024-CI-1009561	1a	2024-02-05
3001779148	MAC AULAY, NANCY	2024-CI-1009352	7611	2024-02-05
3001138910	MACAPAGAL, BEVERLY MEI	2024-CI-1009054	7611	2024-02-05

3002134155	MACKENZIE VIVARAIES, STEPHANIE	2024-CI-1009428	7611	2024-02-05
2001322356	MADZIA, RONALD	2024-CI-1009436	1a	2024-02-05
3002111134	MAJIDI, SOHRAB	2024-CI-1009451	1a	2024-02-05
3002310856	MALIK, CHRISTINE	2024-CI-1009667	7611	2024-02-05
2001280329	MALO-MAINVILLE, JOSIANE	2024-CI-1009259	7611	2024-02-05
2000225276	MALOUIN, MICHEL	2024-CI-1008717	1a	2024-02-05
3002774917	MANNELLA, JENNILEA	2024-CI-1009840	7611	2024-02-05
3002070311	MANSARAY, DUSU	2024-CI-1009494	1a	2024-02-05
3002203829	MANSEAU, CYNTHIA	2024-CI-1009534	7611	2024-02-05
3000369716	MAO, JING CHENG	2024-CI-1009060	7611	2024-02-05
2001027595	MARCANTONIO, PAOLO	2024-CI-1009029	7611	2024-02-05
2000469039	MARCELIN, RICHARD	2024-CI-1008825	6a	2024-02-05
2000226738	MARCHAND, PAUL	2024-CI-1008826	1a, 2a	2024-02-05
2000226998	MARCOGLIESE, FRANCIS	2024-CI-1008732	1a, 6a	2024-02-05
2001166122	MARCOTTE, COLETTE	2024-CI-1009091	7611	2024-02-05
3002053152	MARIANO, NOÉMI	2024-CI-1009424	1a	2024-02-05
3002150127	MARIN LOPEZ, XIOMARA	2024-CI-1009453	1a	2024-02-05
2000228512	MARKEY, HENRY	2024-CI-1009226	1a	2024-02-05
3002398664	MAROIS RICHARD, MARJOLAINE	2024-CI-1009769	1a	2024-02-05
2000228816	MAROUNIAN, KRIKOR	2024-CI-1008837	2a	2024-02-05
2000355303	MARTEL, PASCAL	2024-CI-1008759	1a, 7611	2024-02-05
2000230279	MARTIN, CHRISTINE	2024-CI-1008716	6a	2024-02-05
3002150289	MARTIN, ROCH	2024-CI-1009573	7611	2024-02-05
2000231189	MARTINEAU, LUCIE	2024-CI-1008850	1a, 6a	2024-02-05
3002251214	MARTINEZ, SANDRINE	2024-CI-1009796	1a	2024-02-05
3002080630	MASELLA, LUIGI	2024-CI-1009520	7611	2024-02-05
2001331328	MASON, STEPHANIE	2024-CI-1010010	7611	2024-02-05
3001274610	MASSOLO-ROSSO, MAGALI	2024-CI-1009196	7611	2024-02-05
2001331355	MASSON, SHELBY	2024-CI-1009468	1a, 7611	2024-02-05
2000353537	MATHIEU, HÉLÈNE	2024-CI-1008982	1a, 7611	2024-02-05
2001013172	MATHIEU, VINCENT	2024-CI-1008874	6a	2024-02-05
3002365128	MATTON, CHARLES	2024-CI-1009856	1a	2024-02-05
2001078600	MAURICE, GUILLAUME	2024-CI-1009237	1a	2024-02-05
2000233846	MAZZARELLI, CLAUDIO	2024-CI-1009211	1a	2024-02-05
3000878890	MBOGI, JULES	2024-CI-1009124	7611	2024-02-05
3002790668	M'BOUKA BANZOUZI, SARA-LISE	2024-CI-1009791	7611	2024-02-05
3002323307	MARTHUR, PATRICK	2024-CI-1009687	7611	2024-02-05
2001126951	MCCONE, CURTIS	2024-CI-1008959	2a	2024-02-05
3002203464	MCDERMOTT, ELIZABETH	2024-CI-1009528	7611	2024-02-05
3000405892	MCLELLAN, ELISHIA	2024-CI-1009063	7611	2024-02-05
3002134592	MEDJADJ, LÉA	2024-CI-1009543	7611	2024-02-05
3000283425	MEKONNEN, FREW	2024-CI-1009045	1a	2024-02-05
3002317225	MELBOUCI, SID ALI	2024-CI-1009674	1a	2024-02-05

3002163140	MÉNARD, STÉPHANE	2024-CI-1009853	1a	2024-02-05
3001696479	MENCZER, JOSEPH	2024-CI-1009258	1a, 7611	2024-02-05
3001589273	MERCIER, JEROME	2024-CI-1009703	1a, 2a, 7611	2024-02-05
2001067211	MERCURE NEAULT, LINDA	2024-CI-1009232	1a	2024-02-05
2001111226	MERLOT, JEAN-MICHEL	2024-CI-1008951	6a	2024-02-05
2001269574	MESSAOUDI, HATEM	2024-CI-1008920	1a	2024-02-05
3002172951	MESUMBE, HENRY NZIKE	2024-CI-1009570	1a	2024-02-05
3001812575	MEUNIER, MARTIN	2024-CI-1009329	1a	2024-02-05
3002764330	MHAYA, IMENE	2024-CI-1009835	7611	2024-02-05
3002134468	MIRANDA, ALEX	2024-CI-1009560	1a	2024-02-05
2001350146	MIRON, JENNIFER	2024-CI-1008957	6a	2024-02-05
3001891953	MIRZAEI YAZANI, ZAHRA	2024-CI-1009394	1a	2024-02-05
2401756068	MOISAN, ERIK	2024-CI-1009434	1a	2024-02-05
3002125389	MOKBEL, ERIC	2024-CI-1009413	1a, 7611	2024-02-05
2000668181	MOORE, ROBERT	2024-CI-1009220	1a	2024-02-05
3002148373	MORASSE, RICHARD	2024-CI-1009567	1a	2024-02-05
3001307390	MOREAU-DUGUAY, MARIE-LINE	2024-CI-1009132	7611	2024-02-05
2000243201	MOREAULT, FRÉDÉRIC	2024-CI-1008894	1a	2024-02-05
2000243345	MOREL, SERGE	2024-CI-1008714	2a	2024-02-05
3001337429	MORIN, CATHERINE	2024-CI-1009138	7611	2024-02-05
2000244013	MORIN, DANIELLE	2024-CI-1008726	1a	2024-02-05
3000442771	MORIN, DANY	2024-CI-1009430	7611	2024-02-05
3001569222	MORIN, HÉLÈNE	2024-CI-1009174	1a	2024-02-05
2001220670	MORIN, MATHIEU	2024-CI-1008904	2b	2024-02-05
3002259056	MORROW, MICHAEL	2024-CI-1009616	7611	2024-02-05
3000032679	MOUKOKO, JEAN CLAUDE	2024-CI-1008978	1a	2024-02-05
2000823183	MOULELA, PATRICK ARNAUD	2024-CI-1008958	1a	2024-02-05
3000196788	MUCOMWIZA, MONIQUE	2024-CI-1009033	1a	2024-02-05
3000758868	MUJCINOVIC, ABDULAH	2024-CI-1009437	1a	2024-02-05
3000994103	MUKADI, FISTON TSHIBANDA	2024-CI-1009161	7611	2024-02-05
3002289504	MUKHERJEE, ANKONA	2024-CI-1009618	7611	2024-02-05
3001307050	MULIGO, PATRICE DUSHIME	2024-CI-1009100	2a	2024-02-05
3002402490	MULOWAYI, JOSEP	2024-CI-1009778	7611	2024-02-05
3001572888	MUNOZ, DARLENNY	2024-CI-1009179	1a	2024-02-05
2000898584	MUSAMPA, EVELYNE	2024-CI-1008902	7611	2024-02-05
3000481853	NABHAN, ELIE	2024-CI-1009447	7611	2024-02-05
3002149005	NACIRI SOUSSI, MEHDI	2024-CI-1009450	7611	2024-02-05
3001809231	NADEAU, CATHERINE	2024-CI-1009311	1a	2024-02-05
3001372862	NADEAU, CHRISTIANE	2024-CI-1009121	1a, 7611	2024-02-05
2000634832	NADEAU, LYNE	2024-CI-1008863	7611	2024-02-05
3001900756	NADEINA, VICTORIA	2024-CI-1009387	1a	2024-02-05
3001715314	NAGPAL, NUDRAT	2024-CI-1009686	7611	2024-02-05
3002373271	NAGULESWARAN, SUGEITH	2024-CI-1009739	7611	2024-02-05

3001204964	NAHUMUREMYI, TRACY	2024-CI-1009172	7611	2024-02-05
3000428074	NAJI, CHAIMAA	2024-CI-1009422	7611	2024-02-05
3002319232	NAMARATNE WANASEKARA, GANEESHA	2024-CI-1009677	7611	2024-02-05
3000250273	NASRALLAH, CHRISTOPHER	2024-CI-1009406	7611	2024-02-05
2000249090	NAUD, GILLES	2024-CI-1008889	2b	2024-02-05
2001310074	NAUD, STÉPHANIE	2024-CI-1009404	6a	2024-02-05
2000642967	NAZAIRE, FRANSCHEL	2024-CI-1008881	7611	2024-02-05
3002105524	N'DOKOI, DIANE DÉsirÉE TEKI	2024-CI-1009521	7611	2024-02-05
3002372478	NDONGO, HELLEN	2024-CI-1009750	7611	2024-02-05
3002062650	NDUWIMANA, BENIGNE	2024-CI-1009379	2a	2024-02-05
3002121114	NEISSARI, NIMA	2024-CI-1009405	1a	2024-02-05
3002200083	NEJATI NASR, NEDA	2024-CI-1009801	1a	2024-02-05
3002268224	NEZAMKHAH AHADI, ALI	2024-CI-1009595	7611	2024-02-05
3001806216	NGUE, MARIE THÉRÈSE VANESSA	2024-CI-1009306	7611	2024-02-05
3002310115	NGUEM EKOMBO, PATRICE	2024-CI-1009615	7611	2024-02-05
3001761834	NGWABIJE, MATHIEU	2024-CI-1009345	1a	2024-02-05
3002759300	NIKHIL, NIKHIL	2024-CI-1009824	7611	2024-02-05
3002173497	NILLO, GENE	2024-CI-1009586	1a	2024-02-05
3000131571	NILSSON, VANESSA	2024-CI-1009506	7611	2024-02-05
3001256694	NINI, MASSIMO	2024-CI-1009192	2a	2024-02-05
2001295073	NIYONZIMA, AMER	2024-CI-1009235	1a	2024-02-05
3000725412	NJANJO NJATCHEU, JEHU BERTRAN	2024-CI-1010013	7611	2024-02-05
3001747487	NKOU NKOVA, VICTORIA DAHLIA	2024-CI-1009705	7611	2024-02-05
3000681049	NKURUNZIZA, FERDINAND	2024-CI-1009249	1a	2024-02-05
3002197756	NOEL, GEMMABELLE	2024-CI-1009515	1a	2024-02-05
2001185487	NOEL, KERLBY	2024-CI-1009971	1a	2024-02-05
2000251139	NOËL, ROBERT	2024-CI-1008724	7611	2024-02-05
3000763683	NOEL, WILNER	2024-CI-1009135	1a	2024-02-05
3002045812	NORMAND, ALEXIS	2024-CI-1009456	1a	2024-02-05
2001307499	NORMANDIN, BRUNO	2024-CI-1008937	1a	2024-02-05
2000252030	NOVOA, JORGE	2024-CI-1008788	1a	2024-02-05
3002174959	NUGENT, TIMOTHY	2024-CI-1009527	7611	2024-02-05
3002375153	O'CONNOR ROCH, BRIAN	2024-CI-1009752	1a	2024-02-05
3000357710	ODAR-BARBOZA, CHRISTIAN	2024-CI-1009065	1a	2024-02-05
3001539167	OFEICH, ROULA	2024-CI-1009269	7611	2024-02-05
3002107005	OKIKIOLU, OLAYEMI	2024-CI-1009542	7611	2024-02-05
3002747261	OKWO, KEVIN	2024-CI-1009753	1a	2024-02-05
3002308805	OLAKANMI, ABISOLA	2024-CI-1009611	7611	2024-02-05
3001846708	OLGUN, ASUMAN	2024-CI-1009377	7611	2024-02-05
3002172979	OLIVARES RODRIGUEZ, WENDY EUGENIA	2024-CI-1009576	1a	2024-02-05
3000738756	ONG, BRIAN	2024-CI-1009118	7611	2024-02-05
3002173488	ONWUANIMKWU, MARTINS	2024-CI-1009592	1a	2024-02-05
3002192706	ORTOFSKY, JASON	2024-CI-1009545	7611	2024-02-05

3001022312	OUEDRAOGO, WENDPANGA	2024-CI-1009513	7611	2024-02-05
3000471481	OUELLET, MAXIM	2024-CI-1009067	6a	2024-02-05
3001761594	OUELLET, VICKY	2024-CI-1009713	7611	2024-02-05
2000857495	OUELLETTE, ANNIE	2024-CI-1009025	7611	2024-02-05
2000254494	OUELLETTE, PIERRE	2024-CI-1008731	1a, 2b	2024-02-05
3001246287	OUNZAB, KARIM	2024-CI-1009125	7611	2024-02-05
3001725615	PACE, VINCENZO	2024-CI-1009692	1a	2024-02-05
3001805048	PADDA, JASVIR	2024-CI-1009666	1a	2024-02-05
2000939406	PAGÉ, SANDRA	2024-CI-1008880	7611	2024-02-05
2000976231	PALOMARES, ROCIO GERARDINA	2024-CI-1008931	1a	2024-02-05
2000876866	PALUCCI, ELISA	2024-CI-1009078	7611	2024-02-05
2000256045	PANARELLO, MARGHERITA	2024-CI-1008729	6a, 7611	2024-02-05
3001876621	PANEZ SUAREZ, NANCY MARIBEL	2024-CI-1009331	7611	2024-02-05
2000256134	PANNETON, DANIELE	2024-CI-1009223	6a	2024-02-05
3002084324	PAPACHRISTOPOULOS, MARY	2024-CI-1009409	1a	2024-02-05
3002763411	PAPAZIAN, DIANA	2024-CI-1009780	7611	2024-02-05
3001583484	PAQUET, GENEVIÈVE	2024-CI-1009699	7611	2024-02-05
2000256848	PAQUET, JEAN	2024-CI-1008795	1a, 2a	2024-02-05
3001453891	PAQUET, MARYSE	2024-CI-1009140	7611	2024-02-05
2001205090	PAQUET, MAXIME	2024-CI-1009142	1b	2024-02-05
2000257605	PAQUETTE, JACQUES	2024-CI-1008737	1a	2024-02-05
3000472186	PAQUETTE, KARINE	2024-CI-1009444	1a	2024-02-05
3001681190	PAQUETTE, YVES	2024-CI-1009207	1a	2024-02-05
3001876532	PAQUIN, HÉLÈNE	2024-CI-1009287	7611	2024-02-05
2000258597	PARADIS, FRANÇOIS	2024-CI-1008801	7611	2024-02-05
2000937006	PARÉ, OLIVIER	2024-CI-1008845	1a	2024-02-05
3002183299	PARENT, CHRISTOPHE	2024-CI-1009533	6a	2024-02-05
3001785060	PARENT, DANY	2024-CI-1009364	2b	2024-02-05
2000907663	PARRA UGETO, RAQUEL	2024-CI-1008831	7611	2024-02-05
2000261306	PASUPATHY, JEYACANDEEPAN	2024-CI-1008746	1a	2024-02-05
3002036804	PATEL, DINESH	2024-CI-1009452	1a	2024-02-05
3000732315	PATRIARCA, ELVIRA	2024-CI-1009116	7611	2024-02-05
3000033213	PAUL, DANIEL	2024-CI-1009239	2a	2024-02-05
2000262387	PAYEUR, GILLES	2024-CI-1008745	1b	2024-02-05
2000263162	PELLERIN, ISABELLE	2024-CI-1008756	7611	2024-02-05
2000762792	PELLETIER, CATIA	2024-CI-1008844	1b	2024-02-05
3001327840	PELLETIER, MAXIME	2024-CI-1009208	1a	2024-02-05
3002758418	PELLETIER, SUZY	2024-CI-1009784	7611	2024-02-05
3002789313	PERASSO, LOIC	2024-CI-1009792	7611	2024-02-05
3000595641	PERRAS, MAXIME	2024-CI-1009103	2c	2024-02-05
3002342956	PERRI, PIETRO	2024-CI-1009733	7611	2024-02-05
2000267015	PERRON, BERNARD	2024-CI-1008807	1a	2024-02-05
2000408202	PERROT, DIDIER	2024-CI-1009224	1a	2024-02-05

2001234816	PETRELLA, DOMINIQUE	2024-CI-1008999	7611	2024-02-05
3000980056	PHANEUF RIVEST, TAMARA	2024-CI-1009148	7611	2024-02-05
3000397678	PHILIPPE-FORTIN, JAVIER	2024-CI-1009246	1a	2024-02-05
2001295670	PHONLASOUK, SOUDATHIP	2024-CI-1009407	1a	2024-02-05
3001912486	PIACENTE, GUILLAUME	2024-CI-1009316	1a, 7611	2024-02-05
3002193144	PICARD, WILLIAM	2024-CI-1009795	1a	2024-02-05
3001680182	PICHÉ, VANESSA	2024-CI-1009202	7611	2024-02-05
3001746344	PIERRE, JEAN-BRUNEL	2024-CI-1009265	1a	2024-02-05
2001187136	PIETRACUPA, ROBERTO	2024-CI-1008905	1a	2024-02-05
2001128806	PILON, BRUNO	2024-CI-1009977	6a	2024-02-05
3001882936	PINSONNEAULT, DAVID	2024-CI-1009385	7611	2024-02-05
2001082622	PIZZUCO, GIUSEPPE	2024-CI-1008947	1a	2024-02-05
2000272278	PLANTE, DENIS	2024-CI-1008747	1a, 2b	2024-02-05
2000272679	PLANTE, PATRICK	2024-CI-1008763	1a, 2a	2024-02-05
3002320658	PLUMLEY, KRISTIN	2024-CI-1009681	7611	2024-02-05
2000712301	POIRIER, MARTIN	2024-CI-1008820	2b	2024-02-05
3001471531	POIRIER, NATHALIE	2024-CI-1009663	1a	2024-02-05
2000359522	POITRAS, FREDERIC	2024-CI-1008875	7611	2024-02-05
2000275024	POLLACK, SANDRA	2024-CI-1008867	1a, 2a	2024-02-05
3002114033	POORABEDI BODAGH, SEPIDEH	2024-CI-1009392	7611	2024-02-05
3002400919	POTVIN, CAMILLE	2024-CI-1009728	7611	2024-02-05
3000229146	POUGIN, LAURE	2024-CI-1009516	6a, 7611	2024-02-05
2000568609	POULIN, FÉLIX	2024-CI-1008839	2c	2024-02-05
3001717107	POULIN, LYDIA	2024-CI-1009313	1a	2024-02-05
2001107179	POULIN, MAXIME	2024-CI-1009080	1b	2024-02-05
2000663612	POULIOT, ANNIE	2024-CI-1008873	1b	2024-02-05
3000418593	PRABHAKARAN, SELVANANTHINI	2024-CI-1009005	2a	2024-02-05
3002255719	PRASHANTSURI, PRASHANTSURI	2024-CI-1009806	1a	2024-02-05
3002220267	PRÉFONTAINE, CHARLES	2024-CI-1009541	7611	2024-02-05
2000278717	PRIMEAU, HERMAS	2024-CI-1008767	1a, 2a	2024-02-05
2000599069	PRIMEAU, STÉPHANIE	2024-CI-1008871	7611	2024-02-05
3002750808	PRINCE, MATHIEU	2024-CI-1009841	7611	2024-02-05
3002327189	PRIVÉ, SÉBASTIEN	2024-CI-1009650	7611	2024-02-05
2000487171	PRONOVOST, JACQUES	2024-CI-1008974	1a, 2a	2024-02-05
3002290002	PROULX, MARIE-CHRISTINE	2024-CI-1009646	7611	2024-02-05
2000279627	PROULX, MARTIN	2024-CI-1009229	6a	2024-02-05
2000925019	PROUX-MARTIN, PHILIPPE	2024-CI-1008866	1a	2024-02-05
3001290077	PROVENCHER, VÉRONIQUE	2024-CI-1009092	7611	2024-02-05
3002237561	PROVENCHER-SYLVESTRE, FANNY	2024-CI-1009603	7611	2024-02-05
3002349441	PROVIAS, STEVEN	2024-CI-1009732	7611	2024-02-05
3001363774	QUIETI, CATHERINE	2024-CI-1009131	2a	2024-02-05
2000359568	QUIRION, JOHANNE	2024-CI-1008838	1a	2024-02-05
2000671854	QUIRION, JOHANNE	2024-CI-1008829	1a	2024-02-05

2000281721	QUIRION, THÉRÈSE	2024-CI-1008772	1a, 6a	2024-02-05
3002304391	RABII, SIHAM	2024-CI-1009660	7611	2024-02-05
3002791426	RAHMANI, VIDA	2024-CI-1009793	7611	2024-02-05
2000544467	RAKOTONJANAHARY, MIREILLE	2024-CI-1008990	1a, 6a	2024-02-05
3001851149	RAMIREZ PAMPLONA, ANDRES AUGUSTO	2024-CI-1009704	1a	2024-02-05
3002298834	RAMIREZ-LETONA, MAURO	2024-CI-1009651	7611	2024-02-05
2001341406	RAMPERSAD, RICHARD	2024-CI-1009418	1a	2024-02-05
2000283471	RANGER, CLAUDE	2024-CI-1008784	1a, 7611	2024-02-05
3002032247	RAY, MATTHEW	2024-CI-1009439	1a, 2a	2024-02-05
3002139070	RAYMOND, JOANIE	2024-CI-1009433	7611	2024-02-05
3002336856	RAZA, ALI	2024-CI-1009714	1a	2024-02-05
3001193529	REBONG, MARY GRACE	2024-CI-1009061	7611	2024-02-05
3001433173	REEDE, AMBER	2024-CI-1009640	7611	2024-02-05
2000623719	REID, MARC-ANTOINE	2024-CI-1008809	2a	2024-02-05
3001814902	REZKO, KARINE	2024-CI-1009688	7611	2024-02-05
2000842180	RHÉAUME, RÉJEANNE	2024-CI-1009079	1a	2024-02-05
3001659072	RICARD, ANNY	2024-CI-1009693	1a	2024-02-05
3002027645	RICHARD, SAMUEL	2024-CI-1009408	1a	2024-02-05
3000090419	RICHER, PAUL OLIVIER	2024-CI-1008967	1a, 7611	2024-02-05
3001532404	RIDDELL, CHRISTOPHER	2024-CI-1009195	1a	2024-02-05
3001304446	RIEL, CYNTHIA	2024-CI-1009090	1a	2024-02-05
3001319029	RIGAS, ANNA	2024-CI-1009098	7611	2024-02-05
2000973680	RJAIBI, FAHMI	2024-CI-1008862	7611	2024-02-05
2001309111	ROBERT, FRANCOIS	2024-CI-1009432	7611	2024-02-05
3001668268	ROBILLARD LATOUR, MARIE-JOSEE	2024-CI-1009278	2a	2024-02-05
3002125762	ROBINSON, JACQUELINE	2024-CI-1009457	1a	2024-02-05
2000291774	ROBITAILLE, BERNARD	2024-CI-1009219	2a	2024-02-05
2000681503	ROBITAILLE, CATHERINE ALEXANDRA	2024-CI-1008818	2c	2024-02-05
2000938791	RODRIGUE, MARTIN	2024-CI-1008921	1a	2024-02-05
3000830352	ROJAS GOMEZ, MILTON MARINO	2024-CI-1009123	1a	2024-02-05
3001397514	ROLLAND, LOÏC	2024-CI-1009164	7611	2024-02-05
3002323977	ROOMIANI, SHAHRZAD	2024-CI-1009698	1a	2024-02-05
2001110682	ROSENMEIER, JOSHUA	2024-CI-1008884	1a	2024-02-05
3001894807	ROSS, CATHERINE	2024-CI-1009350	1a	2024-02-05
3001412784	ROSSDEUTSCHER, CHARLES	2024-CI-1009279	1a	2024-02-05
3002208833	ROUIRE, MIREILLE	2024-CI-1009798	1a	2024-02-05
2000295271	ROULEAU, CLAUDE	2024-CI-1009215	1a	2024-02-05
2000295743	ROUSSEAU, DENIS	2024-CI-1008793	2b	2024-02-05
2001147965	ROUSSEAU, LOUISE-MARIE	2024-CI-1009030	7611	2024-02-05
2000296038	ROUSSEAU, RITA	2024-CI-1008827	6a	2024-02-05
2001240729	ROY ST-ONGE, MATHIEU	2024-CI-1008925	7611	2024-02-05
3002305933	ROY, CATHERINE	2024-CI-1009818	1a	2024-02-05
2000297297	ROY, DIANE	2024-CI-1008754	7611	2024-02-05

3001766465	ROY, DYLAN	2024-CI-1009273	1a	2024-02-05
2000298134	ROY, LINE	2024-CI-1008799	7611	2024-02-05
2000298544	ROY, MICHEL	2024-CI-1008885	6a	2024-02-05
3000137931	ROY, NANCY	2024-CI-1008980	7611	2024-02-05
2000298704	ROY, NICOLAS	2024-CI-1008811	2a	2024-02-05
3000866073	ROY, PIER-LUC	2024-CI-1009250	1b	2024-02-05
2000832707	ROY, STÉPHANIE	2024-CI-1008975	7611	2024-02-05
2000500469	ROY, YVES	2024-CI-1008765	6a	2024-02-05
3002186287	RU, JIAN	2024-CI-1009596	7611	2024-02-05
2001067818	RUAN, XI FAN	2024-CI-1009032	7611	2024-02-05
3002268288	SABAN, YOTAM	2024-CI-1009630	7611	2024-02-05
2000973724	SABBAGHIAN, LEON	2024-CI-1008898	1a	2024-02-05
3002768586	SAFDARI, FARKHUNDA	2024-CI-1009785	7611	2024-02-05
3001639914	SAHADEO MOFFETT, JESSICA	2024-CI-1009190	1a, 7611	2024-02-05
3002056373	SAIDJ, KHALED	2024-CI-1009353	7611	2024-02-05
2000301237	SAILLANT, CARL	2024-CI-1008760	2a, 7611	2024-02-05
3002272905	SAINTAL, ERNEST	2024-CI-1009604	7611	2024-02-05
3002329383	SAINVILLE EP SERRATAN, STECY ELISABETH	2024-CI-1009684	7611	2024-02-05
3000560679	SALAMEH, DOMINIQUE	2024-CI-1009472	7611	2024-02-05
3002344525	SAMOUN, AMINA	2024-CI-1009644	7611	2024-02-05
2000302192	SAMSON, LUC	2024-CI-1008739	6a	2024-02-05
2000302281	SAMSON, RÉJEAN	2024-CI-1008733	1a, 2a, 7611	2024-02-05
2000302352	SAMUEL, BALDWIN	2024-CI-1008762	7611	2024-02-05
3001409618	SANABRIA SALAZAR, ELKIS JANETT	2024-CI-1009276	1a	2024-02-05
3002162392	SANDING, SHELLA GRACE	2024-CI-1009473	1a	2024-02-05
3002746137	SANHAJI, SOLENE	2024-CI-1009836	7611	2024-02-05
3001873866	SAOUDI, LISA	2024-CI-1009380	7611	2024-02-05
3002129553	SAREAULT, JULIE	2024-CI-1009419	1a	2024-02-05
3001438472	SARGEANT, TYLER	2024-CI-1009165	7611	2024-02-05
3002127877	SASAN, GURPREET SINGH	2024-CI-1009540	1a	2024-02-05
2000524764	SAWAYA, AMANI	2024-CI-1008766	7611	2024-02-05
3002728273	SBITI, SOFIA	2024-CI-1009830	7611	2024-02-05
2000926848	SCALI, ALESSANDRO	2024-CI-1009157	6a	2024-02-05
3001435340	SCHWARTZMAN, ALEXEI	2024-CI-1009203	7611	2024-02-05
3001372559	SEEVARATNAM, KAMALINI	2024-CI-1009198	7611	2024-02-05
3001850499	SÉGUIN, JONATHAN	2024-CI-1009348	1a, 7611	2024-02-05
3002775765	SENIGDHA, SHAIKH	2024-CI-1009839	7611	2024-02-05
2001349131	SERRES, PATRICK	2024-CI-1008952	1b	2024-02-05
3002094279	SÉVIGNY-BOLDUC, ARIANE	2024-CI-1009423	7611	2024-02-05
3002401375	SHADEKO, SANDRA	2024-CI-1009754	7611	2024-02-05
3002038358	SHARMA, BALDEEP	2024-CI-1009346	1a	2024-02-05
3000676386	SHARMA, MANSI	2024-CI-1009105	7611	2024-02-05
3000774680	SHARMA, SEEMA	2024-CI-1009051	1a, 7611	2024-02-05

3002751763	SHIN, YONG HUN	2024-CI-1009831	7611	2024-02-05
3002054865	SIDHU, JASHANPREET KAUR	2024-CI-1009425	1a	2024-02-05
2000309417	SIMARD, GUY	2024-CI-1008813	1a	2024-02-05
3001657163	SIMON, ACHELÈNE	2024-CI-1009205	7611	2024-02-05
2001016641	SIMPSON, ANNE-MARIE	2024-CI-1008943	7611	2024-02-05
3002209253	SIMPSON, ERIC	2024-CI-1009805	7611	2024-02-05
3002236991	SINGARE, MARIAM	2024-CI-1009579	7611	2024-02-05
3001695531	SINGH, AMANDEEP	2024-CI-1009716	1a	2024-02-05
2000707148	SINGH, MANMOHN	2024-CI-1008893	1a	2024-02-05
3002183244	SINGH, MANPREET	2024-CI-1009594	1a	2024-02-05
3002366608	SINGH, MANPREET	2024-CI-1009737	7611	2024-02-05
3002091744	SINGH, RAKHI	2024-CI-1009484	1a	2024-02-05
3002126477	SINGH, RAVINDERPAL	2024-CI-1009554	1a	2024-02-05
2000731326	SIROIS, CHANTAL	2024-CI-1008832	2c	2024-02-05
3000244263	SKUODYTE, GUODA	2024-CI-1009400	7611	2024-02-05
3000735571	SMITH, JEFF	2024-CI-1009111	7611	2024-02-05
3001682938	SNOUSSI, TARIK	2024-CI-1009300	7611	2024-02-05
2000754177	SOK, LY LIN	2024-CI-1008840	1a	2024-02-05
3001277555	SONG, TIFFANY	2024-CI-1009188	7611	2024-02-05
3000489472	SOUADI, ANASS	2024-CI-1009469	1a	2024-02-05
2000895113	SOUHAIB, NAIMA	2024-CI-1009141	7611	2024-02-05
3002373967	SOULEY, AFI SENA	2024-CI-1009745	7611	2024-02-05
2000312751	SPRINGUEL, VINCENT	2024-CI-1008819	6a	2024-02-05
2000312788	STAFFORD, MICHEL	2024-CI-1008727	7611	2024-02-05
2000312920	ST-AMAND, MICHEL	2024-CI-1008770	7611	2024-02-05
3002378515	STELLA RAMOS, ELINOR	2024-CI-1009744	1a	2024-02-05
3001763681	STEPHENS, ILLONA	2024-CI-1009349	7611	2024-02-05
2000665718	STERGIOPOULOS, LAMBRAKIS	2024-CI-1008864	7611	2024-02-05
3002410285	ST-GELAIS LANDRY, ROXANNE	2024-CI-1009782	7611	2024-02-05
2000840583	ST-GERMAIN, MYLÈNE	2024-CI-1008895	7611	2024-02-05
2001184950	ST-HILAIRE, BÉLINDA	2024-CI-1009247	1a	2024-02-05
3000909535	ST-HILAIRE, CATHERINE	2024-CI-1009481	7611	2024-02-05
3002074772	ST-JEAN CHOUINARD, KAROL-ANN	2024-CI-1009357	7611	2024-02-05
2001195895	ST-JEAN, ANDRÉ	2024-CI-1008996	1a	2024-02-05
2000314768	ST-JEAN, MARIO	2024-CI-1008769	1a	2024-02-05
2000314820	ST-JEAN, SERGE	2024-CI-1008768	1a	2024-02-05
2000314884	ST-JEAN, YVON	2024-CI-1008735	1a	2024-02-05
2000955165	ST-LAURENT, MATHIEU	2024-CI-1008855	1a	2024-02-05
2000315188	ST-LAURENT, YVES	2024-CI-1008774	2a	2024-02-05
3002364030	STOGREA, ANASTASIA	2024-CI-1009740	7611	2024-02-05
3000932019	SUKHIJA, HARINDER	2024-CI-1009248	1a	2024-02-05
3001491216	SULLIVAN, JACOB	2024-CI-1009154	7611	2024-02-05
3002325065	SUN, WEIXING	2024-CI-1009854	1a	2024-02-05

3001553541	SUTHESANATHAN, PRAVINA	2024-CI-1009689	7611	2024-02-05
3001910406	SYLVAIN, AMMAURY	2024-CI-1011450	1a	2024-02-12
3001052743	SYLVESTRE, ELIOTTE-LILI	2024-CI-1010015	7611	2024-02-05
3002030560	SZEKELY, JULIA	2024-CI-1009335	2b	2024-02-05
2000317952	SZOGHY, ERIC	2024-CI-1008722	1a	2024-02-05
2001001194	TADEO, FELIMON	2024-CI-1008936	1a	2024-02-05
3002420513	TALABAN, JOHN DAVID	2024-CI-1009781	1a	2024-02-05
2000318808	TALBOT, SIMON	2024-CI-1008817	6a	2024-02-05
2401882653	TAM, FREDERICK SIU LEUNG	2024-CI-1009496	1a, 2a	2024-02-05
3002776167	TAPSOBA, DJEMILATOU	2024-CI-1009766	7611	2024-02-05
2000319521	TARDIF, ALAIN	2024-CI-1008944	2a	2024-02-05
3002324208	TARDIF, CHARLES	2024-CI-1009675	7611	2024-02-05
2001268085	TARZALT, NASSIM	2024-CI-1008911	7611	2024-02-05
3002781053	TAVAKOLI, ARYA	2024-CI-1009842	7611	2024-02-05
3002271032	TCHA, ROSALIE	2024-CI-1009817	1a	2024-02-05
3002727041	TCHENO DJATSA, EMELINE RAISSA	2024-CI-1009822	7611	2024-02-05
3002379337	TEEVENS, TRAVIS	2024-CI-1009758	7611	2024-02-05
3001327537	TELASCO, KATIOUCHA	2024-CI-1009129	7611	2024-02-05
2000322358	THÉRIAULT, FRANÇOIS	2024-CI-1008736	1a	2024-02-05
3001099980	THERRIER, CHRISNER	2024-CI-1009167	1a	2024-02-05
3002234751	THIBAUT, KASSANDRA	2024-CI-1009593	1a	2024-02-05
2000355081	THIBAUT, MARIO	2024-CI-1008830	7611	2024-02-05
3001691205	THIMOGENE MOGENE, JOSLHEY NAZAIRE	2024-CI-1009707	1a	2024-02-05
2001171642	TICHERAFI, DJILLALI	2024-CI-1008977	7611	2024-02-05
3002410294	TOBON, VERONICA	2024-CI-1009736	7611	2024-02-05
3002302856	TODD, SHAWN	2024-CI-1009626	7611	2024-02-05
2000326737	TOULOUSE, YVON	2024-CI-1008787	1a	2024-02-05
2000326808	TOUPIN, LINE	2024-CI-1008854	7611	2024-02-05
2001211467	TOUSSAINT, SMAILLE	2024-CI-1009252	1a	2024-02-05
3000914039	TRAHAN, DAVID	2024-CI-1009137	7611	2024-02-05
2000327665	TRAN, VIET HUNG	2024-CI-1008789	7615	2024-02-05
3000043667	TREMBLAY, ALEX	2024-CI-1008955	6a	2024-02-05
3001276725	TREMBLAY, ALYSSON	2024-CI-1009066	7611	2024-02-05
2000441924	TREMBLAY, ANNE	2024-CI-1008890	7611	2024-02-05
3000127657	TREMBLAY, ANNICK	2024-CI-1009501	7611	2024-02-05
3002041763	TREMBLAY, CATHERINE	2024-CI-1009412	1a	2024-02-05
2000796284	TREMBLAY, ISABELLE	2024-CI-1008847	7611	2024-02-05
3000622489	TREMBLAY, ISABELLE	2024-CI-1009099	6a	2024-02-05
2000330795	TREMBLAY, MICHEL	2024-CI-1008802	1a	2024-02-05
3000662569	TREMBLAY, SEBASTIEN	2024-CI-1009512	1a	2024-02-05
3002083986	TREMBLAY, SEBASTIEN	2024-CI-1009524	7611	2024-02-05
3000631139	TREMBLAY, STÉPHANIE	2024-CI-1009410	1b	2024-02-05
3001552347	TREMBLAY, VERONIQUE	2024-CI-1009160	1b	2024-02-05

2000871308	TRIHEY, KELLY	2024-CI-1008984	2a	2024-02-05
3002349986	TRIMMEL, ANDREW	2024-CI-1009711	7611	2024-02-05
3002252384	TRUONG, ANDREW	2024-CI-1009800	7611	2024-02-05
2000960319	TUBIS, DALIA	2024-CI-1008918	7611	2024-02-05
3002096838	TUHARI, ANDREI	2024-CI-1009427	7611	2024-02-05
3001200520	TULUS, CAMELIA-MARINELA	2024-CI-1009178	7611	2024-02-05
2000334390	TURCOT, RÉAL	2024-CI-1008932	1a	2024-02-05
3002049765	TURCOTTE, MARC-ANDRÉ	2024-CI-1009421	1b	2024-02-05
2001077362	TURCOTTE, MÉLANIE	2024-CI-1009236	1a	2024-02-05
3002032210	URBINA NINO, JUAN	2024-CI-1009431	1a	2024-02-05
3002718792	UWERA, DORCYNE	2024-CI-1009767	7611	2024-02-05
3000908812	VANDEWATER, CHRISTINA	2024-CI-1009062	7611	2024-02-05
3002380520	VARDALAS, HELEN	2024-CI-1009763	7611	2024-02-05
2000339572	VEILLEUX, FRANÇOIS	2024-CI-1008810	2a	2024-02-05
3002403211	VENKETRAMAN, CASSANDRA	2024-CI-1009757	7611	2024-02-05
3002758757	VENTURINI, LORENZO	2024-CI-1009820	7611	2024-02-05
2000340445	VERGARA, EDUARDO HIDALGO	2024-CI-1008816	1a	2024-02-05
3002780768	VERMA, HEERA	2024-CI-1009789	7611	2024-02-05
3002338783	VIENS, MARIE-EVE	2024-CI-1009641	7611	2024-02-05
2000674405	VIGNEAULT, STÉPHANE	2024-CI-1008971	1a	2024-02-05
2001138724	VIGNOLA, CARL	2024-CI-1008969	7611	2024-02-05
2000750439	VIL, ADY-LÉONARD	2024-CI-1009012	1a	2024-02-05
3002266636	VILLAPAZ, VON AXL	2024-CI-1009590	7611	2024-02-05
3001711381	VILLENEUVE, JUSTINE	2024-CI-1009285	7611	2024-02-05
2000415061	VILLENEUVE, MARIE-JOSÉE	2024-CI-1008851	7611	2024-02-05
3001822626	VILLENEUVE, PAMELLA	2024-CI-1009366	7611	2024-02-05
2001286895	VINET, VALÉRIE	2024-CI-1008923	1a	2024-02-05
3002226797	VISCONTI, ANTHONY	2024-CI-1009550	7611	2024-02-05
3002072015	VITAL, SAID	2024-CI-1009519	1a	2024-02-05
3001747067	VON MALTZAHN, ALEXANDER	2024-CI-1009333	7611	2024-02-05
2001141621	VONG, VANNAK	2024-CI-1009006	1a	2024-02-05
3002411426	WAKED, YARA FAHED	2024-CI-1009768	7611	2024-02-05
3002115728	WALKER, FEVIE	2024-CI-1009454	1a	2024-02-05
2001011780	WALTON, BRADLEY	2024-CI-1009023	7611	2024-02-05
3001262142	WANG, NINGLU	2024-CI-1009122	7611	2024-02-05
3002253043	WANG, YUE	2024-CI-1009574	7611	2024-02-05
2000345093	WARDA, PATRICK	2024-CI-1009214	2a	2024-02-05
2000346207	WILSON, JAMES	2024-CI-1008741	1a	2024-02-05
2000346225	WILSON, JOSEPH ANTHONY	2024-CI-1008814	1a	2024-02-05
3000332239	XAVIER, JEROME	2024-CI-1008998	7611	2024-02-05
3001507511	YAMOUT, MIRNA	2024-CI-1009184	7611	2024-02-05
3002274333	YANES JARAMILLO, ANDRES FERNANDO	2024-CI-1009633	1a	2024-02-05
3002320792	YAPO, JACQUES PHILIPPE	2024-CI-1009645	7611	2024-02-05

2001229403	YOUSFI, BOUCHRA	2024-CI-1009000	6a	2024-02-05
3002193000	ZAKI, SALMA	2024-CI-1009547	7611	2024-02-05
3001386884	ZEGADI, IMENE	2024-CI-1009119	7611	2024-02-05
2001075060	ZELTZER, ROBERT	2024-CI-1008883	7611	2024-02-05
3000062869	ZERRA, ABDELMAJID	2024-CI-1009493	6a	2024-02-05
2001164721	ZHANG, CHUN YU	2024-CI-1008964	1a	2024-02-05
2000937961	ZHANG, QI HONG	2024-CI-1008903	1a, 7611	2024-02-05
3002770289	ZHENG, ZHUOHAN	2024-CI-1009765	7611	2024-02-05